



Rapport financier annuel 2011

au 31 mars 2012



BP 87 91072 Bondoufle - FRANCE

Exclusive worldwide
licensee for these
famous brands

CyberGun s.a.

AIR SOFT GUN® Worldwide leader

Tel: +33 1 69 11 71 00

Fax: +33 1 69 11 71 01



Smith & Wesson®



Blaser



KALASHNIKOV



FAMAS



SCHMEISSER



THE SWISS EXPERTISE SINCE 1845

TANFOGLIO



GERMAN SPORT GUNS

JERICHO

GALIL

TAVOR-21

Je soussigné, Olivier GUALDONI Directeur Général de la S A CYBERGUN, 9/11 rue Henry DUNANT a 91070 BONDOUFLE

Atteste

Qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait a Bondoufle Le 03 aout 2012

Olivier GUALDONI
Directeur Général

Paris - Geneva - Brussels - Dallas - Mineapolis - Atlanta - Hong Kong - Tokyo

CYBERGUN au capital de 1 011 289 euros - Siège social 9/11 rue Henri Dunant 91070 BONDOUFLE - RC EVRY B 337 643 795 - TVA 703 37643 795
Société cotée sur Euronext - FR0004031839 - Listed on Euronext

CYBERGUN

Société Anonyme au capital de 1.550 642,50 €
Siège social : ZA des Bordes – 9/11 rue Henri Dunant – 91070 BONDOUFLE
337 643 795 RCS EVRY

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDES AU 31 MARS 2012

Madame et Messieurs les actionnaires,

Vous êtes réunis en assemblée générale ordinaire, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice de douze mois clos le 31 mars 2012.

Tous les documents sociaux et consolidés vous ont été communiqués ou mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par la loi.

Les sociétés DELOITTE et ACOREX AUDIT, commissaires aux comptes, vous donneront par ailleurs lecture de leurs rapports.

L'article L233.26 du code du commerce précise que le conseil d'administration doit établir un rapport sur la gestion du groupe consolidé dont le contenu est calqué sur celui du rapport annuel sur la situation et l'activité de la société pendant l'exercice écoulé qui peut être inclus dans celui-ci.

1° Présentation générale du groupe

Le Groupe Cybergun intervient principalement sur le secteur d'activité de la distribution de répliques d'armes factices destinées au tir de loisir. Par ailleurs depuis l'acquisition du Groupe I2G, l'activité s'est élargie au domaine de la production de jeux vidéo.

La société Cybergun S.A. est une société anonyme dont le siège social est situé en France, 9/11 rue Henri Dunant, zone d'activités les Bordes, BONDOUFLE (91070).

La société Cybergun S.A. est cotée sur EUROLIST depuis le 29 avril 2004.

Les comptes consolidés au 31 mars 2012 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 10 juillet 2012.

Ils sont exprimés en milliers d'euro (KEUR).

Nous vous rappelons que toutes les sociétés filiales de Cybergun SA sont consolidées dans les comptes du Groupe selon les méthodes décrites dans l'annexe des comptes consolidés.

1.1-Périmètre de consolidation

Nom	Siège	N° Siren	% d'intérêt	Méthode
<u>Société mère :</u> CYBERGUN SA	Zone d'activités les Bordes 9/11 rue Henri Dunant 91070 Bondoufle France	33764379500046	Société mère	
<u>Sociétés filiales :</u>				
Sarl BRAINS 4 SOLUTIONS (B4S)	8, rue de l'Arc 77240 VERT ST-DENIS	51100631400013	100%	IG
MICROTRADE SARL	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100 %	IG
CYBERGUN USA, Corp	PO BOX 35033, Scottsdale, AZ 85255 USA	N/A	100 %	IG
SOFTAIR USA Inc.	Vineyard Center II 1452 hugues Road Suite 107 GRAPEVINE TX 76051 /USA	N/A	100 %	IG
CYBERGUN INTERNATIONAL SA	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100 %	IG
ASGUN Doo	DolenjskaCesta 133 LJUBLJANA	N/A	100 %	IG
PALCO SPORTS	8575 Monticello Lane North MAPLE GROVE MN 55369	N/A	100 %	IG
CYBERGUN HONG KONG	1401, 14th Floor World Commerce Center, HarbourCity 7-11 Canton Road TsimShaTsui, Kowloon HONG KONG	N/A	100 %	IG
TECH GROUP US	3221 South Cherokee Lane Suite 1820Wodstock GA 30188 USA	N/A	100 %	IG
TECH GROUP UK	Unit D2 SowtonIndustrialEstate Exeter Devon EX2 7 LA ENGLAND	N/A	100 %	IG
TECH GROUP HK	11B 9/F block B Hung Hom Commercial center 339 Ma Tai Wai Road Hung Hom Kowloon HONG KONG	N/A	100 %	IG
SPARTAN IMPORTS DK (ex X-GUNS)	Sylbaekvej, 33 8230 Aabyhoej DENMARK	N/A	100 %	IG
SPARTAN IMPORTS IncUSA	213 Lawrence Avenue South San Francisco CA 94080 USA	N/A	100 %	IG
CYBERGUN Italia srl	Milano Piazza Cavour 3 CAP 20121 ITALIE	N/A	100 %	IG
INTERACTIVE GAME GROUP, LLC (I2G)	The Corporation Truste 1209 Orange Street Wilmington DE 19801 USA	N/A	100%	IG

Nom	Siège	N° Siren	% d'intérêt	Méthode
I2G PRODUCTION, LLC	The Corporation Truste 1209 Orange Street Wilmington DE 19801 USA	N/A	100%	IG
SHANGAI PRODUCTION GROUP LLC	1950 Sawtelle Blvd, Los Angeles, 90025 CA	N/A	50%	ME
GRRL PRODUCTION LLC	1950 Sawtelle Blvd, Los Angeles, 90025 CA	N/A	46,70%	ME
PDF MEDIA LLC	12950 Culver Blvd Los Angeles 90066 CA	N/A	33%	ME
ONLINE WARMONGERS GROUP, INC	1800 Thayer Avenue, Suite A Los Angeles, CA 90025, U.S.A	N/A	40%	ME

IG : Intégration globale, ME : Mise en équivalence

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation clôturent leur exercice comptable annuel le 31 mars.

I2G et ses filiales I2G PRODUCTION LLC, SHANGAI PRODUCTION GROUP LLC, GRRL PRODUCTION LLC et PDF MEDIA LLC ont été acquises en avril 2011. Leur entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Cybergun a été effective au 1^{er} avril 2011. Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2012, les filiales INTERACTIVE TRAINING GROUP LLC et PANTIERRA LLC ont fait l'objet d'une cession le 1^{er} mars 2012.

La société ONLINE WARMONGERS GROUP, INC est entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Cybergun au 1^{er} août 2011; cette acquisition a porté sur 40 % de son capital.

1.2 - Exclusion de périmètre :

Société Freiburghaus

La société CYBERGUN n'exerce aucune influence notable sur la société FREIBURGHaus en raison de la présence d'un actionnaire très majoritaire. Celle-ci a par conséquent toujours été exclue du périmètre de consolidation.

2 % Faits marquants de l'exercice 2011/2012

2.1 - Augmentations de capital

Au cours de la période, CYBERGUN a procédé à cinq augmentations de capital :

- Le 1^{er} avril 2011 pour un montant de 12,8 MEUR au profit de Monsieur Frédéric Chesnais pour l'acquisition du Groupe I2G,
- Le 11 juillet 2011 pour un montant de 2,5 MEUR avec maintien du droit préférentiel de souscription au profit de l'ensemble des actionnaires, dans le cadre du financement de la politique de croissance externe du Groupe,
- Le 12 juillet 2011 pour un montant de 2,8 MEUR, augmentation de capital réservée avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de studios de développement de

premier plan dans l'univers du jeu vidéo pour le lancement de jeux mobiles et de jeux sociaux «free to play» avec lesquels CYBERGUN a conclu des accords stratégiques dans ce domaine.

- Le 8 décembre 2011 pour un montant de 0,3 MEUR, augmentation de capital consécutive au paiement par action du dividende.
- Et le 30 mars 2012 pour un montant de 0,3 MEUR, augmentation de capital réservée, en accord avec le contrat d'acquisition de la filiale Spartan Import US.

La prime d'émission constatée lors de ces augmentations a été impactée du montant des frais de réalisation de ces opérations pour 0,3 MEUR.

2.2 – Acquisition des actifs de la société anglaise SMK Sportsmarketing

Début avril 2011, Cybergun a conclu l'acquisition des actifs de la société anglaise SMK Sportsmarketing.

Fort d'une expérience de près de 40 ans dans l'importation de produits haut de gamme, Sportsmarketing est le plus gros importateur et producteur « custom » de pistolets à air comprimé, d'AirSoft Guns et d'accessoires au Royaume-Uni avec un réseau de plus de 1.000 points de vente à travers le territoire.

Grâce à cette acquisition, Cybergun a réalisé une opération stratégique d'intégration verticale de la distribution de ses produits, comme il l'a déjà fait avec succès aux Etats-Unis ou dans les pays scandinaves.

L'opération s'est réalisée moyennant un règlement en numéraire qui a fait l'objet d'un financement moyen terme avec les partenaires bancaires de Cybergun.

2.3 – Acquisition de la société Interactive Game Group (I2G)

CYBERGUN a conclu au 1^{er} avril 2011 l'acquisition de la société I2G, spécialisée dans la valorisation de droits intellectuels dans l'univers du jeu vidéo. Cet investissement s'inscrit dans une stratégie de diversification dans la perspective de développer un portefeuille de jeux vidéo et de bénéficier des synergies avec le métier historique de Cybergun (Soft Air).

Le montant de l'acquisition s'élève à 16,8 MEUR pour 100% du capital et le paiement a été réalisé par échange de titres pour 12,8 MEUR, ayant donné lieu à la création de 1.050.000 actions nouvelles et en numéraire pour le solde.

L'exercice d'allocation du prix d'acquisition définitif de 16,8 MEUR aux différents éléments d'actifs acquis et passifs repris a été réalisé. L'écart entre le prix payé et la situation nette reprise s'élève à 15,4 MEUR à la date d'acquisition. La juste valeur des actifs acquis et passifs repris au 1^{er} avril 2011 s'élevait à :

	1er avril 2011 KEUR
Actifs non courants	2 029
Immobilisations incorporelles	900
Immobilisations corporelles	6
Participations dans des entreprises associées	1 123
Actifs courants	753

Stocks	25
Créances clients	415
Actifs d'impôts courants	147
Trésorerie et équivalents de trésorerie	167
Total actifs acquis	2 782
Autres passifs non courants	-106
Passifs courants	-1 134
Fournisseurs	-588
Emprunts et dettes financières (moins d'un an)	-1
Autres passifs courants	-546
Total passifs repris	-1 240
Actif net	1 543

Compte tenu des difficultés du marché du jeu vidéo et des performances économiques d'I2G (baisse de 50% du chiffre d'affaires), le management a décidé de procéder à une analyse économique du portefeuille de jeux. Le résultat de cette analyse a conduit à une dépréciation totale du goodwill pour 16,8 MEUR après prise en compte de l'effet de change. Cette perte de valeur reflète des perspectives associées très inférieures aux attentes initiales. Sur les investissements de la période, le groupe a constaté à la clôture une dépréciation des actifs incorporels (jeux vidéo) à hauteur de 3 MEUR.

2.4 – Prise de participation dans la société OW

Le groupe Cybergun a conclu l'acquisition de la société Online Warmongers Group (OW) le 1^{er} aout 2011, à concurrence de 40% dans le capital.

Le principal actif détenu par OW est le jeu vidéo Free to Play « War Inc Battlezone ». «War Inc Battlezone » est un jeu de tir à la troisième personne pour PC basé sur le nouveau modèle Free to Play permettant la distribution numérique et une source de revenu au fil du jeu, grâce aux options payantes qui permettent de personnaliser le jeu et d'acheter des articles supplémentaires (armes, munitions, points d'expérience,...).

Cet investissement est une opportunité non seulement pour l'activité Jeux vidéo de Cybergun, mais également pour la vente de produits au détail. Ainsi les premiers Softair sous marque War Inc commence à être diffusé en particulier dans les grandes chaînes de distribution aux USA.

Le jeu en version beta au 31 mars 2012.

2.5 – Activités de TECH GROUP HK

Les ventes de la filiale Jouet, pistolets à eau et paint-ball ont subi un revers au cours de l'exercice 2011. Les pertes se sont élevées à 2,4 MUSD. Dans ce contexte la Société Tech-Group est en cours de réorganisation. Mr Alexandre Pratlong a été nommé Directeur et CEO de Tech Group en juin 2012. Un plan de retour à l'équilibre est mis en place et devrait commencer à porter ses fruits pour une partie à partir de l'été 2012.

A partir d'octobre 2012 les 2 bureaux de Hong Kong vont être réunis afin de générer une forte baisse des coûts fixes.

2.6 - Projet d'entrée au capital de l'usine Shanghai Gongzi Machinery Manufacturing Co. Ltd

Cybergun avait annoncé au 30 septembre 2011 l'acquisition imminente de 50% du capital de l'usine Shanghai Gongzi Machinery Manufacturing Co. Ltd, filiale de Shanghai Air Gun (SAG). Cette acquisition a été abandonnée au cours du mois de mars 2012, les coûts d'audit, d'avocat et due diligence sont passés en charges opérationnelles pour 0,4 MUSD.

3 – ACTIVITES, RESULTAT ET SITUATION FINANCIERE

3.1 - Présentation des comptes consolidés

Compte de résultat

en M EUR	TOTAL 31 mars 2012	dont NUMERIQUE	dont HISTORIQUE	TOTAL 31 mars 2011	variation publié	variation historique
Chiffre d'affaires	84,7	3,3	81,4	73,7	15%	10%
Excédent Brut d'Exploitation / EBITDA	5,8	1,6	4,2	8,1	-28%	-48%
% du chiffre d'affaires	7%	49%	5%	11%		
Résultat opérationnel courant	2,5	0,3	2,2	7,4	-67%	-71%
% du chiffre d'affaires	3%	8%	3%	10%		
Autres charges opérationnelles	-20,2	-20,3	0,0	-0,1		
Resultat Operationnel	-17,8	-20,0	2,2	7,4	-341%	-70%
Cout de l'endettement financier net	-2,5	-0,9	-1,7	-1,4	81%	18%
% du chiffre d'affaires	3%	27%	2%	2%		
Autres produit et charges financiers	▼ -0,1		-0,1	-0,2		
Charge d'impôt	-1,5	0,0	-1,5	-1,8	-15%	-17%
Quote part des activités mise en équivalence	▼ -0,7	-0,7				
Resultat Net part du groupe	-22,6	-21,6	-1,0	4,0	-664%	-124%

L'activité numérique correspond à la distribution de jeux vidéo et l'activité historique est la réplique d'armes factices.

Après un premier semestre en croissance de 26% en publié par rapport à la même période de l'année précédente, marqué notamment par l'activité historique, le chiffre d'affaires du 2^{ème} semestre 2011 est en augmentation de seulement 7%, soit 43,2 MEUR à comparer à 40,4 MEUR un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires de la branche Jeux vidéo ne représente que 4 M USD à comparer à 6 M USD en proforma mars 2011.

En ne tenant pas compte de l'apport de la dernière acquisition (I2G-Microprose) ni des variations de change, la variation organique du Groupe est stable sur le 2ème semestre.

Le chiffre d'affaires annuel de 84,7 MEUR est en croissance de 15% en publié par rapport au 31 mars 2011, et une croissance organique de 13% (à périmètre et à taux de change constant).

À fin mars 2012, l'Excédent Brut d'Exploitation / EBITDA est de 5,8 MEUR, soit 7% du chiffre d'affaires.

Hors jeux vidéo, l'Excédent Brut d'Exploitation à fin mars 2012 est 4,2 MEUR, soit 5% du chiffre d'affaires, à comparer à un EBITDA à fin mars 2011 de 8,1 MEUR soit 11% du chiffre d'affaires.

La société a dû faire face en 2011 à une forte inflation sur ses achats qui ont fait l'objet d'un transfert partiel à ses clients.

Au 31 mars 2012, la société a enregistré une charge d'amortissement et de provisions pour un total de 3,3 MEUR, dont 2,0 MEUR pour l'activité historique et 1,3 MEUR pour l'activité numérique.

Par conséquent, le résultat opérationnel courant (*Ebit*) est de 2,5 MEUR au 31 mars 2012. La contribution de la division Jeux vidéo reste très modeste (12% du résultat opérationnel), soit 0,3 MEUR.

Les "Autres produits et Charges opérationnels" présentent au 31 mars 2012 une charge nette de 20,2 MEUR, à comparer à une charge nette de 0,1 MEUR à fin mars 2011.

Les tests de valeur réalisés sur l'UGT I2G ont conduit le Groupe à constater une perte de valeur de 16 MEUR sur le goodwill et 3 MEUR sur les jeux vidéo.

La cession du contrat de producteur exécutif du jeu Black Water et ITG présente une perte de 1 MEUR en Autres Charges opérationnelles.

Le résultat financier est une charge de 2,5 MEUR au 31 mars 2012 qui se décompose en 0,9 MEUR pour l'activité numérique et 1,6 MEUR pour l'activité historique.

La dette attachée à l'activité numérique au 31 mars 2012 est de 15,7 MEUR, dette d'exploitation et d'acquisition.

La charge d'impôt est de 1,5 MEUR au 31 mars 2012. La non activation des pertes constatées dans les jeux vidéo, compte tenu de l'incertitude de pouvoir les utiliser dans un délai raisonnable, explique en grande partie ce montant.

La quote part des activités mises en équivalence inclut notamment la perte de valeur constatée sur les titres détenus en mise en équivalence des sociétés SHANGAI PRODUCTION GROUP LLC et GRRL PRODUCTION LLC pour 0,5 millions euro. Ces titres ont été apportés au groupe Cybergun lors de l'acquisition de la société I2G/Microprose.

Dans une moindre mesure, nous avons une perte de 0,2 MEUR qui correspond à la quote part au résultat de la participation de 40% dans la société Online Warmonger, dont le principal actif est le jeu WARINC.

Après prise en compte du coût de l'endettement financier net (2,5 MEUR), des autres charges (20,3 MEUR), de l'impôt (1,5 MEUR) et de la quote part des sociétés mises en équivalence (0,7 MEUR), le résultat net annuel part du Groupe, s'établit en perte à 22,5 MEUR, à comparer à un bénéfice de 4,0 MEUR à fin mars 2011.

Bilan

ACTIF en K€	31/03/12	31/03/11	31/03/10
ACTIFS NON-COURANTS			
Immobilisations corporelles	3 165	2 270	1 397
Goodwill	10 236	9 562	9 129
Autres immobilisations incorporelles	12 501	6 680	2 236
Participations entreprises associées	3 577	28	28
Autres actifs non courants	1 318	456	253
Actifs d'impôts non courants	921	974	838
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	31 719	19 970	13 881
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	28 975	29 436	16 303
Créances Clients	12 937	13 321	9 344
Actifs d'impôt courants	1 190	587	712
Autres actifs courants	1 982	1 839	1 338
Autres actifs financiers courants	0	0	286
Trésorerie et équivalent de trésorerie	8 010	8 846	4 916
Actifs non courants destinés à être cédés			
TOTAL ACTIFS COURANTS	53 094	54 030	32 899
TOTAL ACTIF	84 813	74 000	46 780

PASSIF en K€	31/03/12	31/03/11	31/03/10
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	1 551	1 056	1 040
Autres réserves	34 979	15 341	12 456
Résultat de l'exercice	-22 522	4 005	3 026
Intérêts minoritaires			
TOTAL CAPITAUX PROPRES	14 008	20 402	16 522
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes financières à long terme	31 197	22 141	11 410
Passifs d'impôts différés	51	28	41
Provisions à long terme	76	52	40
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	31 324	22 222	11 491
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs	10 328	8 417	7 448
Emprunts à court terme (dont concours bancaires courants et intérêts courus)	18 565	13 464	6 194
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	5 691	1 829	1 232
Passifs d'impôt courant	274	844	629
Provisions à court terme	137	136	331
Autres passifs courants	4 487	6 687	2 933
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés			
TOTAL PASSIFS COURANTS	39 482	31 377	18 767
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	84 813	74 000	46 780

Analyse des actifs

Au cours de l'exercice 2011, Cybergun a augmenté ses actifs incorporels dans les jeux vidéo pour une valeur nette de 3,5 MEUR, et dans ses métiers historiques de 2,3 MEUR avec notamment l'acquisition du fonds de commerce SMK qui représente plus de 1000 clients en Angleterre.

Le stock de répliques d'armes factices de Cybergun a ainsi légèrement baissé en publié, à 29,0 MEUR au 31 mars 2012 à comparer à 29,4 MEUR au 31 mars 2011.

Le poste Participation dans les entreprises associées augmente de 4,3 M EUR au 31 mars 2012, principalement à la suite de l'acquisition partielle des titres de la société Online Warmonger qui détient un actif unique, le jeu WARINC.

Analyse des flux de trésorerie

	31/03/12	31/03/11	31/03/10
Résultat net consolidé	-22 522	4 005	3 026
Résultat dans les sociétés mises en équivalence	690		
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	-308	563	-123
Plus et moins values de cession	862	11	153
+Charge d'impôt	1 502	1 769	1 822
+Coût de l'endettement	2 548	1 408	1 121
+Amortissements et provisions	21 215	666	433
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement	3 986	8 422	6 432
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	2 836	-15 194	-2 157
Impôts sur les résultats payés	-2 679	-1 790	-1 356
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	4 143	-8 562	2 919
Activités d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations	-16 144	-4 479	-1 184
Cessions d'immobilisations	1 992	299	504
Incidence des variations de périmètre	-4 501	-1 463	-231
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements	-18 653	-5 643	-912
Activité de financement			
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux minoritaires	-2 140	-1 567	-889
Augmentation de capital reçue	2 475	270	603
Autre variation des fonds propres	-1 551	1 903	-371
Variation de l'endettement	12 889	11 280	-1 551
Intérêts payés	-2 591	-1 675	-1 124
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	9 082	10 211	-3 332
Variation de trésorerie	-5 429	-3 994	-1 325
Trésorerie d'ouverture	-4 345	-1 272	-11
Trésorerie de clôture	-10 239	-4 345	-1 272
Incidence des variations des cours devises	-465	921	64
Variation de trésorerie	-5 429	-3 994	-1 325
Détail de la trésorerie de clôture			
Trésorerie et équivalents de trésorerie actifs	8 010	8 848	4 916
Concours bancaires courants	-18 249	-13 191	-6 188

Commentaire sur les acquisitions d'immobilisations – l'investissement au 31 mars 2012 pour un montant de 16,0 MEUR s'entend ainsi :

- investissement dans le développement de jeux vidéo	7,8 MEUR
- prise de participation au capital de OW et goodwill SMK	5,0 MEUR
- financement acquisition de marques et divers investissements (ie moules)	3,2 MEUR

Commentaire sur les variations de périmètres – l'investissement au 31 mars 2012 pour un montant de 4,8 MEUR vient essentiellement payer la soulte en numéraire de l'acquisition I2G.

Analyse de la dette financière

Montants en M€	31/03/12	31/03/11	variation
Emprunts obligataires	-17,6	-17,5	-0,1
Emprunts bancaires	-19,3	-6,5	-12,8
Concours bancaires	-18,3	-13,2	-5,1
Intérêts Courus	-0,3	-0,1	-0,2
Trésorerie	8,01	8,8	-0,8
Endettement net	-47,4	-28,5	-18,9
Dette nette/fonds propres	339	140	+ 199
Dette brute /actif	65%	50%	15 pts
coût de l'endettement net / EBITDA	x 8,2	x 5,7	

La société a augmenté ses dettes à moyen terme (contrats sur 5 ans, amortissables trimestriellement, sans covenant) de 16,4 MEUR au cours de l'exercice clos au 31 mars 2012, soit une variation nette de 12,8 MEUR après amortissement naturel.

La société a eu recours à un tirage de 18,3 MEUR dans ses lignes court terme au cours de l'exercice clos au 31 mars 2012, soit une augmentation de 5,1 MEUR par rapport au 31 mars 2011.

A fin mars 2012, la société dispose d'un total de lignes autorisées et non utilisées de 4,2 MEUR.

Au mois de mai 2012, le groupe Cybergun a finalisé le renouvellement d'une ligne court terme de 17,5 MUS\$D, confirmée sur 24 mois, auprès d'une des premières banques du Texas aux USA, en remplacement d'une ligne arrivant à échéance au mois de juillet 2012 pour 7,5 MUS\$D. Cette nouvelle ligne porte intérêt au taux de LIBOR + 2,5%.

3.2 - Présentation des comptes sociaux

en milliers d'euros	31/03/2012	31/03/2011
Chiffre d'affaires	44.253	57.393
Résultat Net	(18.166)	2.616
Capitaux Propres	15.914	18.099
Endettement	38.661	25.680

Au cours de l'exercice clos le 31 Mars 2012, la société Cybergun SA a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 44,2 Millions d'euros, en baisse de 23 % sur l'exercice précédent en raison de la réduction des livraisons aux filiales.

Le résultat d'exploitation s'élève à 0,10 millions euros contre 3,9 millions euros pour l'exercice précédent. Le résultat courant avant impôt est de -17 millions d'euro contre 3,6 millions d'euro l'an passé. Après prise en compte d'un crédit d'impôt sur les bénéfices de 0,3 millions d'euro tenant compte d'un Crédit d'Impôt Recherches de 289 KEUR, le résultat net ressort à -18,2 million d'euro contre un résultat de 2,61 millions d'euro pour l'exercice précédent.

La perte s'explique principalement par la dépréciation des titres de participation I2G.

Le capital social s'élève à 1 550 642,50 euro pour 4 727 877 actions

4 – CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE

4.1 Les conséquences sociales

La société CYBERGUN SA, comme les autres entreprises est dépendante de ses équipes de professionnels. Le Groupe Cybergun a un turnover faible et n'a pas de difficultés majeures pour attirer de nouveaux talents.

La direction du groupe associe la majorité de ses cadres et employés aux résultats de l'entreprise par la mise en place d'un régime d'option de souscription d'actions et d'attribution gratuite d'actions.

Les fondateurs ont toujours souhaité faire du Groupe Cybergun une entreprise dans laquelle chacun se sentirait à l'aise au travers d'un environnement agréable et sécurisant, indépendamment des impératifs de compétitivité auxquels l'entreprise est en permanence confrontée.

C'est la raison pour laquelle le dialogue et la communication sont systématiquement privilégiés.

Un certain nombre d'outils et de pratiques ont été progressivement mis en place pour favoriser la communication interne, améliorer l'environnement de travail et la gestion des carrières.

- Intranet et Internet accessible à tous permettent d'avoir un dialogue constant à l'intérieur et hors l'entreprise.

- mise en place sur la majorité des postes de travail d'un système de communication vidéo via ADSL permettant de converser avec tous les pays du monde.

- En complément d'un dialogue permanent avec les instances représentatives du personnel, une protection sociale avantageuse a été mise en place au travers d'une mutuelle.

- Chaque salarié peut librement rencontrer les dirigeants du Groupe.

- L'actionnariat salarié a été mis en place dès 1999 au travers de plans d'options qui ont permis à de nombreux collaborateurs de devenir actionnaire de leur entreprise

- Le conseil d'administration a mis en place sur cet exercice une nouvelle attribution gratuite d'actions aux salariés du Groupe ainsi qu'un plan d'options de souscription d'actions.

4.2 Les conséquences environnementales

L'activité du Groupe Cybergun n'a pas d'impact mesurable sur l'environnement. Toutefois, la

problématique du développement durable, telle qu'elle se pose aujourd'hui, ne se résume pas à une approche uniquement écologique. Elle est en train de devenir l'un des éléments clé du fonctionnement d'une entreprise moderne pour qui croissance doit signifier progrès, non seulement dans le domaine économique, mais dans tous les autres domaines également.

Conscient qu'il n'y a pas d'entreprise viable à terme qui ne repose sur un équilibre entre l'économique, le social et la prise en compte de son environnement, le Groupe Cybergun s'applique depuis des années à rester à l'écoute de ses publics, et s'inscrit dans une logique de responsabilité vis à vis de ses parties prenantes, qu'il s'agisse des actionnaires, des clients, des fournisseurs ou des collaborateurs de l'entreprise.

Deux concepts sont retenus : respect de toutes les parties prenantes et transparence de l'information

4.3 - Risques industriels et risques liés à l'environnement

Du fait de la nature de son activité, la société n'est pas exposée à ce type de risque. Toutefois le développement durable mobilise désormais tous les postes, tous les pays et tous les collaborateurs du Groupe Cybergun.

Dans les faits cela se concrétise par la réduction de la taille des cartons, la réutilisation des cartons de livraison dans les différentes filiales, le broyage et le recyclage des papiers de bureaux, l'utilisation croissante d'Internet qui limite l'impression de papiers, l'investissement dans un nouveau système de chauffage avec utilisation d'électricité verte, renouvellement du parc véhicule par des voitures hybrides et invention et développement de la bille bio- dégradable en remplacement de la bille plastique.

5 - STRATEGIE FINANCIERE DE L'ENTREPRISE FACE AUX RISQUES DU MARCHE

5.1 - Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou «tendues», sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Généralement, le Groupe s'assure qu'il dispose d'un dépôt à vue suffisant pour faire face aux dépenses opérationnelles attendues pour une période de 60 jours, incluant les paiements nécessités par le service de sa dette. Ceci exclut l'impact potentiel de circonstances extrêmes, comme les catastrophes naturelles, que l'on ne saurait raisonnablement prévoir. De plus, le Groupe maintient ses lignes de crédit.

Les informations détaillées et chiffrées sur le risque de liquidité sont présentés au paragraphe 2.2 de l'annexe des comptes consolidés.

5.2 - Risque de change

Le Groupe Cybergun achète et vend en dollar US. Le risque de perte de compétitivité du Groupe lié à la fluctuation des monnaies est donc limité à la notion de marge sur ces opérations.

La sensibilité du résultat opérationnel courant à la variation des monnaies est seulement limitée aux mouvements de conversion des états financiers du dollar US en euro.

La politique générale de la société en matière de couverture de change a consisté, jusqu'à ce jour, à opérer un équilibre entre les entrées et les sorties en dollar avec une mise en place en complément, de couvertures de change.

5.3 – Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

Clients et autres débiteurs

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Le profil statistique de la clientèle, incluant notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans réelle influence sur le risque de crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond essentiellement à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

5.4 - Risque de taux

Le Groupe est essentiellement exposé au risque de taux d'intérêts au travers de sa dette à taux variable et de ses placements financiers.

CYBERGUN gère le risque de taux en procédant à des souscriptions d'instruments de couverture de taux.

La sensibilité au taux d'intérêt est présentée dans l'annexe des comptes consolidés au paragraphe 2.5.

5.5 - Risques de Conversion

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Les actifs, passifs enregistrés dans des devises autres que l'euro doivent donc être convertis en euro, au taux de change applicable au jour de la clôture de l'exercice, pour être intégrés dans les états financiers.

Dans ce cas, la valeur en euro des actifs, passifs, initialement libellés dans une tierce devise diminuera et inversement en cas de dépréciation de l'euro.

Instruments de couverture

Instruments de taux						KEUR		
Date	Valeur	Échéance	Description	Devise	Nominal	Index de réf.	Valeur de marché au 31/03/2012	Elément couvert
30/01/2009	30/01/2013		Vente de Floor - Achat de collar n°1	USD	544 KEUR	Lib3M	-7	Dette Acquisition Palco 2 720 KUSD
30/01/2009	30/01/2013		Achat de cap- Achat de collar n°1	USD	544 KEUR	Lib3M	0	Dette Acquisition Palco 2 720 KUSD
30/07/2009	30/01/2013		Achat de cap	USD	544 KEUR	Lib3M	0	non affecté
14/04/2010	12/04/2014		Achat de cap	USD	281 KEUR	Lib3M	0	Dette Acquisition Spartan Import DK
17/09/2010	30/09/2010		Vente de Floor - Achat de collar n°3	USD	1 000 KEUR	Lib3M	-11	Dette Acquisition Spartan Import DK
27/10/2011	31/12/2016		Achat de cap- Achat de collar n°4	USD	1 950 KEUR	Lib3M	-15	Dette Acquisition I2G 3MUSD
09/10/2007	28/09/2012		Swap	USD	2 000 KUSD	Lib3M	-3	Dette Acquisition Palco 2 000 KUSD
Total instruments dérivés de taux							-35	

Instruments de change								
Date	Valeur	Échéance	Description	Devises	Nominal 1	Nominal 2	Valeur de marché au 31/03/2012	Elément couvert
10/01/2012	10/01/2013		Achat/vente à terme USD	EUR/USD	935 KEUR	- 1 200 KUSD	38	Actif net I2G
30/09/2011	19/09/2012		Achat - call accumulateur	EUR/USD	811 KEUR	1 040 KUSD	0	non affecté
30/09/2011	19/09/2012		Vente - put accumulateur	EUR/USD	1 622 KEUR	2 080 KUSD	26	non affecté
16/11/2011	19/09/2012		Achat - call accumulateur	EUR/USD	629 KEUR	900 KUSD	0	non affecté
16/11/2011	19/09/2012		Vente - put accumulateur	EUR/USD	1 259 KEUR	1 800 KUSD	28	non affecté
10/01/2012	19/12/2012		Achat - call accumulateur	EUR/USD	819 KEUR	1 000 KUSD	0	non affecté
10/01/2012	19/12/2012		Vente - put accumulateur	EUR/USD	1 639 KEUR	2 000 KUSD	25	non affecté
06/12/2011	19/09/2012		Swap de change - achat/vente	EUR/USD	42 KEUR	- 60 KUSD	-3	non affecté
06/12/2011	19/09/2012		Swap de change - vente/achat	EUR/USD	- 47 KEUR	60 KUSD	-2	non affecté
16/11/2011	21/09/2012		Swap de change - vente/achat	EUR/USD	- 109 KEUR	140 KUSD	-4	non affecté
14/02/2012	14/02/2013		Swap de change - achat/vente	EUR/USD	3 000 KEUR	- 3 990 KUSD	19	Actif net I2G
20/03/2012	20/03/2013		Swap de change - achat/vente	EUR/USD	1 514 KEUR	- 2 000 KUSD	21	Actif net I2G
Total instruments dérivés de change							146	
Total instruments dérivés nets (Actif)							111	

6 – AUTRES INFORMATIONS

6.1 Stocks options (en cours au 31/03/2012)

Le conseil d'administration du 8 décembre 2010, a émis un plan d'émission de 90 000 options de souscription d'actions, destiné aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions aux prix unitaires de 12 EUR. La date limite de souscription expire le 8/12/2012.

Le conseil d'administration du 8 septembre 2011, a émis un plan d'émission de 130 000 options de souscription d'actions, destiné aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions aux prix unitaires de 10,50 EUR.

6.2 Actions gratuites (en cours au 31/03/2012)

Le conseil d'administration du 8 septembre 2011, a émis un plan d'émission de 10.000 actions gratuites. La période d'acquisition expire le 8 septembre 2013.

6.3 - Actions propres

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

En date du 31 mars 2012, le groupe détient 249 694 actions propres contre 15 384 actions au 30 septembre 2011 (actions Cybergun). La valeur boursière des actions propres s'établit au 31 mars 2012 à 1 443 KEUR sur la base du cours de bourse de la société Cybergun SA de 5,78 EUR.

6.4 - Perspectives et développements

Le chiffre d'affaires du 1er trimestre de l'exercice 2012 (période allant du 1er avril au 30 juin 2012) est de 17,1 MEUR, contre 19,2 MEUR durant la même période de l'exercice 2011. A taux de change constant, les ventes s'inscrivent en baisse de 17%.

Par zone géographique, les Etats-Unis (55% des ventes) enregistrent un recul de 25% alors que l'Europe (40% des facturations) affiche une baisse de 6%.

Pour l'exercice 2012, le Groupe Cybergun se fixe comme objectif prioritaire d'améliorer fortement sa capacité d'autofinancement par une réduction de ses charges opérationnelles (programme d'économies en cours) et de réduire son besoin en fonds de roulement par une optimisation de ses stocks.

En parallèle, le Groupe Cybergun n'envisage aucune opération de croissance externe et un arrêt des investissements dans le développement de nouveaux jeux vidéo.

Ces décisions stratégiques doivent permettre d'accélérer le désendettement du Groupe.

6.5 - Rémunération des mandataires sociaux

Rémunération des membres du Conseil et des organes de direction

Au titre de l'exercice 2011, les membres du Conseil d'Administration sont Jérôme MARSAC, Eric GRUAU en remplacement de Jean Pierre LE COUADOU (novembre 2011), Jean-Marc AZOULAY et Olivier AVRIL.

Les montants bruts des jetons de présence et autres rémunérations perçus par les membres du Conseil d'Administration au cours des deux derniers exercices sont présentés dans les tableaux suivants :

Jérôme MARSAC	Montants versés au cours de l'exercice 2011/2012 (31/03/2012)	Montants versés au cours de l'exercice 2010/2011 (31/03/2011)
Jetons de présence	0	0
Autres rémunérations	57 960 €	57 960 €
Total Jérôme MARSAC	57 960 €	57 960 €
Jean Pierre LE COUADOU		
Jetons de présence	12 000 €	4 000 €
Autres rémunérations	0	0
Total Jean Pierre LE COUADOU	12 000 €	4 000 €

Eric GRUAU		
Jetons de présence	0	0
Autres rémunérations	0	0
Total Eric GRUAU	0	0
Jean Marc AZOULAY		
Jetons de présence	8 000 €	6 000 €
Autres rémunérations	0	0
Total Jean Marc AZOULAY	8 000 €	6 000 €
Olivier AVRIL		
Jetons de présence	10 000 €	20 000 €
Autres rémunérations	0	0
Total Olivier AVRIL	10 000 €	20 000 €

La seule rémunération des administrateurs au titre de l'exercice 2011/2012 (excepté Jérôme MARSAC) est constituée de jetons de présence. Le montant des jetons de présence alloué est de 30 000 euros.

Rémunération Globale des Dirigeants Mandataires Sociaux

Le conseil d'administration du Groupe CYBERGUN a décidé, le 2 décembre 2008, d'adhérer à l'unanimité des présents, aux recommandations du MEDEF et de l'AFEP sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de la société. Ces recommandations portent sur la prohibition du cumul du contrat de travail avec un mandat social de dirigeant, la proscription des parachutes dorés, le renforcement de l'encadrement des régimes de retraite supplémentaires, l'attribution de stocks options en lien avec la politique d'association au capital, l'amélioration de la transparence sur les éléments de rémunérations des dirigeants.

Au titre de l'exercice 2011/2012, clos au 31 mars 2012, les dirigeants mandataires sociaux sont Monsieur Jérôme MARSAC, Président du Conseil d'Administration, et Monsieur Olivier GUALDONI, Directeur Général.

Au titre de l'exercice 2010/2011, clos au 31 mars 2011, les dirigeants mandataires sociaux sont Monsieur Jérôme MARSAC, Président du Conseil d'Administration, et Monsieur Olivier GUALDONI, Directeur Général.

L'ensemble des rémunérations des dirigeants mandataires sociaux figure dans les tableaux de synthèse suivants :

Jérôme MARSAC – Président du Conseil d'Administration (non exécutif)	31/03/2012	31/03/2011
Rémunérations dues au titre de l'exercice	57 960 €	57 960 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	0	0

Total	57 960 €	57 960 €
--------------	-----------------	-----------------

Au 31/03/2012, dans le cadre des missions de conseil et de management qu'elle réalise, HOBBY IMPORT a procédé à une facturation de prestations de 45 000 € auprès de MICROTRADE (filiale à 100% de CYBERGUN). HOBBY IMPORT est la holding de Jérôme MARSAC.

Olivier GUALDONI – Directeur Général	31/03/2011	31/03/2011
Rémunérations dues au titre de l'exercice	118 022 €	98 157 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice*	-	84 000 €
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	3 468 €	20 868 €
Total	121 490 €	203 025 €

*Compte tenu de l'écart entre la valeur du cours à la clôture de l'exercice et la valeur d'exercice de l'option, la valorisation des options est retenue pour zéro.

Il n'existe pas d'engagement pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux correspondant à des éléments de rémunération, un régime de retraite supplémentaire, des indemnités ou des avantages susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions postérieurement à celles-ci.

Le détail sur les rémunérations dues et versées au titre des exercices 2011/2012 et 2010/2011 sont les suivants :

	31/03/2012		31/03/2011	
Jérôme MARSAC – Président du Conseil d'Administration	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	57 960 €	57 960 €	57 960 €	57 960 €
Rémunération variable	0	0	0	0
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	0	0	0	0
Avantages en nature	0	0	0	0
Total	57 960 €	57 960 €	57 960 €	57 960 €

	31/03/2010			
Olivier GUALDONI – Directeur Général	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	69 997 €	69 997 €	66 989 €	66 989 €
Rémunération variable	48 025 €	48 025 €	31 168 €	31 168 €
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	0	0	0	0
Avantages en nature	0	0	0	0
Total	118 022 €	118 022 €	98 157 €	98 157 €

Il n'existe pas d'engagement pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions postérieurement à celles-ci.

6.6 - Fonctions exercées par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés

Monsieur Jérôme MARSAC, Président, détient les mandats suivants :

- Président de la S.A CYBERGUN, 9/11 rue Henri Dunant, 91070 BONDOUFLE
- Gérant de la Sarl MICROTRADE, 3 rue des Foyers, 1-1537 Luxembourg
- Gérant de la Sarl JUILLARD, 9-11 rue Henri-Dunant, 91070 Bondoufle
- Gérant de la société ASGUN
- Directeur de la société CYBERGUN HONG KONG
- Administrateur de la société CYBERGUN INTERNATIONAL
- Chairman of the board et Chief Executive Officer de la société PALCO
- Administrateur délégué de la sa HOBBY IMPORT

Monsieur Jean-Marc AZOULAY, administrateur indépendant, détient les mandats suivants :

- Administrateur de la SA TRAVELIA, 2 rue Alfred de Vigny – 75008 PARIS
- Gérant de la sarl MGS DIFFUSION
- Gérant de la sarl MGS EXPLOITATION

Monsieur Olivier GUALDONI, directeur général, non-administrateur CYBERGUN sa
Directeur général CYBERGUN Italia

Monsieur Eric GRUAU, administrateur indépendant, détient les mandats suivants :

- Gérant de la société Distritrade
- Gérant de la société Cristal Cove
- Administrateur de la Caisse d’Epargne de la Mayenne

Il est important de noter que Monsieur Eric GRUAU a été coopté en qualité d’administrateur en remplacement de Monsieur Jean-Pierre LE COADOU et que la ratification de cette cooptation est soumise aux votes de la prochaine assemblée générale.

Monsieur Olivier AVRIL administrateur indépendant détient les mandats suivants

- Gérant de FIGEST SOLUTIONS SARL
- Gérant d’ACTING FINANCE SARL

6.7 - Vie boursière de l’action CYBERGUN

Les cours de la bourse et les volumes de transactions ont évolué de la manière suivante :

On peut constater un effondrement du cours suite à l’annonce des résultats du 1^{er} semestre le 8 décembre 2011 et de l’annonce de la revue à la baisse de l’objectif d’EBITDA.



6.8 – Détenteurs du capital (franchissement de seuil)

En application de l'article L.233-12 et L.233-7 du code du commerce, nous vous informons du nombre d'actions auto-détenues en début d'exercice et en fin d'exercice ainsi que des franchissements de seuils sur l'exercice.

➤ Franchissement de seuils

Monsieur Frédéric Chesnais a franchi en baisse, le 7 mars 2012, les seuils de 20% du capital et des droits de vote de Cybergun et détient 881.725 actions représentant autant de droits de vote, soit 18,74% du capital et des droits de vote de cette société.

6.9 - Dépenses ou charges non déductibles du résultat fiscal (art. 39-4 CGI)

Le conseil d'administration constate que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2012 prennent en compte des dépenses ou charges non déductibles du résultat fiscal, à hauteur de 1.490 euros.

6.10 - Participation des salariés au capital

Nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice écoulé, soit le 31 mars 2012.

La proportion du capital social que représentent les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 du code de commerce et qui font l'objet d'une gestion collective s'élève au 31 mars 2012 : NEANT

6.11 – Informations sur l'actionnariat de la société

Groupe familial Jérôme MARSAC détient 33% du capital social.

Frédéric Chesnais détient 17 % du capital social.

Le public détient 38 % du capital social.

Les dirigeants et les salariés détiennent 7 % du capital social.

Auto contrôle 5 %.

6.12 - Activité de la société en matière de recherche et développement

La société a bénéficié d'un crédit d'impôt Recherche de 289 409 euros.

6.13 - Proposition d'affectation du résultat

Il vous est proposé d'affecter la perte nette de l'exercice, s'élevant à (18.166.779) euros, de la façon suivante :

- (18.166.779) € au compte « prime d'émission, de fusion et d'apport »

En outre, il est précisé que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercices	Nombre d'actions	Dividendes nets Par action	Abattement	Montant total Distribué
2008/2009	3.083.461	0,31 €	40 % pour les personnes physiques	955.872,91 €
2009/2010	3.171.396	0,50 €	40 % pour les personnes physiques	1.585.698 €
2010/2011	4.669.165	0,53 €	40 % pour les personnes physiques	2.474.657 €

6.14 - Information sur les délais de paiement fournisseurs

Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009, les sociétés doivent publier des informations relatives aux délais de paiement de ses fournisseurs, en application de l'article L.441-6-1 du Code du Commerce. Notre société doit ainsi décomposer, à la clôture des deux derniers exercices, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance, en application de l'article D.411-4 du Code du Commerce.

Au titre des deux derniers exercices clos, les dettes fournisseurs sont les suivantes :

Exercice	Total	Dettes Echues	Dettes non échues 0-30 jours	Dettes non échues 30-60 jours	Dettes non échues + 60 jours
2011	8.479 K€	-	2 337 K€	5 494 K€	648 K€
2012	8.815 K€	746 K€	3 023 K€	2 477 K€	2 569 K€

6.15 - Conventions réglementées

Les conventions réglementées intervenues directement ou indirectement entre la société et son dirigeant ou les associés détenant plus de 10% des droits de vote au 31 mars 2012 feront l'objet d'un rapport spécial des commissaires aux comptes.

6.16 Evènements importants survenus après la date de clôture

Cybergun, acteur mondial du tir de loisir, annonce la cooptation de Monsieur Thierry Levantal en qualité d'administrateur du Groupe Cybergun.

Titulaire d'une maîtrise de Droit Privé et d'un MBA HEC, Thierry Levantal a réalisé l'ensemble de sa carrière au sein de grands groupes internationaux. Il a notamment exercé au sein du Groupe Lactalis en tant que Juriste International (1990-1992), Directeur Juridique (1992-1997) puis Directeur Général en charge des Affaires Juridiques (1998-2007) et membre du Directoire, des Comités stratégiques et de Direction. Dans ces missions il a plus particulièrement été chargé de la stratégie de protection des droits de propriété intellectuelle et de la formalisation de toutes les opérations de développement tant en France qu'à l'étranger. En 2008, Thierry Levantal devient Directeur Juridique et membre du Comité Exécutif du Groupe Casino.

Le Conseil d'Administration a par ailleurs constaté la démission de Monsieur Jean-Marc Azoulay en tant qu'administrateur du Groupe pour des raisons d'éloignement géographique.

6.17 - Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordés par l'Assemblée Générale des actionnaires au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital.

En annexe

Le conseil d'administration

CYBERGUN

Société Anonyme

9 - 11 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2012

ACOREX AUDIT
24, place Avesnières
B.P. 40602
53006 LAVAL Cedex

DELOITTE & ASSOCIES
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

CYBERGUN

Société Anonyme
9 - 11 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société CYBERGUN, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes 1.7.1 et 1.10 de l'annexe aux comptes consolidés relatives aux « principes et méthodes comptables » sur les goodwill exposent la méthode retenue par votre société pour effectuer les tests de dépréciation de ses goodwill.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et à apprécier la présentation qui en est faite en annexe. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

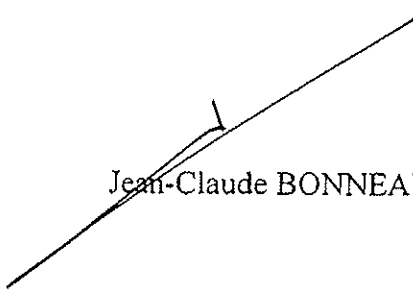
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Laval et Neuilly, le 3 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

ACOREX AUDIT



Jean-Claude BONNEAU

DELOITTE & ASSOCIES



Vincent BLESTEL



Comptes annuels consolidés

au 31 mars 2012

Sommaire

Bilan Actif consolidé	2
Bilan Passif consolidé	3
Compte de résultat consolidé	4
Résultat global	5
Tableau de variation des capitaux	6
Tableau des flux de trésorerie	7
Notes Annexes	8

Bilan actif consolidé

ACTIF en K€	Note	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
ACTIFS NON-COURANTS				
Immobilisations corporelles	3.2	3 165	2 270	1 397
Goodwill	3.1.1	10 236	9 562	9 129
Autres immobilisations incorporelles	3.1.2	12 501	6 680	2 236
Participations entreprises associées	3.3.1	3 577	28	28
Autres actifs non courants	3.3.1	1 318	456	253
Actifs d'impôts non courants	3.4	921	974	838
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		31 719	19 970	13 881
ACTIFS COURANTS				
Stocks et en-cours	3.5	28 975	29 436	16 303
Créances Clients	3.6	12 937	13 321	9 344
Actifs d'impôt courants	3.6	1 190	587	712
Autres actifs courants	3.6	1 982	1 839	1 338
Autres actifs financiers courants	3.7	0	0	286
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.8	8 010	8 846	4 916
Actifs non courants destinés à être cédés				
TOTAL ACTIFS COURANTS		53 094	54 030	32 899
TOTAL ACTIF		84 813	74 000	46 780

Bilan passif consolidé

PASSIF en K€	Note	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
CAPITAUX PROPRES				
Capital émis		1 551	1 056	1 040
Autres réserves		34 979	15 341	12 456
Résultat de l'exercice		-22 522	4 005	3 026
Intérêts minoritaires				
TOTAL CAPITAUX PROPRES		14 008	20 402	16 522
PASSIFS NON COURANTS				
Emprunts et dettes financières à long terme	4.1	31 197	22 141	11 410
Passifs d'impôts différés	3.4	51	28	41
Provisions à long terme	4.2	76	52	40
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		31 324	22 222	11 491
PASSIFS COURANTS				
Fournisseurs	4.3	10 328	8 417	7 448
Emprunts à court terme (dont concours bancaires courants et intérêts courus)	4.1	18 565	13 464	6 194
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	4.1	5 691	1 829	1 232
Passifs d'impôt courant		274	844	629
Provisions à court terme	4.2	137	136	331
Autres passifs courants	4.3	4 487	6 687	2 933
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés				
TOTAL PASSIFS COURANTS		39 482	31 377	18 767
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		84 813	74 000	46 780

Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RÉSULTAT en K€	Notes	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Chiffre d'affaires	1.20	84 703	73 698	50 711
Achats consommés		-55 543	-45 481	-29 710
Marge brute		29 161	28 217	21 001
Autres produits de l'activité		1 232	1 115	680
Charges de personnel	5.5	-9 002	-7 598	-5 453
Charges externes		-15 629	-13 057	-9 156
Impôts taxes et versements assimilés		-425	-370	-376
Dotations aux amortissements et provisions	5.3	-3 341	-656	-837
Gains et pertes de change	5.4	469	-213	-373
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		2 465	7 438	5 486
Autres produits et charges opérationnels	5.6	-20 235	-62	-203
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		-17 769	7 377	5 283
Produits/Pertes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		38	231	303
Charge d'intérêts des emprunts obligataires		-1 553	-1 157	-763 ⁽¹⁾
Coût brut des autres emprunts		-1 033	-482	-379
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	5.7	-2 548	-1 408	-840
Autres produits et charges financiers	5.7	-13	-195	405
Charges d'impôt	5.8	-1 502	-1 769	-1 822
Quote part de résultat des sociétés mises en équivaler	5.9	-690		
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNES		-22 522	4 005	3 026
Résultat net d'impôt provenant des activités abandonnées ou en cours de cession				
RESULTAT NET DE LA PERIODE		-22 522	4 005	3 026
dont part revenant au groupe		-22 522	4 005	3 026
dont part revenant aux minoritaires				
Résultat par action				
de base		-4,997	1,323	1,051
dilué		-4,997	1,306	0,960

⁽¹⁾ Le tableau au 31 mars 2010 a été retraité pour refléter une analyse détaillée comparable au 31 mars 2011

Résultat global

en K€	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Les montants indiqués sont présentés nets des effets d'impôts éventuels	12 mois	12 mois	12 mois
Résultat de la période	-22 522	4 005	3 026
Ecart de conversion de l'endettement (IAS 21)	179	-198	-182
Variation des écarts de conversion	1 465	-917	-65
Instruments de taux - Couverture des financements nets à l'étranger	0	29	-57
Instruments de change - Couverture des financements nets à l'étranger	-237	222	-78
Instruments de change - Couverture de flux de trésorerie	-14	45	-60
Plus ou moins values de cession des actions propres	57	323	19
IFRS 2 Paiements fondés en action	68	117	
<i>Sous-total des pertes et profits comptabilisés directement en capitaux propres</i>	<i>1 519</i>	<i>-378</i>	<i>-424</i>
RÉSULTAT GLOBAL	-21 003	3 627	2 602
dont part revenant au groupe	-21 003	3 627	2 602
dont part revenant aux minoritaires			

Tableau de variation des capitaux

en K€	Capital	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de la période	Total Capitaux propres
CAPITAUX PROPRES au 31/03/09	1 011	12 205	210	25	1 117	14 568
Résultat au 31/03/2010					3 026	3 026
Instrument dérivés - couverture des investissements nets à l'étranger			-136			-136
Instrument dérivés - couverture des flux de trésorerie			-60			-60
Pertes/profits nets comptabilisés en capitaux propres			19	-247		-228
<i>Total des charges et produits comptabilisés</i>			-177	-247	3 026	2 602
Affectation du résultat en réserves			1 117		-1 117	0
Distribution de dividendes			-888			-888
Augmentation de capital	29	574				603
Acquisition ou cession de titres en autocontrôle			-364			-364
Changements de méthodes comptables						0
Variations de périmètre et divers			0			0
CAPITAUX PROPRES au 31/03/2010	1 040	12 779	-102	-222	3 026	16 521
Résultat au 31/03/2011					4 005	4 005
Instrument dérivés - couverture des investissements nets à l'étranger			251			251
Instrument dérivés - couverture des flux de trésorerie			45			45
Pertes/profits nets comptabilisés en capitaux propres			441	-1 115		-674
<i>Total des charges et produits comptabilisés</i>			737	-1 115	4 005	3 627
Affectation du résultat en réserves			3 026		-3 026	0
Distribution de dividendes			-1 567			-1 567
Augmentation de capital	16	254				270
Acquisition ou cession de titres en autocontrôle			1 541			1 541
Changements de méthodes comptables						0
Variations de périmètre et divers			10			10
CAPITAUX PROPRES au 31/03/2011	1 056	13 033	3 645	-1 337	4 005	20 402
Résultat au 31/03/2012					-22 522	-22 522
Instrument dérivés - couverture des investissements nets à l'étranger			-237			-237
Instrument dérivés - couverture des flux de trésorerie			-14			-14
Pertes/profits nets comptabilisés en capitaux propres			1 770	0		1 770
<i>Total des charges et produits comptabilisés</i>			1 519	0	-22 522	-21 003
Affectation du résultat en réserves			4 005		-4 005	0
Distribution de dividendes			-2 454			-2 454
Augmentation de capital	494	17 941				18 435
Acquisition ou cession de titres en autocontrôle			-1 375			-1 375
Changements de méthodes comptables						0
Variations de périmètre et divers			2			2
CAPITAUX PROPRES au 31/03/2012	1 550	30 973	5 343	-1 337	-22 522	14 008

Tableau des flux de trésorerie

	31/03/12	31/03/11	31/03/10
Résultat net consolidé	-22 522	4 005	3 026
Résultat dans les sociétés mises en équivalence	690		
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	-308	563	-123
Plus et moins values de cession	862	11	153
+Charge d'impôt	1 502	1 769	1 822
+Coût de l'endettement	2 548	1 408	1 121
+Amortissements et provisions	21 215	666	433
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement	3 986	8 422	6 432
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	2 836	-15 194	-2 157
Impôts sur les résultats payés	-2 679	-1 790	-1 356
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	4 143	-8 562	2 919
Activités d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations	-16 144	-4 479	-1 184
Cessions d'immobilisations	1 992	299	504
Incidence des variations de périmètre	-4 501	-1 463	-231
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements	-18 653	-5 643	-912
Activité de financement			
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux minoritaires	-2 140	-1 567	-889
Augmentation de capital reçue	2 475	270	603
Autre variation des fonds propres	-1 551	1 903	-371
Variation de l'endettement	12 889	11 280	-1 551
Intérêts payés	-2 591	-1 675	-1 124
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	9 082	10 211	-3 332
Variation de trésorerie	-5 429	-3 994	-1 325
Trésorerie d'ouverture	-4 345	-1 272	-11
Trésorerie de clôture	-10 239	-4 345	-1 272
Incidence des variations des cours devises	-465	921	64
Variation de trésorerie	-5 429	-3 994	-1 325
Détail de la trésorerie de clôture			
Trésorerie et équivalents de trésorerie actifs	8 010	8 848	4 916
Concours bancaires courants	-18 249	-13 191	-6 188

Sommaire des notes annexes

1. INFORMATIONS GENERALES.....	10
1.1. Faits marquants de l'exercice.....	10
1.1.1 Augmentations de capital.....	10
1.1.2 Acquisition des actifs de la société anglaise SMK Sportsmarketing.....	10
1.1.3 Acquisition de la société Interactive Game Group (I2G).....	10
1.1.4 Prise de participation dans la société Online Warmongers (OW).....	12
1.1.5 Acquisition la société Brains Four Solutions (B4S), renommée Cybergun Electronics Entertainment.....	12
1.1.6 Cession du jeu Blackwater.....	12
1.2. Changement de méthode ou de présentation.....	12
1.3. Principes comptables et méthodes d'évaluation IFRS.....	12
1.4. Estimations et jugements comptables déterminants.....	13
1.5. Périmètre de consolidation.....	14
1.6. Conversion des comptes et opérations libellés en monnaie étrangère.....	16
1.6.1 Conversion des états financiers des filiales étrangères.....	16
1.6.2 Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères.....	16
1.6.3 Cours de conversion EURO/USD.....	16
1.6.4 Cours de conversion EURO/DKK.....	17
1.6.5 Cours de conversion EURO/GBP.....	17
1.7. Immobilisations incorporelles.....	17
1.7.1 Goodwill.....	17
1.7.2 Brevets et licences.....	18
1.7.3 Frais de développement.....	18
1.7.4 Coût de développement des jeux vidéo.....	18
1.7.5 Autres immobilisations incorporelles.....	19
1.8. Immobilisations corporelles.....	19
1.9. Contrats de location.....	20
1.10. Perte de valeur des actifs corporels et incorporels.....	20
1.11. Actifs et passifs financiers.....	21
1.11.1 Actifs disponibles à la vente.....	21
1.11.2 Prêts et créances.....	21
1.11.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	21
1.11.4 Instruments dérivés.....	21
1.12. Emprunts et autres passifs financiers.....	22
1.13. Actions propres/Capital.....	22
1.14. Actions ordinaires/Capital.....	22
1.15. Actions préférentielles/Capital.....	22
1.16. Rachat d'instrument de capitaux propres/Capital.....	23
1.17. Provisions.....	23
1.18. Stocks.....	23
1.19. Avantages accordés aux salariés.....	24
1.19.1 Engagements de retraite.....	24
1.19.2 Droit individuel à la Formation (DIF).....	24
1.19.3 Paiements fondés en actions.....	25
1.20. Chiffre d'affaires consolidé.....	26
1.20.1 Ventes d'armes factices ou jouets.....	26
1.20.2 Chiffre d'affaires Jeux Vidéo.....	26
1.21. Autres produits et charges opérationnels.....	26
1.22. Coût du financement et autres charges et produits financiers.....	27
1.23. Impôts.....	27
1.24. Impôt exigible.....	27
1.25. Impôts différés.....	28

1.26.	Résultat par action.....	28
1.27.	Capitaux propres	28
1.27.1	Capital	28
1.27.2	Stock-options.....	28
1.27.3	Actions propres	29
2.	GESTION DU RISQUE FINANCIER.....	29
2.1.	Risque de crédit.....	29
2.2.	Risque de liquidité.....	29
2.3.	Risque de marché	32
2.4.	Risque de change.....	32
2.5.	Risque de taux	33
3.	NOTES SUR LE BILAN ACTIF	34
3.1.	Immobilisations incorporelles	34
3.1.1	Survaleur	34
3.1.2	Autres Immobilisations Incorporelles	36
3.2.	Immobilisations corporelles	38
3.3.	Participations et Actifs financiers non courants	39
3.4.	Actifs et passifs d'impôts non courants.....	40
3.5.	Stock de marchandises	40
3.6.	Créances clients et autres actifs courants	41
3.7.	Autres actifs financiers courants	42
3.8.	Trésorerie et équivalent de trésorerie	42
4.	NOTES SUR LE BILAN PASSIF	43
4.1.	Emprunts et dettes financières.....	43
4.2.	Provisions pour risques et charges	44
4.3.	Fournisseurs et autres passifs courants.....	44
4.4.	Instruments dérivés	45
4.4.1	Instruments dérivés de taux	45
4.4.2	Couverture d'investissement net à l'étranger	46
5.	NOTE SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT	47
5.1.	Secteurs opérationnels.....	47
5.2.	Caractère saisonnier des activités du groupe.....	48
5.3.	Dotation aux amortissements et provisions.....	49
5.4.	Gains et pertes de change	49
5.5.	Salaires et charges	49
5.6.	Autres produits et charges opérationnels.....	50
5.7.	Résultat financier.....	50
5.8.	Charges d'impôts.....	51
5.9.	Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence.....	51
6.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	52
6.1.	Engagements hors bilan.....	52
6.1.1	Existence d'emprunts assortis de clause de covenants.....	52
6.1.2	Instruments de couverture	52
6.1.3	Droit individuel à la formation (DIF).....	52
6.1.4	Autres engagements hors bilan.....	52
6.2.	Parties liées.....	52
6.3.	La rémunération globale des organes d'administration.....	53
6.4.	Honoraires des commissaires aux comptes	54
6.5.	Distribution de dividendes.....	54
6.6.	Evènements post-clôture	54

1. INFORMATIONS GENERALES

Le Groupe CYBERGUN a deux secteurs d'activité :

- Distribution de répliques d'armes factices destinées au tir de loisir ;
- Depuis l'acquisition du Groupe I2G, l'activité s'est élargie au domaine de la production de jeux vidéo.

CYBERGUN est une société anonyme dont le siège social est situé en France, 9/11 rue Henri Dunant, zone d'activités les Bordes, BONDOUFLE (91070).

CYBERGUN est coté sur EUROLIST depuis le 29 avril 2004.

Les comptes consolidés au 31 mars 2012 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 10 juillet 2012.

Ils sont exprimés en milliers d'euro (KEUR).

1.1. Faits marquants de l'exercice

1.1.1 Augmentations de capital

Au cours de la période, CYBERGUN a procédé à cinq augmentations de capital :

- Le 1^{er} avril 2011 pour un montant de 12,8 MEUR au profit de Monsieur Frédéric Chesnais pour l'acquisition du Groupe I2G,
- Le 11 juillet 2011 pour un montant de 2,5 MEUR avec maintien du droit préférentiel de souscription au profit de l'ensemble des actionnaires, dans le cadre du financement de la politique de croissance externe du Groupe,
- Le 12 juillet 2011 pour un montant de 2,8 MEUR, augmentation de capital réservée avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de studios de développement de premier plan dans l'univers du jeu vidéo pour le lancement de jeux mobiles et de jeux sociaux «free to play» avec lesquels CYBERGUN a conclu des accords stratégiques dans ce domaine.
- Le 8 décembre 2011 pour un montant de 0,3 MEUR, augmentation de capital consécutive au paiement par action du dividende.
- Et le 30 mars 2012 pour un montant de 0,3 MEUR, augmentation de capital réservée, en accord avec le contrat d'acquisition de la filiale Spartan Import US.

La prime d'émission constatée lors de ces augmentations a été impactée du montant des frais de réalisation de ces opérations pour 0,3 MEUR.

1.1.2 Regroupements d'entreprises « IFRS3 » : Acquisition de la société Interactive Game Group (I2G)

CYBERGUN a conclu au 1^{er} avril 2011 l'acquisition de la société I2G, spécialisée dans la valorisation de droits intellectuels dans l'univers du jeu vidéo. Cet investissement s'inscrit dans une stratégie de diversification dans la perspective de développer un portefeuille de jeux vidéo et de bénéficier des synergies avec le métier historique de Cybergun (Soft Air).

Le montant de l'acquisition s'élève à 16,8 MEUR pour 100% du capital et le paiement a été réalisé par échange de titres pour 12,8 MEUR, ayant donné lieu à la création de 1.050.000 actions nouvelles et en numéraire pour le solde.

L'exercice d'allocation du prix d'acquisition définitif de 16,8 MEUR aux différents éléments d'actifs acquis et passifs repris a été réalisé. L'écart entre le prix payé et la situation nette reprise s'élève à 15,4 MEUR à la date d'acquisition. La juste valeur des actifs acquis et passifs repris au 1^{er} avril 2011 s'élevait à :

	1 ^{er} avril 2011 KEUR
Actifs non courants	2 029
Immobilisations incorporelles	900
Immobilisations corporelles	6
Participations dans des entreprises associées	1 123
Actifs courants	753
Stocks	25
Créances clients	415
Actifs d'impôts courants	147
Trésorerie et équivalents de trésorerie	167
Total actifs acquis	2 782
Autres passifs non courants	-106
Passifs courants	-1 134
Fournisseurs	-588
Emprunts et dettes financières (moins d'un an)	-1
Autres passifs courants	-546
Total passifs repris	-1 240
Actif net	1 543

Compte tenu des difficultés du marché du jeu vidéo et des performances économiques d'I2G (baisse de 50% du chiffre d'affaires), le management a décidé de procéder à une analyse économique du portefeuille de jeux. Le résultat de cette analyse a conduit à une dépréciation totale du goodwill pour 16,8 MEUR après prise en compte de l'effet de change. Cette perte de valeur reflète des perspectives associées très inférieures aux attentes initiales. Sur les investissements de la période, le groupe a constaté à la clôture une dépréciation des actifs incorporels (jeux vidéo) à hauteur de 3 MEUR.

1.1.3 Acquisition des actifs de la société anglaise SMK Sportsmarketing

Début avril 2011, CYBERGUN a conclu l'acquisition des actifs de la société anglaise SMK Sportsmarketing, dont un portefeuille clients pour 1,575 MGBP (soit 1,8 MEUR).

Fort d'une expérience de près de 40 ans dans l'importation de produits haut de gamme, Sportsmarketing est le plus gros importateur et producteur « custom » de pistolets à air comprimé, d'AirSoft Guns et d'accessoires au Royaume-Uni avec un réseau de plus de 1.000 points de vente à travers le territoire.

Grâce à cette acquisition, CYBERGUN a réalisé une opération stratégique d'intégration verticale de la distribution de ses produits, comme il l'a déjà fait avec succès aux Etats-Unis ou dans les pays scandinaves.

L'opération s'est réalisée moyennant un règlement en numéraire qui a fait l'objet d'un financement moyen terme avec les partenaires bancaires de CYBERGUN.

1.1.4 Prise de participation dans la société Online Warmongers (OW)

Via une prise de participation à concurrence de 40% dans le capital de la société Online Warmongers Group (OW), CYBERGUN a conclu l'acquisition de 40% des droits du jeu vidéo Free to Play « War Inc Battlezone ». « War Inc Battlezone » est un jeu de tir à la troisième personne pour PC basé sur le nouveau modèle Free to Play permettant la distribution numérique et une source de revenu au fil du jeu, grâce aux options payantes qui permettent de personnaliser le jeu et d'acheter des articles supplémentaires (armes, munitions, points d'expérience,...).

1.1.5 Acquisition la société Brains Four Solutions (B4S), renommée Cybergun Electronics Entertainment

CYBERGUN a finalisé l'acquisition de la société B4S au cours du second semestre. B4S intervient dans la conception de cibles électroniques dédiées au tir de loisirs et développe un concept exclusif d'espace de loisirs « Softair Battle Zone ® ».

Le groupe a acquis la totalité de la société dont le paiement a été réalisé en actions.

1.1.6 Cession du jeu Blackwater

Cybergun, a cédé à son actionnaire Frédéric Chesnais le jeu vidéo Blackwater.

La cession a été réalisée pour un montant de 3,2 MUSD (2,4 MEUR) et se traduit par une perte de 0,9 MEUR.

1.2. Changement de méthode ou de présentation

Aucun changement de méthode ou de présentation n'a été effectué.

1.3. Principes comptables et méthodes d'évaluation IFRS

Les comptes consolidés de CYBERGUN sont préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les méthodes comptables appliquées au 31 mars 2012 sont les mêmes que celles adoptées pour la préparation des états financiers annuels consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2011.

Seules les normes approuvées et publiées au journal officiel par la Commission européenne antérieurement au 31 mars 2012 et d'application obligatoire au 1^{er} avril 2011 ont été appliquées par le Groupe pour les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2012.

Les normes, amendements et interprétations IFRS suivants appliqués pour la première fois n'ont pas eu d'impact dans les comptes :

- IAS 24 (révisée) – Parties liées ;
- IFRS 1 amendée – Exemption limitée à la présentation d'informations comparatives à IFRS 7 pour les premiers adoptants ;
- IFRIC 19 – Dettes financières réglées par des instruments de capitaux propres ;
- IFRIC 14 amendée – Prépaiements de financements minimums ;
- IAS 32 amendée – Classement des émissions de droits.

Pour l'élaboration des états financiers au 31 mars 2012, le Groupe n'a procédé à aucune anticipation de normes et interprétations.

1.4. Estimations et jugements comptables déterminants

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs non courants destinés à la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable ou de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers consolidés selon les IFRS nécessite, de la part de la direction du groupe, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les jugements exercés par la direction lors de l'application des IFRS pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers et les estimations présentant un risque important de variations au cours de la période ultérieure, ils sont exposés dans les notes relatives aux tests de dépréciation des Goodwill, autres immobilisations incorporelles, et immobilisations corporelles.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

Concernant les frais de développement capitalisés en application de la norme IAS 38 (cf §1.7.4) la comptabilisation à l'actif du bilan résulte notamment de prévisions de résultats déterminées en fonction d'hypothèses de réussites commerciales des jeux établies par le management et dont les réalisations pourraient être différentes des prévisions initiales.

Aucun changement significatif concernant les méthodes d'estimation n'a été mis en place sur la période.

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par Cybergun SA. Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

1.5. Périmètre de consolidation

Nom	Siège	N° Siren	% d'intérêt	Méthode
<u>Société mère :</u>				
CYBERGUN SA	Zone d'activités les Bordes 9/11 rue Henri Dunant 91070 Bondoufle France	33764379500046		Société mère
<u>Sociétés filiales :</u>				
Sarl BRAINS 4 SOLUTIONS (B4S)	8, rue de l'Arc 77240 VERT ST-DENIS	51100631400013	100%	IG
MICROTRADE SARL	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100 %	IG
CYBERGUN USA, Corp	PO BOX 35033, Scottsdale, AZ 85255 USA	N/A	100 %	IG
SOFTAIR USA Inc.	Vineyard Center II 1452 hugues Road Suite 107 GRAPEVINE TX 76051 /USA	N/A	100 %	IG
CYBERGUN INTERNATIONAL SA	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100 %	IG
ASGUN Doo	DolenjskaCesta 133 LJUBLJANA	N/A	100 %	IG
PALCO SPORTS	8575 Monticello Lane North MAPLE GROVE MN 55369	N/A	100 %	IG
CYBERGUN HONG KONG	1401, 14th Floor World Commerce Center, HarbourCity 7-11 Canton Road TsimShaTsui, Kowloon HONG KONG	N/A	100 %	IG
TECH GROUP US	3221 South Cherokee Lane Suite 1820Wodstock GA 30188 USA	N/A	100 %	IG
TECH GROUP UK	Unit D2 SowtonIndustrialEstate Exeter Devon EX2 7 LA ENGLAND	N/A	100 %	IG
TECH GROUP HK	11B 9/F block B Hung Hom Commercial center 339 Ma Tai Wai Road Hung Hom Kowloon HONG KONG	N/A	100 %	IG
SPARTAN IMPORTS DK (ex X-GUNS)	Sylbaekvej, 33 8230 Aabyhoej DENMARK	N/A	100 %	IG
SPARTAN IMPORTS IncUSA	213 Lawrence Avenue South San Francisco CA 94080 USA	N/A	100 %	IG
CYBERGUN Italia srl	Milano Piazza Cavour 3 CAP 20121 ITALIE	N/A	100 %	IG

Nom	Siège	N° Siren	% d'intérêt	Méthode
INTERACTIVE GAME GROUP, LLC (I2G)	The Corporation Truste 1209 Orange Street Wilmington DE 19801 USA	N/A	100%	IG
I2G PRODUCTION, LLC	The Corporation Truste 1209 Orange Street Wilmington DE 19801 USA	N/A	100%	IG
SHANGAI PRODUCTION GROUP LLC	1950 Sawtelle Blvd, Los Angeles, 90025 CA	N/A	50%	ME
GRRL PRODUCTION LLC	1950 Sawtelle Blvd, Los Angeles, 90025 CA	N/A	46,70%	ME
PDF MEDIA LLC	12950 Culver Blvd Los Angeles 90066 CA	N/A	33%	ME
ONLINE WARMONGERS GROUP, INC	1800 Thayer Avenue, Suite A Los Angeles, CA 90025, U.S.A	N/A	40%	ME

IG : Intégration globale, ME : Mise en équivalence

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation clôturent leur exercice comptable annuel le 31 mars.

I2G et ses filiales INTERACTIVE TRAINING GROUP LLC, I2G PRODUCTION LLC, SHANGAI PRODUCTION GROUP LLC, GRRL PRODUCTION LLC, PANTIERRA LLC et PDF MEDIA LLC ont été acquises en avril 2011, leur entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Cybergun a été effective au 1^{er} avril 2011. Les sociétés INTERACTIVE TRAINING GROUP et PANTIERRA, supports du jeu Vidéo Blackwater ont été cédées au 29 février 2012.

ONLINE WARMONGERS GROUP, INC (OW) a été acquise en août 2011; cette acquisition a porté sur 40 % de son capital. L'entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Cybergun a été effective au 1^{er} août 2011.

Exclusion de périmètre :

Société Freiburghaus

La société CYBERGUN n'exerce aucune influence notable sur la société FREIBURGHaus en raison de la présence d'un actionnaire très majoritaire. Celle-ci a par conséquent toujours été exclue du périmètre de consolidation.

1.6. Conversion des comptes et opérations libellés en monnaie étrangère

1.6.1 Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les comptes des filiales étrangères du groupe sont tenus dans leur monnaie de fonctionnement.

Les actifs et les passifs des filiales étrangères y compris le goodwill sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les éléments du compte de résultat sont convertis en euros au cours approchant les cours de change aux dates de transactions, ou bien au cours moyen de la période lorsque les cours ne connaissent pas de fluctuations importantes. Les capitaux propres sont conservés au taux historique. Les écarts de change résultant des conversions sont portés en réserve de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

1.6.2 Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

A la clôture de l'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont comptabilisés dans le compte de résultat opérationnel.

En application de l'IAS 21, les avances en comptes courants auprès des filiales, dont le règlement n'est, ni planifié, ni probable dans un avenir prévisible, constitue une part de l'investissement net du groupe. A ce titre, les écarts de change provenant de ces avances sont enregistrés en capitaux propres.

1.6.3 Cours de conversion EURO/USD

✓ Cours au 31 mars 2010	1,3479
✓ Cours au 31 mars 2011	1,4207
✓ Cours au 31 mars 2012	1,3356
✓ Cours moyen du 1 ^{er} avril 2009 au 31 mars 2010	1,4137
✓ Cours moyen du 1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011	1,3224
✓ Cours moyen du 1 ^{er} avril 2011 au 31 mars 2012	1,3778

1.6.4 Cours de conversion EURO/DKK

✓ Cours au 31 mars 2010	7,4447
✓ Cours au 31 mars 2011	7,4567
✓ Cours au 31 mars 2012	7,4399
✓ Cours moyen du 1 ^{er} avril 2009 au 31 mars 2010	7,4441
✓ Cours moyen du 1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011	7,4503
✓ Cours moyen du 1 ^{er} avril 2011 au 31 mars 2012	7,4457

1.6.5 Cours de conversion EURO/GBP

✓ Cours au 31 mars 2011	0,8837
✓ Cours au 31 mars 2012	0,8339
✓ Cours moyen du 1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011	0,8495
✓ Cours moyen du 1 ^{er} avril 2011 au 31 mars 2012	0,8630

1.7. Immobilisations incorporelles

1.7.1 Goodwill

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Les goodwills résultent de l'acquisition des filiales, entreprises associées et coentreprises et correspondent à la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition.

Les goodwills positifs ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation à chaque clôture annuelle. La valeur recouvrable des écarts d'acquisition est alors estimée au plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est définie comme la somme des cash-flows actualisés relatifs aux unités génératrices de trésorerie auxquels les goodwills se rattachent. Quand la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée de façon irréversible.

Les unités génératrices de trésorerie retenues pour le calcul des tests de dépréciation correspondent aux filiales.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation issus des budgets prévisionnels établis par la direction sur une durée de 4 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs d'après la méthode du Médaf/WACC est de 9,3 % (à comparer à 11% à fin mars 2011). L'évolution du WACC est principalement influencée par la forte pondération compte tenu du poids de la dette. Le taux de croissance à l'infini pour la valeur terminale (VT) est de 2 % pour l'activité historique et est nul pour l'activité jeu vidéo.

En termes de variation du chiffre d'affaires et des valeurs terminales, les hypothèses retenues sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des activités opérationnelles.

Les goodwills négatifs (qui selon IFRS 3 sont définis comme : « excédent de la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport à leur coût ») sont comptabilisés immédiatement en résultat.

1.7.2 Brevets et licences

Les licences exclusives de reproduction sont amorties en linéaire sur la durée des contrats.

A la clôture de chaque exercice et pour chaque licence lorsqu'il existe des indicateurs de perte de valeur (essentiellement quand les ventes se révèlent inférieures aux prévisions), des cash-flows prévisionnels actualisés sont calculés. Lorsque ces derniers sont inférieurs à la valeur nette comptable des licences, une dépréciation est pratiquée.

Les logiciels informatiques sont amortis sur mode linéaire sur leur durée d'utilisation, avec un maximum de 5 ans.

Les frais internes relatifs aux dépôts de marques sont comptabilisés en charges. Il s'agit des coûts juridiques hors le dépôt lui-même ainsi que des frais induits (Téléphone, courrier, traductions etc...).

Il existe deux types de contrat de licences :

- 1- les licences acquises pour une certaine durée sont portées à l'actif du bilan. Ces contrats sont amortis sur leur durée; aucune royauté n'est versée.
- 2- Les contrats signés pour une certaine période moyennant le versement de royalties sur les ventes réalisées. Ces royalties correspondent à un pourcentage du Chiffre d'affaires mais comportent pour la plupart des minima. Les royalties sont comptabilisées en charges d'exploitation.

1.7.3 Frais de développement

Selon la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de développement sont immobilisés dès lors que les six critères sont respectés – confère le paragraphe 1.7.4 suivant.

Les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés qui remplissent les critères sont inscrits à l'actif du bilan. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 6 ans.

1.7.4 Coût de développement des jeux vidéo

Suite à l'acquisition d'I2G des coûts de développement ont été immobilisés sur la période. Conformément à la norme IAS 38, I2G comptabilise en immobilisation incorporelle le coût de développement des jeux vidéo (dépenses de développement des studios externes) dans la mesure qu'il est démontré :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente.
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre.
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle.
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle.
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les prévisions de résultats tels que prévus au critère 4 reposent sur des hypothèses de réussites commerciales des jeux, sur la base des connaissances et de l'appréciation du management, au moment de la réalisation de l'évaluation. Ces éléments ne sauraient être une certitude quant à leur réalisation qui pourrait être différente des prévisions initiales.

1.7.5 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur (dépréciation). Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont les coûts peuvent être déterminés de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs existent, sont comptabilisés en immobilisations.

1.8. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les amortissements sont calculés en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilisation estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Les agencements, installations techniques et autres immobilisations corporelles sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production.

Les amortissements calculés par application de taux homogènes au sein du groupe, sont déterminés par référence aux modes et aux durées d'utilisation suivantes :

Désignation	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
Agencements	5 à 10 ans	Linéaire
Moules de production	10 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 ans	Linéaire
Mobilier	4 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	4 à 5ans	Linéaire
Matériel de démonstration	5 ans	Linéaire

Ces durées d'amortissement sont revues et sont modifiées en cas de changement significatif ; ces changements sont appliqués de façon prospective.

1.9. Contrats de location

Suivant la norme IAS 17, les immobilisations utilisées dans le cadre d'un contrat de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan en immobilisation corporelle et au passif en dettes financières pour le montant des paiements à effectuer au titre du contrat de location.

Les loyers sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur la durée du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au titre de chaque période.

Le Groupe a fixé un seuil en fonction de sa taille et de l'activité de ses entités. Le retraitement des contrats de location financement figurant dans le bilan est effectué pour tous les biens dont la valeur d'origine est supérieure à 10 KEUR. Il n'existe aucun contrat de location financement au 31 mars 2012.

1.10. Perte de valeur des actifs corporels et incorporels

Conformément à la norme IAS 36 "Perte de valeur des actifs", lorsque des événements, des modifications d'environnement de marché ou des niveaux d'activité (chiffre d'affaires) indiquent un risque de perte de valeur, les immobilisations incorporelles et corporelles du Groupe font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable; cette valeur est définie comme la plus élevée de la juste valeur et de la valeur d'utilité.

Dans le cas où la valeur recouvrable des actifs serait inférieure à leur valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles (hors Goodwill) à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée).

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur cession. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du groupe Cybergun.

La norme IAS 36 définit le taux d'actualisation à utiliser comme le taux avant impôt reflétant l'appréciation actuelle de la valeur temps par marché et les risques spécifiques à l'actif. C'est le taux de rendement que des investisseurs demanderaient s'ils avaient à choisir un placement dont le montant, l'échéance et les risques seraient équivalents à ceux de l'actif ou de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) considéré.

Le taux d'actualisation utilisé pour les besoins du test de perte de valeur de 9,3% prend en compte la structure financière et le taux d'endettement des entreprises du secteur, c'est-à-dire des "comparables" et non ceux de l'entreprise ou du groupe auquel appartient l'actif ou l'UGT.

1.11. Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont constitués des actifs disponibles à la vente, des prêts et créances, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments dérivés et des emprunts.

1.11.1 Actifs disponibles à la vente

Les titres non consolidés sont classés dans la catégorie « actifs disponibles à la vente » car ils ne répondent pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées directement dans les capitaux propres.

1.11.2 Prêts et créances

Ils comprennent des dépôts et des cautions.

1.11.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue, généralement de moins de 3 mois, aisément mobilisables ou cessibles à très court terme, convertibles en un montant de liquidités et ne présentent pas de risques significatifs de perte de valeur. Ils sont évalués selon la catégorie des actifs évalués à la juste valeur par le biais du résultat.

Les découverts bancaires remboursables à vue qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

1.11.4 Instruments dérivés

Le Groupe utilise divers instruments financiers afin de réduire son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt. Certaines opérations conformes à la politique de gestion des risques de taux et de change du Groupe ne répondant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont comptabilisées comme des instruments à des fins de transaction.

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur dans l'état de la situation financière consolidée. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat consolidé.

Pour Cybergun, les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon deux types de relations de couverture : de flux de trésorerie ou d'investissement net dans une activité à l'étranger :

- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecterait le résultat net présenté ;
- La couverture d'un investissement net à l'étranger couvre l'exposition au risque de change de l'actif net (y compris les prêts considérés comme faisant partie de l'investissement) de l'activité à l'étranger.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme, d'un flux de trésorerie ou d'un investissement net à l'étranger est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en autres éléments du résultat global, la variation de juste valeur du sous-jacent n'étant pas enregistrée dans l'état de la situation financière consolidée. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée quant à elle en résultat. Les montants enregistrés en autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat du ou des mêmes périodes que celles au cours desquelles l'actif acquis ou le passif émis affecte le résultat ;
- pour les couvertures d'un investissement net, la partie des profits ou des pertes sur l'instrument de couverture qui est considérée comme efficace est comptabilisée en autres éléments du résultat global dans les écarts de conversion, la partie inefficace est comptabilisée dans le compte de résultat consolidé. Le profit ou la perte inscrit dans les écarts de conversion est comptabilisé en résultat lors de la sortie de l'investissement à l'étranger.

L'application des principes relatifs à la couverture des investissements nets est mesurée au travers de la lecture du résultat global.

1.12. Emprunts et autres passifs financiers

Les passifs financiers non dérivés comprennent les emprunts, autres financements et découverts bancaires.

1.13. Actions propres/Capital

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

1.14. Actions ordinaires/Capital

Les coûts accessoires directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires ou d'option sur actions, sont comptabilisés en déduction des fonds propres.

1.15. Actions préférentielles/Capital

Il n'existe pas d'actions préférentielles.

1.16. Rachat d'instrument de capitaux propres/Capital

Si le groupe rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée, y compris les coûts directement attribuables, est comptabilisé en diminution des capitaux propres. Les actions rachetées sont classées en tant qu'actions propres et déduites des capitaux propres.

1.17. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels" des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice :

- (a) il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé,
- (b) il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- (c) le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise, ou à des obligations actuelles pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

1.18. Stocks

Les stocks de marchandises et d'accessoires sont évalués au plus faible du coût et de sa valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût d'achat moyen unitaire pondéré.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production.

Les stocks acquis en devise sont valorisés au cours du jour d'achat.

Les coûts indirects pris en compte dans la valorisation des stocks d'encours et de produits finis ne comprennent que ceux liés à la production.

Les stocks font l'objet, par référence, d'un calcul de rotation sur la base des historiques de ventes et des prévisions commerciales. Il est constaté une provision statistique sur la base des risques d'écoulement identifiés.

1.19. Avantages accordés aux salariés

1.19.1 Engagements de retraite

Selon les lois et usages de chaque pays, Cybergun participe à des régimes de retraite, prévoyance et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels que l'ancienneté, les salaires et les versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Ces régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies :

- dans le cadre des régimes à cotisations définies, le complément de retraite est fixé par le capital accumulé du fait des contributions versées par le salarié et l'entreprise à des fonds extérieurs. Les charges correspondent aux cotisations versées au cours de l'exercice. Il n'y a aucun engagement ultérieur du Groupe envers ses salariés. Pour Cybergun, il s'agit généralement des régimes publics de retraite ou des régimes spécifiques à cotisations définies.
- dans le cadre des régimes (ou plans) à prestations définies, le salarié bénéficie de la part du Groupe d'une indemnité de fin de carrière fixée en fonction de paramètres tels que son âge, la durée de sa carrière, le montant de ses rémunérations. Au sein du Groupe, tel est le cas en France, et aux USA.

Sur la base du mode de fonctionnement de chaque régime et des données fournies par chaque pays, les obligations futures de l'employeur ont été évaluées sur la base d'un calcul actuariel appelé « méthode des unités de crédit projetées » (« projected unit credit method »). Cette méthode consiste à déterminer la valeur des prestations futures probables et actualisées de chaque salarié au moment de son départ en fin de carrière.

Pour les salariés français ces calculs actuariels intègrent diverses hypothèses :

- ✓ obligations définies par les conventions collectives (convention 3130 *Jeux, jouets et articles de fête*) ;
- ✓ méthode prospective fondée sur les salaires et les droits de fin de carrière ;
- ✓ tables de mortalités ; (table de mortalité TD 2003-2005 qui différencie les hommes et les femmes) ;
- ✓ dates de départ à la retraite ; 65 ans ;
- ✓ taux de progression des salaires (1%) ;
- ✓ taux de rotation du personnel en fonction de la tranche d'âge : 7% l'an pour les moins de 30 ans ; 4% pour les 30/40 ans ; 2% pour les 40/50 ans et 1 % les plus de 50 ans ;
- ✓ taux d'actualisation annuel de 3,07% ;
- ✓ charges patronales : 45% pour les non-cadres et 50 % pour les cadres ;
- ✓ les gains et pertes actuariels sont comptabilisés en compte de résultat.

1.19.2 Droit individuel à la Formation (DIF)

La loi 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle et au dialogue social ouvre pour le salarié un droit individuel à la formation (DIF) d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans.

Les dépenses à engager dans le cadre du DIF se rattachant à l'activité future de l'entreprise constituent des charges de la période au même titre que les autres dépenses de formation.

1.19.3 Paiements fondés en actions

Les programmes d'options sur actions permettent aux membres du personnel du Groupe d'acquérir des actions de la Société. La juste valeur des options attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et répartie sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive. La juste valeur des options est évaluée en tenant compte des termes et conditions des options définis au moment de leur attribution :

- Plans de stock-options : la comptabilisation en résultat de cette rémunération est étalée sur la durée d'acquisition des droits.
- Actions gratuites : la charge comptable est déterminée sur la base du cours de l'action à la date d'attribution. Cette charge est prise en compte sur la durée d'acquisition des droits.

Le conseil d'administration de Cybergun procède à l'attribution d'actions gratuites au bénéfice des salariés du groupe dans le cadre de la délégation reçue par son assemblée générale extraordinaire.

Ces actions gratuites sont soit rachetées sur le marché, soient émises dans le cadre de l'article L225-197-1 du Code du commerce.

Les conditions et critères d'attribution suivants :

- Ancienneté du salarié,
- Implication du salarié dans le fonctionnement et les objectifs du groupe,
- Performance individuelle du salarié, comprenant la réalisation des objectifs individuels du salarié et sa participation à la réalisation des objectifs du groupe.

A l'issue de la période d'acquisition, généralement fixée à 24 mois, les bénéficiaires sont tenus de conserver ces actions, sans pouvoir les céder pendant une période de conservation de deux ans.

1.20. Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachées à ces produits, les ventes de marchandises et les frais de port facturés.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens ou la réalisation du service.

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Dans le cas où l'existence de différé de paiement aurait un effet sur la détermination de la juste valeur, il en est tenu compte en actualisant les paiements futurs.

1.20.1 Ventes d'armes factices ou jouets

En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client que le transfert des risques est réalisé, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe. Dans le cas d'accords prévoyant une acceptation formelle des biens, équipements ou services reçus par le client, le chiffre d'affaires est en principe différé jusqu'à la date d'acceptation

1.20.2 Chiffre d'affaires Jeux Vidéo

La reconnaissance du chiffre d'affaires de l'activité Jeu vidéo développé par la société I2G, résulte de deux types de prestations :

1. Redevances d'exploitation versées par le distributeur : le chiffre d'affaires est reconnu chaque trimestre sur la base des relevés établis par les distributeurs au titre des ventes intervenus au cours du dit trimestre. Les relevés sont établis conformément aux dispositions des contrats de distribution applicables (royalty fixe ou variable, minimum garanti, etc...). Pour son activité jeu vidéo, s'agissant des minimums garantis, le groupe Cybergun n'est pas engagé par d'éventuels retours de produits qui sont à la charge du distributeur.
2. Le revenu correspondant aux prestations de développement et d'édition effectuées pour le compte de tiers est considéré comme acquis et comptabilisé en chiffre d'affaires au fur et à mesure que le service est rendu.

1.21. Autres produits et charges opérationnels

Les charges et produits non courants correspondent aux charges et produits hors gestion courante de la société. Ils se caractérisent essentiellement par leur nature inhabituelle et par leur montant significatif. Les charges et produits non récurrents incluent les éléments suivants :

- ✓ résultat de cession : des immobilisations corporelles et incorporelles, sur titres de participation, sur autres immobilisations financières et autres actifs ;
- ✓ dépenses de réorganisation et de restructuration ;
- ✓ pertes de valeur sur actifs immatériels.

1.22. Coût du financement et autres charges et produits financiers

Le résultat financier est composé du coût de l'endettement financier net et des autres produits et charges financiers.

Le coût de l'endettement financier net comprend :

1. les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qui incluent les résultats de cession des valeurs mobilières de placement, les intérêts créditeurs ainsi que le résultat des couvertures de taux de change sur trésorerie,
2. le coût de l'endettement financier brut qui inclut l'ensemble des charges d'intérêt sur les opérations de financement.

Les autres produits et charges financiers comprennent les résultats sur les cessions de titres non consolidés, les variations de juste valeur des instruments financiers (actifs, passifs et dérivés), les résultats de change et les autres produits et charges financiers.

1.23. Impôts

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

1.24. Impôt exigible

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés à la date de clôture.

Le taux d'impôt retenu pour les différentes sociétés du groupe est le suivant :

	Taux d'impôt 31 mars 2012	Taux d'impôt 31 mars 2011	Taux d'impôt 31 mars 2010
CYBERGUN SA	33,33%	33,33%	33,33%
B4S	33,33%	33,33%	
ASGUN DOO	25,00%	25,00%	25,00%
CYBERGUN HK	16,50%	16,50%	16,50%
CYBERGUN INTERN.	8,00%	8,00%	8,00%
CYBERGUN USA	40,00%	40,00%	40,00%
ICON	40,00%	40,00%	40,00%
MICROTRADE	30,88%	30,88%	30,88%
PALCO SPORT	40,00%	40,00%	40,00%
SOFTAIR USA	35,00%	35,00%	35,00%
SPARTAN IMPORTS	44,00%	44,00%	
I2G	34,00%		
TECH GROUP HK	16,50%	16,50%	16,50%
TECH GROUP USA	40,00%	40,00%	40,00%
SPARTAN DK (ex X GUNS)	25,00%	25,00%	25,00%

1.25. Impôts différés

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour la plupart des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt adoptés à la clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'effet des éventuelles variations des taux d'imposition, sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, est comptabilisé en compte de résultat.

Les impôts différés sont présentés au bilan séparément des actifs et passifs d'impôt exigible et classés dans les éléments non courants.

1.26. Résultat par action

Le groupe présente un résultat par action de base et dilué pour ses actions ordinaires. Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat par actions dilué est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, tenant compte des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives, qui comprennent notamment les options sur actions attribuées aux membres du personnel.

Pour le 31 mars 2012 compte tenu du cours moyen de l'action Cybergun et de la perte constatée, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

1.27. Capitaux propres

1.27.1 Capital

Le capital social de la société au 31 mars 2012 est de 1 550 643 euros composé de 4 727 877 actions, chacune entièrement libérée.

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation à une part égale à la quotité de capital qu'elle représente.

1.27.2 Stock-options

Plan de stock-options réservé aux salariés

L'assemblée générale extraordinaire du 25 septembre 2008 a autorisé le conseil d'administration à consentir à certains salariés de la société des options de souscriptions dans la limite de 60 000 actions au prix de 5,50 EUR avant le 2 décembre 2010 ; au terme de cette période le nombre d'actions souscrites s'est élevé à 49 000 actions, soit une libération de 269 500 EUR représentant une augmentation de capital de 16 070,94 EUR et une prime d'émission de 253 429,06 EUR.

Le conseil d'administration du 8 décembre 2010, après approbation par l'assemblée générale, a émis le principe d'un plan d'émission de 90 000 options de souscription d'actions, destinées aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions au prix unitaires de 12 EUR.

Le conseil d'administration du 8 septembre 2011, sous réserve d'une prochaine approbation par l'assemblée générale, a émis le principe d'un plan d'émission de 130 000 options de souscription d'actions, destinées aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions au prix unitaires de 10,50 EUR.

1.27.3 Actions propres

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

En date du 31 mars 2012, le groupe détient 249 694 actions propres contre 40 867 actions au 31 mars 2011 (actions Cybergun) au prix historique total de 1 723 KEUR. La valeur boursière des actions propres s'établit au 31 mars 2012 à 1 443 KEUR sur la base du cours de bourse de la société Cybergun SA de 5,78 EUR.

2. GESTION DU RISQUE FINANCIER

2.1. Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

Clients et autres débiteurs

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Le profil statistique de la clientèle, incluant notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans réelle influence sur le risque de crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond essentiellement à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

2.2. Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou «tendues», sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Généralement, le Groupe s'assure qu'il dispose d'un dépôt à vue suffisant pour faire face aux dépenses opérationnelles attendues pour une période de 60 jours, incluant les paiements nécessités par le service de sa dette. Ceci exclut l'impact potentiel de circonstances extrêmes, comme les catastrophes naturelles, que l'on ne saurait raisonnablement prévoir. De plus, le Groupe maintient ses lignes de crédit.

▪ Analyse de la dette financière au 31 mars 2012

Au 31 mars 2012, l'endettement financier brut du Groupe s'établissait comme suit :

en K€ 31 mars 2012	Total	- 1 an	à 5 ans	+ 5 ans	Souscrits en Euros	Souscrits en Dollar	Souscrits en Livres
Emprunts obligataires	17 629		17 629		17 629		
Emprunts auprès des banques	19 259	5 691	12 603	965	5 889	10 132	3 238
Concours bancaires courants	18 250	18 250			2 215	15 910	125
Autres dettes financières		0					
Intérêts courus non échus	316	316			316		
<i>Total</i>	<i>55 453</i>	<i>24 256</i>	<i>30 232</i>	<i>965</i>	<i>26 049</i>	<i>26 042</i>	<i>3 363</i>

Les concours bancaires courants correspondent à des autorisations de lignes de découverts classiques révocables à 90 jours dans la zone Euro pour 68% soit 12,4 MEURO auprès de 9 établissements financiers, et à des lignes confirmées de 12 mois hors zone Euro pour 32% soit 5,9 MEURO auprès de 3 établissements financiers.

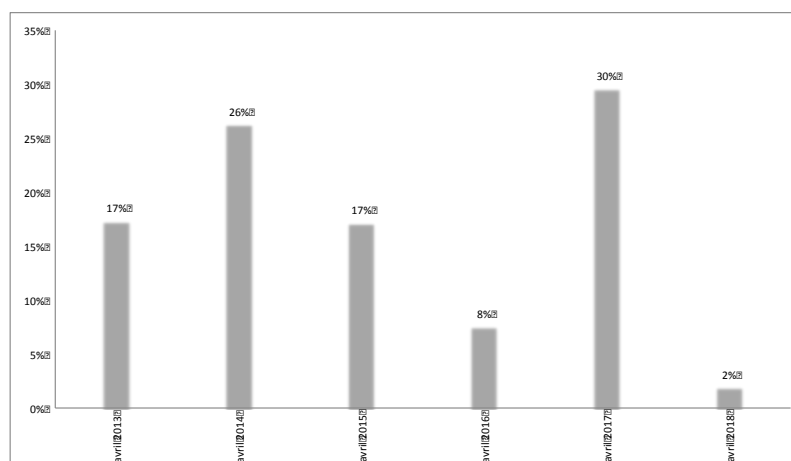
Au 31 mars 2012, la société n'a pas d'emprunt avec clauses de remboursement anticipé, sauf aux Etats Unis pour un emprunt moyen terme de 1,3 MUSD pour lequel les ratios sont respectés.

Au 31 mars 2012, la trésorerie disponible de CYBERGUN s'élève à 8 MEUR (dont 7,8 MEUR de disponibilités) et l'endettement financier brut à 55,5 MEUR. Ce dernier est constitué à hauteur de 32% d'emprunts obligataires (17,6 M€).

Le groupe dispose au 31 mars 2012 de 4,2 millions d'euro de lignes de crédits court terme (découvert bancaire) autorisées et non utilisées.

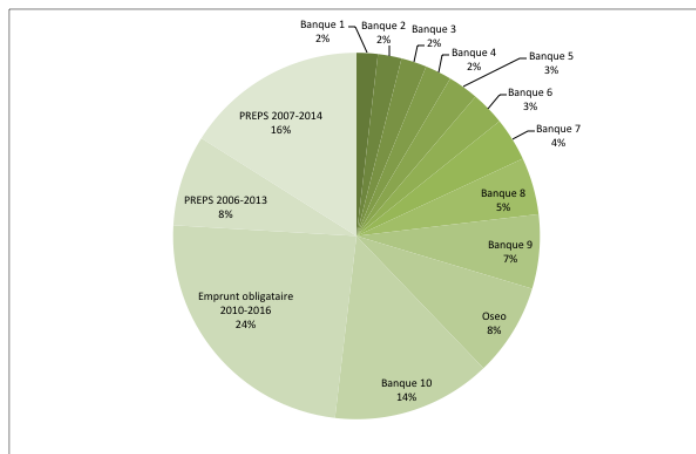
Par ailleurs Cybergun a souscrit un contrat de cession de créances d'une enveloppe globale d'un montant maximum d' 1MEUR dont un montant de 0,7 MEUR était utilisé au 31 mars 2012.

La maturité de la dette moyen terme et long terme de CYBERGUN au 31 mars 2012 est présentée ci-dessous :



▪ **Diversité des en-cours de financement à moyen et long terme**

L'endettement à moyen et long terme auprès d'établissements de crédit et d'autres types de prêteurs est réparti comme illustré ci-après :



Les financements moyens termes (en général 5 ans) obtenus par le Groupe Cybergun entre le 1^{er} avril 2011 et le 31 mars 2012 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

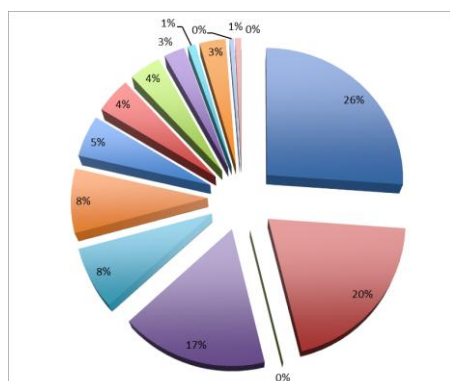
En KEUR	Montant au 31 mars 2012
Banque 10	1 000
OSEO	850
OSEO	2 150
En KUSD	Montant au 31 mars 2012
Banque 2	1 250
Banque 5	1 500
Banque 6	650
Banque 6	650
Banque 7	1 500
Banque 8	1 000
Banque 8	1 000
Banque 9	1 500
Banque 10	3 000
En KGBP	Montant au 31 mars 2012
Banque 3	850
Banque 10	2 000

Depuis le 31 mars 2011, le Groupe Cybergun a obtenu 16,4 M€ de financement dont 76 % libellés en devises autres que euro.

Un seul emprunt pour 1,3 MUS\$ est sujet à une clause d'exigibilité de remboursement anticipé en cas de non respect de ratios. Au 31 mars 2012 ces ratios sont respectés.

▪ Diversité des en-cours de financement court terme

L'endettement à court terme auprès d'établissements de crédit est réparti comme illustré ci-après :



Au cours de l'exercice, la société a obtenu en octobre 2011 une nouvelle ligne de crédit confirmée à 12 mois avec la banque Nordea au Danemark pour 1 MEUR. Elle contribue au financement des besoins en fonds de roulement de la filiale danoise.

Par ailleurs, la société a obtenu au cours du mois de mai 2012 des nouvelles lignes de crédit pour ses filiales étrangères auprès de la banque BB&T pour 17,5 MUSD aux Etats-Unis. La ligne BB&T est venue remplacer la ligne BBVA de 7,5 MUSD : celle-ci est confirmée sur 24 mois et porte intérêts à Libor +2,5%.

■ Politique de financement et des besoins

Pour les 12 prochains mois le Groupe se fixe pour objectif une réduction de sa dette financière nette sur la base des facteurs suivants :

- réduction de son besoin de fonds de roulement associée à une action engagée en vue de la diminution des stocks,
- investissement limité aux jeux vidéo en cours de finalisation.

Dans ce contexte le Groupe anticipe une reconduction des lignes de crédit court terme existantes.

2.3. Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables.

Le groupe cherche à gérer dans la mesure du possible le risque de marché en procédant à des souscriptions d'instruments de couverture de taux et de devises.

2.4. Risque de change

Le Groupe est exposé au risque de change sur les emprunts qui sont libellés dans une monnaie autre que l'euro, il s'agit pour l'essentiel du dollar américain (USD).

Le Groupe a recours à des contrats de change à terme pour couvrir son risque de change. Les contrats à terme ont, à la date de clôture, une échéance inférieure à un an. Si nécessaire, les contrats de change à terme sont renouvelés à leur date d'échéance.

Le Groupe est peu exposé à un risque de change sur ses transactions courantes (d'achats et ventes), en effet le volume d'activité s'équilibre.

2.5. Risque de taux

Le Groupe est essentiellement exposé au risque de taux d'intérêts au travers de sa dette à taux variable et de ses placements financiers.

CYBERGUN gère le risque de taux en procédant à des souscriptions d'instruments de couverture de taux.

En K€	31/03/2012	
	Impact en résultat avant impôt	Impact en capitaux propres avant impôts
Impact d'une variation de +1% des taux d'intérêts	- 159	0
Impact d'une variation de -1% des taux d'intérêts	159	0

3. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1. Immobilisations incorporelles

3.1.1 Survaleur

Goodwill en K€	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Valeur nette comptable début de période	9 562	9 129	9 924
Acquisitions	15 607	989	34
Cessions			
Ajustement du prix payé			-678
Variation des pertes de valeur	-16 487		
Ecart de conversion	1 554	-556	-151
Valeur nette comptable fin de période	10 236	9 562	9 129
Valeur brute fin de période	26 853	9 691	9 142
<i>Cumul de perte de valeur fin de période</i>	<i>-16 617</i>	<i>-129</i>	<i>-13</i>

Le détail par filiale des goodwill est donné dans le tableau suivant :

	I2G	B4S	Spartan Imports USA	Spartan Imports (ex XGUNS)	Softair USA	Palco Sports	Tech Group	Total
en K€								
31/03/2009					604	7 201	2 119	9 924
Acquisition				34				34
Ajustement du prix payé							-678	-678
Perte de valeur								0
Ecart de conv.						-91	-60	-151
31/03/2010			0	34	604	7 110	1 381	9 129
Acquisition			989					989
Ajustement du prix payé								0
Perte de valeur								0
Ecart de conv.			-121			-365	-71	-557
31/03/2011			868	34	604	6 745	1 310	9 562
Acquisition	15 501	107						15 608
Ajustement du prix payé								0
Perte de valeur	-16 487							-16 487
Ecart de conv.	986		55			429	83	1 554
31/03/2012	0	107	924	34	604	7 174	1 394	10 236

Goodwill PALCO

Le test d'évaluation effectué à la clôture de l'exercice sur le Goodwill de Palco, n'ont pas révélé de perte de valeur.

Une augmentation de 100 points de base du taux d'actualisation n'entraînerait aucun risque de dépréciation sur le goodwill.

Goodwill Tech Group

Le test d'évaluation effectué à la clôture de l'exercice sur le Goodwill de Tech Group, n'ont pas révélé de perte de valeur.

Une augmentation de 100 points de base du taux d'actualisation n'entraînerait aucun risque de dépréciation sur le goodwill.

Goodwill Spartan Imports

Le test d'évaluation effectués à la clôture de l'exercice sur le Goodwill de Spartan Import, n'ont pas révélé de perte de valeur.

Une augmentation de 100 points de base du taux d'actualisation n'entraînerait aucun risque de dépréciation sur le goodwill.

Goodwill I2G

Au 31 mars 2012, le Goodwill, généré dans le cadre de l'acquisition de I2G pour un montant de 15,5 MEUR, a fait l'objet d'une perte de valeur de la totalité.

En effet, le marché du jeu vidéo s'est fortement dégradé depuis fin 2011, avec une évolution en profondeur des modes de distribution.

Les tests de valeur réalisés par le management avec des hypothèses réalistes, compte tenu de l'appréhension du marché du moment, nous conduisent à constater la perte de la totalité de la survaleur. Cette charge est constatée en Autres Charges opérationnels au 31 mars 2012.

L'utilisation d'un taux d'actualisation supérieur de 500 points de base aurait conduit à comptabiliser une perte de valeur complémentaire 0,5 M EUR sur les autres actifs incorporels d'I2G.

3.1.2 Autres Immobilisations Incorporelles

<i>Investissements valeurs brutes</i>	Licences, brevets	Frais de développ.	Clientèle	Jeux Vidéo ⁽¹⁾	Autres	Total
au 31 mars 2009	3 251	576		0	58	3 885
Acquisitions	296	147			8	451
Sorties	-73	-224			-5	-302
Ecart de conversion	8	-6			-2	0
Variations de périmètre						0
Autres	-25					-25
au 31 mars 2010	3 457	493	0	0	59	4 009
Acquisitions	3 073	220		1 689	19	5 001
Sorties	-6				0	-6
Ecart de conversion	-89	-24		-117	-1	-231
Variations de périmètre	82				6	88
Autres		17			-17	0
au 31 mars 2011	6 517	706	0	1 572	67	8 862
Acquisitions	343	294	1 856 ⁽²⁾	9 359	10	11 862
Sorties	-92			-2 826	-9	-2 927
Ecart de conversion	84	36	65	355	1	540
Variations de périmètre	127			774	0	901
Autres	-34	89			-36	19
au 31 mars 2012	6 944	1 125	1 921	9 234	33	19 256
Amortissements et pertes de valeur cumulés						
au 31 mars 2009	1 319	398	0	0	0	1 717
Amortissements	202	121				323
Dépréciation de valeur						0
Diminutions	-69	-191				-260
Variations de périmètre						0
Ecart de conversion	0	-7				-7
Autres						0
au 31 mars 2010	1 452	320	0	0	0	1 773
Amortissements	279	115			0	394
Dépréciation de valeur					2	2
Diminutions	-2					-2
Variations de périmètre	30				4	33
Ecart de conversion	-12	-6			-1	-19
Autres						
au 31 mars 2011	1 747	429	0	0	5	2 182
Amortissements	335	89	93	1 351	2	1 870
Dépréciation de valeur				2 669		2 669
Diminutions	-68					-68
Variations de périmètre						0
Ecart de conversion	10	9	3	127	0	149
Autres	-46					-46
au 31 mars 2012	1 979	527	96	4 146	7	6 756
Valeur nette comptable						
au 31 mars 2011	4 770	276	0	1 572	62	6 680
au 31 mars 2012	4 965	597	1 825	5 088	25	12 501

Concernant ses licences, le groupe Cybergun confirme qu'il n'existe pas d'indice de perte de valeur nécessitant un test de dépréciation.

- ⁽¹⁾ Les sommes versées au titre des productions de jeux vidéo en cours de développement se rapportent aux co-productions dans laquelle le Groupe Cybergun s'est associé par l'intermédiaire de la société I2G. Conformément à la norme IAS 38, I2G comptabilise en immobilisation incorporelle le coût de développement des jeux vidéo (dépenses de développement des studios externes) comme évoqué dans la note 1.2.

Au titre des dépenses de recherche et développement, le groupe a engagé 1 MEUR dans son périmètre historique, pour lequel il bénéficie d'un crédit d'impôt recherche et a constaté des dépenses non activées pour 0,3 MEUR dans le périmètre du jeu vidéo.

- ⁽²⁾ Clientèle SMK Sportsmarketing acquise par la filiale de Cybergun, Tech Group UK (*cf Note 1.1.2*)

3.2. Immobilisations corporelles

	Installations techniques	Autres	Total
Valeur brute			
au 31 mars 2009	1 738	1 360	3 098
Acquisitions	396	202	598
Sorties	-198	-362	-560
Ecart de conversion	-11	-18	-29
Variations de périmètre		15	15
Autres	-109	109	0
au 31 mars 2010	1 816	1 306	3 122
Acquisitions	909	537	1446
Sorties	-4	-39	-43
Ecart de conversion	-58	-58	-116
Variations de périmètre	19		19
Autres			0
au 31 mars 2011	2 682	1 746	4 428
Acquisitions	575	888	1463
Sorties	-5	-7	-12
Ecart de conversion	65	84	149
Variations de périmètre		6	6
Autres		70	70
au 31 mars 2012	3 317	2 787	6 104
Amortissements et pertes de valeur cumulés			
au 31 mars 2009	887	963	1 850
Amortissements	178	219	397
Dépréciation de valeur			
Diminutions	-179	-311	-490
Variations de périmètre		7	7
Ecart de conversion	-9	-12	-21
Autres	-18		-18
au 31 mars 2010	859	866	1 725
Amortissements	258	247	505
Dépréciation de valeur			0
Diminutions		-31	-31
Variations de périmètre	12		12
Ecart de conversion	-13	-39	-52
Autres			0
au 31 mars 2011	1 116	1 043	2 159
Amortissements	362	306	668
Dépréciation de valeur			0
Diminutions			0
Variations de périmètre			0
Ecart de conversion	13	54	67
Autres		45	45
au 31 mars 2012	1 491	1 448	2 939
Valeur nette comptable			
au 31 mars 2011	1 567	703	2 270
au 31 mars 2012	1 827	1 339	3 165

3.3. Participations et Actifs financiers non courants

en K€	Titres mis en équivalence	Autres Participations entreprises associées	Total Participations entreprises associées	Autres actifs non courants	Total Valeur brute des actifs nn courants	Actifs financiers non courants destinés à être cédés	Pertes de valeur	Valeur nette
31/03/2009	0	28	28	222	250		0	250
Acquisitions				48	48			48
Cess°/Diminut°				-24	-24			-24
Variat° de périmètre				7	7			7
Variat° tx de change					0			0
31/03/2010	0	28	28	253	281		0	281
Acquisitions				218	218			218
Cess°/Diminut°				-31	-31			-31
Variat° de périmètre				5	5			5
Variat° tx de change				11	11			11
31/03/2011	0	28	28	456	484		0	484
Acquisitions	2 953		2 953	893	3 846			3 846
Cess°/Diminut°		-3	-3	-37	-40			-40
Variat° de périmètre	599		599		599			599
Variat° tx de change			0	6	6			6
31/03/2012	3 552	25	3 577	1 318	4 895	0	0	4 895

L'essentiel des autres actifs non courant est constitué de dépôt de garantie et de prêts accordés dont l'échéance est supérieure à 1 an et inférieure à 5 ans.

En application d'IAS28, le total des actifs, passifs, chiffre d'affaires et résultat net des sociétés mises en équivalence s'élèvent à :

- Actif Total : 6,5 MUSD
- Passif (hors capitaux propres) : 0,3 MUSD
- Chiffre d'affaires : 0,4 MUSD
- Résultat net : -0,4 MUSD

Il s'agit principalement de la participation dans la société OW qui développe le jeu Warinc. Ce dernier est en version bêta au 31 mars 2012.

3.4. Actifs et passifs d'impôts non courants

en K€	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Retraitement de charges à répartir	25	41	89
Différences temporaires fiscalités locales	26	22	-12
Autres retraitements divers	-20	113	19
Neutralisation des ventes d'immobilisation intragroupe	19	18	19
Provision pour départ à la retraite	25	17	13
Neutralisation de la marge intragroupe sur stocks	598	781	563
Frais bancaires sur émission d'emprunt obligataire	-16	-28	-41
Instruments financier	60	-47	101
Déficits	153	29	64
Différence de valorisation des frais de développement	0	0	-18
Décalage temporaire sur la valorisation du stock en IFRS			
Impôts différés nets	870	946	797
Actifs d'impôts différés	921	974	838
Passifs d'impôts différés	-51	-28	-41
Impôts différés nets	870	946	797

3.5. Stock de marchandises

en K€	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Valeurs brutes	29 728	29 633	16 763
Pertes de valeur	-753	-197	-460
Valeurs nettes	28 975	29 436	16 303

Le stock de marchandises comprend essentiellement des répliques de pistolets factices et produits associés.

Le stock de marchandises est localisé dans les zones suivantes :

	KEUR
- France	8 028
- Reste du monde	20 947
(dont USA	14 901)
Total	28 975

3.6. Créances clients et autres actifs courants

en K€	note	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Créances clients brutes		13 858	13 721	9 674
Pertes de valeur		-921	-400	-330
<i>Créances clients nettes</i>		<i>12 937</i>	<i>13 321</i>	<i>9 344</i>
<i>Autres actifs d'impôt</i>		<i>1 190</i>	<i>587</i>	<i>712</i>
Avances , acomptes sur commandes		79	187	136
Actifs financiers dérivés	4.4	111	83	
Autres créances		1 792	1 569	1 202
<i>Autres actifs courants</i>		<i>1 982</i>	<i>1 839</i>	<i>1 338</i>

L'ensemble des créances clients et autres actifs courants a une échéance à un an.

Hormis les créances commerciales échues ayant fait l'objet d'une provision pour perte de valeur, le Groupe Cybergun estime n'être exposé à aucun risque significatif de recouvrement.

Détail autres créances :

en K€	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Créances sociales	22	19	10
Créances fiscales	863	553	770
Comptes courants débiteurs	69	48	58
Créances sur cessions d'immobilisations			0
Débiteurs divers	634	656	237
Charges constatées d'avance	204	294	127
<i>Total</i>	<i>1 792</i>	<i>1 569</i>	<i>1 202</i>

3.7. Autres actifs financiers courants

en K€	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Titres de placement - Fonds ou actions cotés	0	0	286
Prov. Déprec. Titres de placement			
<i>Total</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>286</i>

Les titres de placement sont évalués sur la base du cours de bourse.

3.8. Trésorerie et équivalent de trésorerie

en K€	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Disponibilités	7 801	8 371	4 194
Valeurs mobilières de placement - FCP	0	137	
Valeurs mobilières de placement - Obligations	199	349	699
VMP- Obligations coupons courus	12	16	23
Prov. Déprec. VMP	-2	-26	-
<i>Total</i>	<i>8 010</i>	<i>8 846</i>	<i>4 916</i>

Les valeurs mobilières de placement sont constituées pour l'essentiel d'obligations cotées ; elles sont évaluées sur la base de leur cours de bourse au 31 mars 2012.

4. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1. Emprunts et dettes financières

en K€ 31 mars 2010	Montant			Taux fixes Taux variables	
	Exercice	Courant	Non courant		
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	8 784		8 784	8 784	0
Emprunts auprès des banques	3 859	1 232	2 626	1 467	2 391
Concours bancaires courants	6 188	6 188			6 188
Autres dettes financières					0
Intérêts courus non échus	6	6		6	
<i>Total</i>	<i>18 837</i>	<i>7 427</i>	<i>11 409</i>	<i>10 257</i>	<i>8 580</i>

en K€ 31 mars 2011	Montant			Taux fixes Taux variables	
	Exercice	Courant	Non courant		
Emprunts obligataires ⁽¹⁾⁽²⁾	17 498		17 498	17 498	0
Emprunts auprès des banques	6 472	1 829	4 643	2 849	3 623
Concours bancaires courants	13 191	13 191			13 191
Autres dettes financières					0
Intérêts courus non échus	273	273		273	
<i>Total</i>	<i>37 434</i>	<i>15 293</i>	<i>22 141</i>	<i>20 620</i>	<i>16 814</i>

en K€ 31 mars 2012	Montant			Taux fixes Taux variables	
	Exercice	Courant	Non courant		
Emprunts obligataires ⁽¹⁾⁽²⁾	17 629		17 629	17 629	0
Emprunts auprès des banques	19 259	5 691	13 568	6 817	12 441
Concours bancaires courants	18 249	18 249			18 249
Autres dettes financières					0
Intérêts courus non échus	316	316		316	
<i>Total</i>	<i>55 453</i>	<i>24 256</i>	<i>31 197</i>	<i>24 762</i>	<i>30 691</i>

en K€ 31 mars 2012	Total				Souscrits en		
		- 1 an	à 5 ans	+ 5 ans	Euros	Dollar	Livres
Emprunts obligataires	17 629		17 629		17 629		
Emprunts auprès des banques	19 259	5 691	12 603	965	5 889	10 132	3 238
Concours bancaires courants	18 250	18 250			2 215	15 910	125
Autres dettes financières		0					
Intérêts courus non échus	316	316			316		
<i>Total</i>	<i>55 453</i>	<i>24 256</i>	<i>30 232</i>	<i>965</i>	<i>26 049</i>	<i>26 042</i>	<i>3 363</i>

⁽¹⁾ Le taux applicable aux autres emprunts obligataires (PREPS) est un taux fixe auquel une majoration déterminée en fonction des performances financières s'ajouterait éventuellement en cas de surperformance du groupe. La première échéance de 6 MEUR est en juillet 2013 et le solde pour 3 MEUR en février 2014.

⁽²⁾ Le 22 septembre 2010, Cybergun SA a émis un emprunt obligataire dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Montant : 90 000 obligations émises au nominale de 100 euros, soit 9 MEUR
- Durée : 6 ans

- Taux fixe d'intérêt de 8%, coupon versé trimestriellement
- Remboursement prévu in fine avec possibilité d'un remboursement anticipé au pair des obligations à partir d'octobre 2011
- Obligations cotées sur NYSE Euronext Paris.

Les frais d'émission de l'emprunt obligataire se sont élevés à 417 KEUR, ces frais font l'objet d'un étalement sur la durée de l'emprunt.

⁽³⁾ Les concours bancaires courants correspondent à des autorisations de lignes de découverts classiques révocables à 90 jours dans la zone Euro pour 11,8 M EURO auprès de 10 établissements financiers et à des lignes hors zone Euro pour 6,4 M EURO auprès de 2 établissements financiers. Le groupe dispose au 31 mars 2012 de 4,2 MEUR de lignes de crédit court terme (découverts bancaires autorisés et non utilisés).

Au 31 mars 2012, la société n'a pas d'emprunt avec clause de remboursement anticipé, sauf aux Etats-Unis pour un emprunt d'un montant de 1,25 MUSD pour lesquels les ratios sont respectés.

4.2. Provisions pour risques et charges

en K€	31/03/2012		31/03/2011		31/03/2010	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant
Provisions pour risques						
Provisions pour pertes de change						
Provisions garanties & SAV		19		19		75
Provision litige URSSAF	-		-			139
Provision pour impôt - contrôle fiscal		117		117		117
Indemnités de départ la retraite ⁽¹⁾	76		52		40	
Autres provisions pour risques et charges		1				
TOTAL	76	137	52	136	40	331

⁽¹⁾ La provision constatée au 31 mars 2012 ne concerne que les seuls salariés français ; la valeur des droits relatifs aux salariés des sociétés étrangères a été estimée non significative.

4.3. Fournisseurs et autres passifs courants

en K€	31/03/12	31/03/11	31/03/10
Fournisseurs	10 328	8 417	7 448
FOURNISSEURS	10 328	8 417	7 448
Avances et acomptes	327	855	158
Fournisseurs Immobilisation	952	3 050	-
Dettes sociales	1 078	775	551
Dettes fiscales	1 081	921	945
Créditeurs divers	1 048	1 087	976
Passif financiers dérivés	-	-	303
AUTRES PASSIFS COURANTS	4 487	6 687	2 933

L'ensemble des passifs courants a une échéance inférieure à un an.

4.4. Instruments dérivés

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire ses expositions aux risques de taux d'intérêt et de change.

Au 31 mars 2012, la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidée des instruments financiers dérivés est la suivante :

Instruments de taux						KEUR		
Date	Valeur	Échéance	Description	Devise	Nominal	Index de réf.	Valeur de marché au 31/03/2012	Elément couvert
30/01/2009	30/01/2013	Vente de Floor - Achat de collar n°1		USD	544 KEUR	Lib3M	-7	Dette Acquisition Palco 2 720 KUSD
30/01/2009	30/01/2013	Achat de cap- Achat de collar n°1		USD	544 KEUR	Lib3M	0	Dette Acquisition Palco 2 720 KUSD
30/07/2009	30/01/2013	Achat de cap		USD	544 KEUR	Lib3M	0	non affecté
14/04/2010	12/04/2014	Achat de cap		USD	281 KEUR	Lib3M	0	Dette Acquisition Spartan Import DK
17/09/2010	30/09/2010	Vente de Floor - Achat de collar n°3		USD	1 000 KEUR	Lib3M	-11	Dette Acquisition Spartan Import DK
27/10/2011	31/12/2016	Achat de cap- Achat de collar n°4		USD	1 950 KEUR	Lib3M	-15	Dette Acquisition I2G 3MUSD
09/10/2007	28/09/2012	Swap		USD	2 000 KUSD	Lib3M	-3	Dette Acquisition Palco 2 000 KUSD
Total instruments dérivés de taux							-35	

Instruments de change						Valeur de marché au 31/03/2012	Elément couvert
Date	Valeur	Échéance	Description	Devises	Nominal 1	Nominal 2	
10/01/2012		10/01/2013	Achat/vente à terme USD	EUR/USD	935 KEUR	- 1 200 KUSD	38 Actif net I2G
30/09/2011		19/09/2012	Achat - call accumulateur	EUR/USD	811 KEUR	1 040 KUSD	0 non affecté
30/09/2011		19/09/2012	Vente - put accumulateur	EUR/USD	1 622 KEUR	2 080 KUSD	26 non affecté
16/11/2011		19/09/2012	Achat - call accumulateur	EUR/USD	629 KEUR	900 KUSD	0 non affecté
16/11/2011		19/09/2012	Vente - put accumulateur	EUR/USD	1 259 KEUR	1 800 KUSD	28 non affecté
10/01/2012		19/12/2012	Achat - call accumulateur	EUR/USD	819 KEUR	1 000 KUSD	0 non affecté
10/01/2012		19/12/2012	Vente - put accumulateur	EUR/USD	1 639 KEUR	2 000 KUSD	25 non affecté
06/12/2011		19/09/2012	Swap de change - achat/vente	EUR/USD	42 KEUR	- 60 KUSD	-3 non affecté
06/12/2011		19/09/2012	Swap de change - vente/achat	EUR/USD	- 47 KEUR	60 KUSD	-2 non affecté
16/11/2011		21/09/2012	Swap de change - vente/achat	EUR/USD	- 109 KEUR	140 KUSD	-4 non affecté
14/02/2012		14/02/2013	Swap de change - achat/vente	EUR/USD	3 000 KEUR	- 3 990 KUSD	19 Actif net I2G
20/03/2012		20/03/2013	Swap de change - achat/vente	EUR/USD	1 514 KEUR	- 2 000 KUSD	21 Actif net I2G
Total instruments dérivés de change							146
Total instruments dérivés nets (Actif)							111

Les valorisations utilisées sont celles fournies par les contreparties bancaires.

4.4.1 Instruments dérivés de taux

Les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie sont des swaps prêteurs taux variables – emprunteur taux fixes et des collars qui viennent fixer les coupons de dettes à taux variable.

Le montant inscrit directement dans les capitaux propres au titre des dérivés de taux en couverture de flux de trésorerie n'est pas significatif. L'inefficacité enregistrée sur ces relations de couverture est non significative.

Les flux contractuels associés aux swaps de taux sont payés de façon simultanée aux flux contractuels des emprunts à taux variables et le montant différé en autres éléments du résultat global est reconnu en résultat sur la période où le flux d'intérêt de la dette impacte le résultat.

4.4.2 Couverture d'investissement net à l'étranger

Les instruments financiers qualifiés de « couverture d'un investissement net » se décomposent, par nature, de la façon suivante :

Date Valeur	Échéance	Description	Devises	Nominal 1	Nominal 2
10/01/2012	10/01/2013	Achat/vente à terme USD	EUR/USD	935 KEUR	- 1 200 KUSD
14/02/2012	14/02/2013	Swap de change - achat/vente	EUR/USD	3 000 KEUR	- 3 990 KUSD
20/03/2012	20/03/2013	Swap de change - achat/vente	EUR/USD	1 514 KEUR	- 2 000 KUSD

Couverture des emprunts USD :

	solde en KEUR au 31/03/2012	9 293 KEUR	12 412 KUSD
	dont - 1 an	2 661 KEUR	3 554 KUSD
	dont à 5 ans	6 632 KEUR	8 858 KUSD
	dont + 5 ans	0 KEUR	0 KEUR

L'inefficacité enregistrée sur ces relations de couverture est non significative.

5. NOTE SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Secteurs opérationnels

Depuis le 1^{er} avril 2011, date d'intégration du Groupe I2G, Le Groupe Cybergun intervient sur deux secteurs d'activité : la distribution de jouets et répliques d'armes factices destinées au tir de loisir ou sportif et aux collectionneurs et le secteur des vidéos.

	Répliques d'armes factices	Jeux Vidéo	Groupe Cybergun	Répliques d'armes factices	Jeux Vidéo Pro-forma	Groupe Cybergun Pro-forma
COMPTE DE RÉSULTAT en K€	31/03/2012 12 mois	31/03/2012 12 mois	31/03/2012 12 mois	31/03/2011 12 mois	31/03/2011 12 mois	31/03/2011 12 mois
Chiffre d'affaires	81 357	3 347	84 703	73 698	4 743	78 441
Achats consommés	-54 711	-832	-55 543	-45 481	-1 260	-46 741
Marge brute	26 646	2 515	29 161	28 217	3 482	31 699
Autres produits de l'activité	1 207	25	1 232	1 115	0	1 115
Charges de personnel	-8 831	-170	-9 002	-7 598	0	-7 598
Charges externes	-14 893	-736	-15 629	-13 057	-535	-13 592
Impôts taxes et versements assimilés	-425		-425	-370	0	-370
Dotations aux amortissements et provisions	-1 990	-1 351	-3 341	-656	-903	-1 559
Gains et pertes de change	469	0	469	-213	0	-213
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	2 182	284	2 465	7 438	2 044	9 482
Autres produits et charges opérationnels	49	-20 284	-20 235	-62	0	-62
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	2 232	-19 999	-17 768	7 377	2 044	9 421
Produits/Pertes de trésorerie et	38		38	231	33	
Charge d'intérêts de l'emprunt obligataire	-1 233	-320	-1553	-1 157	0	
Coût de l'endettement court et moyen terme	-462	-571	-1 033	-482	0	
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-1 657	-891	-2 548	-1 408	33	-1 375
Autres produits et charges financiers	-15	2	-13	-195	196	1
Charge d'impôt	-1 475	-27	-1 502	-1 769	-383	-2 152
Quote Part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	-690	-690			
RÉSULTAT NET	-916	-21 606	-22 522	4 005	1 889	5 894

Les comptes de résultat pro-forma au 31 mars 2011 intègrent l'activité jeu vidéo comme si elle avait été acquise au 1^{er} avril 2010 et les principaux retraitements sont les suivants :

- Les intérêts de crédit pour le financement de la soulte de 4 MEUR évalués à 152 KEUR par an.
- L'annulation de la convention de prestation de services entre Frédéric Chesnais et I2G prévue dans le cadre de l'apport et estimée à 142 KEUR au 31 mars 2011
- Un impôt sur I2G.

Autres informations :

KEUR	Répliques d'armes factices 31/03/12	Jeux Vidéo 31/03/12	Groupe Cybergun 31/03/12
Goodwill	10 236	0	10 236
Immobilisations incorporelles nettes	7 246	5 254	12 501
Participations entreprises associées	25	3 552	3 577
Actifs d'impôts non courants	921	0	921
Dette brute CT et MT	39 750	15 703	55 453

Répartition de l'activité par zone géographique :

Zones Géographiques en K€	France	Reste du monde	TOTAL
Comptes annuels 31/03/2012			
Immobilisations incorporelles nettes	3 449	9 052	12 501
Immobilisations corporelles nettes	1 259	1 906	3 165
Chiffre d'affaires (12 mois)	10 031	74 673	84 703
Résultat opérationnel courant hors change	383	1 613	1 996
Comptes annuels 31/03/2011			
Immobilisations incorporelles nettes	3 545	3 135	6 680
Immobilisations corporelles nettes	1 179	1 091	2 270
Chiffre d'affaires (12 mois)	11 617	62 081	73 698
Résultat opérationnel courant hors change	4 095	3 495	7 590
Comptes annuels 31/03/2010			
Immobilisations incorporelles nettes	1 755	481	2 236
Immobilisations corporelles nettes	776	621	1 397
Chiffre d'affaires (12 mois)	9 178	41 533	50 711
Résultat opérationnel courant hors change	1 770	3 886	5 656

5.2. Caractère saisonnier des activités du groupe

Les activités du groupe ne présentent aucun caractère saisonnier.

5.3. Dotation aux amortissements et provisions

En K€	31/03/12	31/03/11	31/03/10
Immobilisations corporelles	668	396	397
Immobilisations incorporelles	1 595	505	324
Dotations nettes aux provisions pour R&C	24	-43	193
Dotations nettes aux provisions sur stock	546	-259	-61
Dotations nettes aux provisions de créances	508	57	-16
<i>Dotations nettes aux amortissements et provisions</i>	<i>3 341</i>	<i>656</i>	<i>837</i>

5.4. Gains et pertes de change

en K€	31/03/2012	31/03/2011	31/12/2010
Gains de change	3 508	2 424	1 359
Pertes de change	-3 149	-2 831	-1 766
<i>Total résultat de change</i>	<i>359</i>	<i>-407</i>	<i>-406</i>
dont :			
Résultat de change affectant le résultat opérationnel courant	469	-213	-373
Résultat de change affectant le résultat financier	-110	-194	-33
<i>Total résultat de change</i>	<i>359</i>	<i>-407</i>	<i>-406</i>

5.5. Salaires et charges

	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Salaires	7 258	5 817	4 492
Charges sociales	1 463	1 573	885
Avantages au personnel (plan d'actions gratuites)	281	207	74
<i>Total charges de personnel</i>	<i>9 002</i>	<i>7 598</i>	<i>5 451</i>
Provision engagements de retraite	24	12	2
<i>Total coût du personnel</i>	<i>9 026</i>	<i>7 610</i>	<i>5 453</i>

L'effectif employé comprend l'effectif salarié, c'est-à-dire l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunéré directement par le groupe et le personnel mis à disposition, personnel intérimaire et détaché ou prêté à l'entreprise, pour les entités consolidées par intégration globale.

	Effectif moyen au 31/03/2012	Effectif moyen au 31/03/2011	Effectif moyen au 31/03/2010
Employés	134	108	83
Cadres	31	30	28
<i>Total</i>	<i>165</i>	<i>138</i>	<i>111</i>
Effectif France	47	40	35
Effectif hors France	118	98	76
<i>Total</i>	<i>165</i>	<i>138</i>	<i>111</i>

5.6. Autres produits et charges opérationnels

Les produits et charges opérationnels non récurrents s'analysent de la manière suivante :

en K€	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Dotat° Prov. dépréciation goodwill I2G	-15 984		
Dotat° Provision perte de valeur jeux vidéo	-3 485		
Cession du jeu Blackwater	-930		
Gain exceptionnel s/compt de prix	187		
VNC des immo incorporelles	-39	-4	-37
VNC des immo corporelles	-1	-7	-52
Autres pdts et charges opérationnels	17	-51	-114
TOTAL	-20 235	-62	-203

5.7. Résultat financier

	31/03/12	31/03/11	31/03/10
Coût des emprunts obligataires	-1 553	-1 157	-763
Coût de l'endettement court et moyen terme	-1 033	-482	-379
Coût de l'endettement financier brut	-2 586	-1 639	-1 142
Produits des placements	38	231	-44
Reprise prov. / Perte de valeur des placements de trésorerie			347
Coût de l'endettement financier net	-2 548	-1 408	-840
Gains et pertes de change	-110	-194	-33
Autres	97	-1	438
Autres produits et charges financiers	-13	-195	405
TOTAL	-2 561	-1 603	-435

5.8. Charges d'impôts

Charge d'impôt sur le résultat :

en K€	31/03/12	31/03/11	31/03/10
Charge d'impôt exigible	1 278	2 155	1 440
Charge d'impôt différé	224	-387	382
Total charges d'impôt	1 502	1 769	1 822

Rapprochement entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt applicable :

en K€	31/03/12	31/03/11	31/03/10
Résultat de la période	-22 522	4 005	3 026
Quote part des résultats des sociétés mises en équivalence	690		
Dépréciation du Goodwill	15 984		
Charge d'impôt sur le résultat	1 502	1 769	1 822
Résultat avant impôt	-4 347	5 774	4 848
Taux d'impôt applicable à la Société	33,3%	33,3%	33,3%
Charge au taux d'impôt applicable à la Société	-1 449	1 924	1 616
Impact des taux d'impôt des juridictions étrangères	442	-147	162
Incidences différences permanentes	-17	-165	146
Effet du report variable	0	0	125
Déficit fiscal de l'année pour lequel aucun impôt différé n'a été comptabilisé	2019	174	30
Utilisations des déficits antérieurs	-14	-76	-219
Crédit d'impôts / Restitution d'impôts	0	0	-91
Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises	80	69	87
Autres	441	-10	-34
Total charge d'impôt	1 502	1 769	1 822

5.9. Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence

	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
IGGRL	-396		
SHANGAI	-181		
OW - WAR INC	-110		
Autres	-3		
TOTAL	-690	0	0

Aucune transaction n'est réalisée avec les sociétés mises en équivalence.

6. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

6.1. Engagements hors bilan

6.1.1 Existence d'emprunts assortis de clause de covenants

Au 31 mars 2012, la société n'a pas d'emprunt avec clause de covenants.

6.1.2 Instruments de couverture

Les contrats de couverture au 31 mars 2012 font l'objet d'une comptabilité de couverture et sont décrits aux notes 1.11.4 et 4.4.

6.1.3 Droit individuel à la formation (DIF)

La loi 2004-391 du 4 mai 2004 reconnaît aux salariés un droit individuel à la formation. Au 31 mars 2012, ce passif éventuel non provisionné est constitué de 3 461 heures.

6.1.4 Autres engagements hors bilan

en K€	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Engagements donnés			
Nantissement du fonds de commerce	21 610	5 745	0
Encours du factoring déconsolidé	725	530	
Engagements reçus			
Garantie Oséo	1 447	1 257	896

6.2. Parties liées

Relation avec la société Hobby Import

Dans le cadre des missions de conseil et de management qu'elle réalise, la société de droit belge Hobby Import, dont Monsieur Jérôme Marsac est gérant majoritaire, procède à une facturation à Microtrade. Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2012, ces prestations s'élèvent à 45 KEUR.

Cession du jeu Blackwater et de l'actif ITG

Cybergun a cédé à son actionnaire Frédéric Chesnais les droits de producteur exécutif sur le jeu vidéo Blackwater et pour l'actif ITG pour 3,2 MUSD (2,4 MEUR). Le paiement a été effectué essentiellement avec 200 000 actions Cybergun et l'abandon de son compte courant pour 1 MUSD.

6.3. *La rémunération globale des organes d'administration*

La rémunération globale des organes d'administration de la société mère s'élève au 31 mars 2012 à 251 KEUR.

Le nombre d'actions gratuites attribuées aux dirigeants est 6 539.

6.4. Honoraires des commissaires aux comptes

en K€	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Honoraires relatifs au contrôle légal :			
- DELOITTE & ASSOCIES	208	110	86
- ACOREX	96	64	41
Autres			
Total	304	174	127

6.5. Distribution de dividendes

L'assemblée générale de CYBERGUN du 8 septembre 2011 a voté une distribution de dividendes pour un montant global de 2 475 KEUR, dont 314 KEUR a été payé en actions.

6.6. Evènements post-clôture

Ligne de financement de 17,5 millions de dollars

Au cours du mois de mai 2012, Cybergun a conclu la mise en place d'une ligne de financement à 24 mois avec une des principales banques américaines basée au Texas. La ligne, d'un montant maximum de 17,5 millions de dollars, remboursable in fine sur 24 mois, porte intérêt au taux de Libor + 2,5%. Cette ligne est destinée à se substituer à une ligne court- terme existante et à financer l'activité des filiales américaines du groupe et est renouvelable à l'échéance.

CYBERGUN

Société Anonyme

9-11 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2012

ACOREX AUDIT
24, place Avesnières
B.P. 40602
53006 LAVAL Cedex

DELOITTE & ASSOCIES
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

CYBERGUN

Société Anonyme
9-11 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CYBERGUN, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- L'annexe des comptes annuels expose dans la note 1.1 « Immobilisations Incorporelles » les règles et méthodes comptables relatives aux modalités d'immobilisation, d'évaluation et d'amortissement des licences.
- L'évaluation des immobilisations financières est réalisée selon les règles et méthodes comptables décrites dans la note 1.3 « Immobilisations Financières » de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

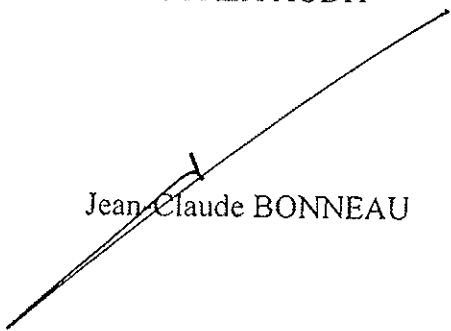
Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Laval et Neuilly, le 3 août 2012

Les commissaires aux comptes

ACOREX AUDIT



Jean-Claude BONNEAU

DELOITTE & ASSOCIES



Vincent BLESTEL

ACTIF		Exercice clos le 31/03/2012 (12 mois)			Exercice précédent 31/03/2011 (12 mois)		
		Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé	(0)						
Actif Immobilisé							
Frais d'établissement							
Recherche et développement							
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires		5 074 727	1 629 414	3 445 313	4,90	3 505 423	6,06
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles		45 479		45 479	0,06	45 479	0,08
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles							
Terrains							
Constructions							
Installations techniques, matériel & outillage industriels		1 847 545	960 620	886 925	1,26	846 721	1,46
Autres immobilisations corporelles		743 629	414 750	328 879	0,47	351 179	0,61
Immobilisations en cours							
Avances & acomptes		6 771		6 771	0,01	3 531	0,01
Participations évaluées selon mise en équivalence							
Autres Participations		17 170 127	15 947 949	1 222 178	1,74	415 627	0,72
Créances rattachées à des participations		18 964 472		18 964 472	26,96	100	0,00
Autres titres immobilisés		3 000		3 000	0,00		
Prêts		122 431		122 431	0,17	105 800	0,18
Autres immobilisations financières		391 132		391 132	0,56	209 092	0,36
TOTAL (I)		44 369 313	18 952 733	25 416 580	36,13	5 482 952	9,48
Actif circulant							
Matières premières, approvisionnements							
En cours de production de biens						37 825	0,07
En cours de production de services							
Produits intermédiaires et finis							
Marchandises		8 595 718	520 302	8 075 416	11,48	5 984 528	10,35
Avances & acomptes versés sur commandes							
Clients et comptes rattachés		12 039 286	467 646	11 571 640	16,45	20 918 899	36,18
Autres créances							
. Fournisseurs débiteurs							
. Personnel		17 388		17 388	0,02	16 763	0,03
. Organismes sociaux						1 862	0,00
. Etat, impôts sur les bénéfices		1 174 054		1 174 054	1,67	69 309	0,12
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		62 808		62 808	0,09	105 252	0,18
. Autres		14 879 964		14 879 964	21,15	14 353 406	24,82
Capital souscrit et appelé, non versé							
Valeurs mobilières de placement		1 742 949	129 854	1 613 096	2,29	668 309	1,16
Instruments de trésorerie							
Disponibilités		6 302 046		6 302 046	8,96	8 579 521	14,84
Charges constatées d'avance		141 206		141 206	0,20	228 984	0,40
TOTAL (II)		44 955 418	1 117 801	43 837 617	62,32	50 964 659	88,14
Charges à répartir sur plusieurs exercices	(III)	277 884		277 884	0,40	347 355	0,60
Primes de remboursement des obligations	(IV)						
Ecart de conversion actif	(V)	813 190		813 190	1,16	1 027 263	1,78
TOTAL ACTIF (0 à V)		90 415 805	20 070 534	70 345 271	100,00	57 822 229	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/03/2012 (12 mois)		Exercice précédent 31/03/2011 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 1 550 642)	1 550 642	2,20	1 056 231	1,83
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	31 061 833	44,16	13 121 146	22,69
Ecart de réévaluation				
Réserve légale	105 623	0,15	101 129	0,17
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	1 322 805	1,88	1 184 974	2,05
Report à nouveau	40 108	0,06	19 091	0,03
Résultat de l'exercice	-18 166 779	-25,82	2 616 982	4,53
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL(I)	15 914 231	22,62	18 099 552	31,30
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL(II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques	711 430	1,01	442 013	0,76
Provisions pour charges	1 519 512	2,16	168 973	0,29
TOTAL (III)	2 230 942	3,17	610 986	1,06
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires	9 144 396	13,00	9 144 000	15,81
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts	18 454 967	26,23	6 425 039	11,11
. Découverts, concours bancaires	10 982 091	15,61	9 973 265	17,25
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers				
. Associés	79 965	0,11	138 253	0,24
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 815 149	12,53	8 479 482	14,66
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	550 500	0,78	364 281	0,63
. Organismes sociaux	347 023	0,49	286 274	0,50
. Etat, impôts sur les bénéfices			412 481	0,71
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	242 551	0,34	368 579	0,64
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	169 181	0,24	138 229	0,24
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	50 000	0,07	1 050 000	1,82
Autres dettes	2 353 297	3,35	1 615 308	2,79
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL(IV)	51 189 120	72,77	38 395 192	66,40
Ecart de conversion passif (V)	1 010 978	1,44	716 500	1,24
TOTAL PASSIF (I à V)	70 345 271	100,00	57 822 229	100,00

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/04/2011 au 31/03/2012

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT				Exercice clos le 31/03/2012 (12 mois)	Exercice précédent 31/03/2011 (12 mois)	Variation absolue (12 / 12)	%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
Ventes de marchandises	10 030 610	33 470 129	43 500 739	98,30	56 233 522	97,98	-12 732 783	-22,63
Production vendue biens								
Production vendue services		752 738	752 738	1,70	1 160 310	2,02	-407 572	-35,12
Chiffres d'Affaires Nets	10 030 610	34 222 867	44 253 477	100,00	57 393 832	100,00	-13 140 355	-22,89
Production stockée			-37 825	-0,08	37 825	0,07	-75 650	-199,99
Production immobilisée			117 787	0,27	50 000	0,09	67 787	135,57
Subventions d'exploitation								
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			4 178 315	9,44	796 465	1,39	3 381 850	424,61
Autres produits			93 132	0,21	284 928	0,50	-191 796	-67,30
Total des produits d'exploitation (I)			48 604 886	109,83	58 563 051	102,04	-9 958 165	-16,99
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			36 162 796	81,72	42 508 045	74,06	-6 345 249	-14,92
Variation de stock (marchandises)			-2 548 190	-5,75	746 054	1,30	-3 294 244	-441,55
Achats de matières premières et autres approvisionnements			679 710	1,54	943 406	1,64	-263 696	-27,94
Variation de stock (matières premières et autres approv.)								
Autres achats et charges externes			8 322 411	18,81	5 707 433	9,94	2 614 978	45,82
Impôts, taxes et versements assimilés			321 619	0,73	267 919	0,47	53 700	20,04
Salaires et traitements			2 315 777	5,23	1 898 518	3,31	417 259	21,98
Charges sociales			928 785	2,10	821 757	1,43	107 028	13,02
Dotations aux amortissements sur immobilisations			522 285	1,18	472 156	0,82	50 129	10,62
Dotations aux provisions sur immobilisations								
Dotations aux provisions sur actif circulant			637 585	1,44	136 763	0,24	500 822	366,20
Dotations aux provisions pour risques et charges			24 139	0,05	11 922	0,02	12 217	102,47
Autres charges			1 136 254	2,57	1 074 531	1,87	61 723	5,74
Total des charges d'exploitation (II)			48 503 171	109,60	54 588 504	95,11	-6 085 333	-11,14
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			101 715	0,23	3 974 547	6,93	-3 872 832	-97,43
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)								
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)								
Produits financiers de participations			585 081	1,32			585 081	N/S
Produits des autres valeurs mobilières et créances					1 703	0,00	-1 703	-100,00
Autres intérêts et produits assimilés			683 430	1,54	315 548	0,55	367 882	116,59
Reprises sur provisions et transferts de charges			615 255	1,39	276 506	0,48	338 749	122,51
Différences positives de change			2 655 644	6,00	1 707 032	2,97	948 612	55,57
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			164 809	0,37	251 123	0,44	-86 314	-34,36
Total des produits financiers (V)			4 704 220	10,63	2 551 912	4,45	2 152 308	84,34
Dotations financières aux amortissements et provisions			16 936 733	38,27	309 461	0,54	16 627 272	N/S
Intérêts et charges assimilées			1 559 996	3,53	748 354	1,30	811 642	108,46
Différences négatives de change			3 224 245	7,29	1 875 163	3,27	1 349 082	71,94
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements			117 406	0,27	12 783	0,02	104 623	818,45
Total des charges financières (VI)			21 838 381	49,35	2 945 762	5,13	18 892 619	641,35
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			-17 134 161	-38,71	-393 850	-0,68	-16 740 311	N/S
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-17 032 447	-38,48	3 580 697	6,24	-20 613 144	-575,66

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/04/2011 au 31/03/2012

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/03/2012 (12 mois)		Exercice précédent 31/03/2011 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	17 195	0,04	170	0,00	17 025	N/S
Produits exceptionnels sur opérations en capital	979	0,00	8 704	0,02	-7 725	-88,74
Reprises sur provisions et transferts de charges			139 447	0,24	-139 447	-100,00
Total des produits exceptionnels (VII)	18 174	0,04	148 321	0,26	-130 147	-87,74
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	88 268	0,20	162 360	0,28	-74 092	-45,62
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	74 381	0,17	30 964	0,05	43 417	140,22
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 326 467	3,00			1 326 467	N/S
Total des charges exceptionnelles (VIII)	1 489 116	3,36	193 324	0,34	1 295 792	670,27
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-1 470 942	-3,31	-45 003	-0,07	-1 425 939	N/S
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	-336 609	-0,75	918 712	1,60	-1 255 321	-136,63
Total des Produits (I+III+V+VII)	53 327 280	120,50	61 263 284	105,74	-7 936 004	-12,94
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	71 494 059	161,56	58 646 302	102,18	12 847 757	21,91
RÉSULTAT NET	-18 166 779	-41,04	2 616 982	4,56	-20 783 761	-794,18
	<i>Perte</i>		<i>Bénéfice</i>			
Dont Crédit-bail mobilier	5 922	0,01	582	0,00	5 340	917,53
Dont Crédit-bail immobilier						

NOTES ANNEXES

Sommaire

PREAMBULE

1	REGLES ET METHODES COMPTABLES	3
1.1	Immobilisations incorporelles	3
1.2	Immobilisations corporelles	4
1.3	Immobilisations financières.....	4
1.3.1	Titres de participation.....	4
1.3.2	Autres immobilisations financières	4
1.4	Stocks	4
1.5	Créances	5
1.6	Opérations en devises	5
1.7	Provisions pour risques et charges.....	5
1.8	Engagements de retraite et autres avantages accordés aux salariés des sociétés françaises	6
1.9	Valeurs mobilières de placement.....	6
1.10	Chiffre d'affaires	6
1.11	Résultat exceptionnel.....	7
1.12	Instruments dérivés.....	7
2	FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	8
2.1	Augmentations de capital	8
2.2	Acquisition de la société Interactive Game Group (I2G)	8
2.3	Dotation exceptionnelle d'une provision pour perte dans la sous-filiale Tech Group Hong Kong... 8	
3	NOTES SUR LE BILAN ACTIF	9
3.1	Immobilisations brutes	9
3.2	Amortissements et provisions d'actif	9
3.3	Détail des immobilisations et amortissements en fin de période.....	9
3.4	Etat des créances.....	10
3.5	Provisions pour dépréciation de l'actif circulant	10
3.6	Produits à recevoir par postes du bilan	10
3.7	Valeurs mobilières de placement.....	11
3.8	Charges constatées d'avance	11
3.9	Charges à répartir	11
4	NOTES SUR LE BILAN PASSIF	11
4.1	Capital social	11
4.2	Variations des capitaux propres.....	12
4.3	Provisions pour risques et charges.....	12
4.4	Etat des dettes	13
4.5	Dettes auprès des établissements de crédit	13
4.6	Dettes représentées par des effets de commerce.....	14
4.7	Charges à payer par postes du bilan	14
5	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	14
5.1	Ventilation du chiffre d'affaires	14
5.2	Résultat d'exploitation.....	15
5.2.1	Reprises de provisions et transferts de charges d'exploitation	15
5.2.2	Autres achats et charges externes	15
5.2.3	Autres charges	15
5.3	Résultat financier.....	16
5.4	Perte de change.....	16
5.5	Résultat exceptionnel.....	16
5.6	Ventilation de l'impôt.....	17
5.7	Accroissements et allégements de la dette future d'impôts	17
6	AUTRES INFORMATIONS	17
6.1	Effectif moyen	17

6.2	Ecart de conversion.....	18
6.3	Indemnités de fin de carrière	18
6.4	Droits individuels à la formation (DIF)	18
6.5	Plan de Stock Options.....	18
6.6	Rémunération des dirigeants	18
6.7	Eléments concernant les entreprises liées et les participations	19
6.8	Tableau des filiales et participations	20
6.9	Engagements donnés	21
6.9.1	Effets escomptés non échus	21
6.9.2	Instruments de couverture	21
6.10	Résultat par action	22
7	EVENEMENTS POST CLOTURE	22
7.1	Ligne de financement de 17,5 millions de dollars	22
8	DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE	23
8.1	Produits à recevoir	23
8.2	Charges à payer	24
8.3	Charges constatées d'avance	24

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31 mars 2012 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31 mars 2011 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 70 345 271,46

Le résultat net comptable est une perte de 18 166 779,36 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1 Immobilisations incorporelles

Les droits d'enregistrement de marques, les inscriptions de marques payées à l'INPI, l'OMPI ou autres organismes assurent des protections pour 10 ans minimum. Ils sont ensuite renouvelés pour une durée de 10 ans. Ces investissements sont amortis sur 10 ans soit la durée de protection.

Les licences exclusives de reproduction sont dépréciées suivant la durée des contrats, selon le mode linéaire.

Ces licences sont analysées à chaque clôture des comptes en fonction des flux de chiffre d'affaires futurs estimés.

Lorsque des licences de marques sont louées en contrepartie d'une redevance annuelle, cette dernière est comptabilisée en charges sur la période.

Les logiciels sont dépréciés sur 1 an suivant le mode linéaire.

1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

La nature des immobilisations figurant à l'actif du bilan de l'entreprise ne justifie pas leur ventilation par composant.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Désignation	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
Installations techniques	5 ans	Linéaire
Moules	10 ans	Linéaire
Agencements	5 à 10 ans	Linéaire
Vitrines en dépôt	8 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	Linéaire / dégressif
Mobilier	5 ans	Linéaire

1.3 Immobilisations financières

1.3.1 Titres de participation

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour la valeur brute historique, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire est déterminée par référence à la situation nette comptable et à la valeur d'utilité de la société.

Les frais d'acquisition des titres de participation sont comptabilisés en charges.

1.3.2 Autres immobilisations financières

Le risque de non recouvrement des dépôts et cautionnement est estimé à chaque arrêté et éventuellement provisionné.

Les prêts en devises étrangères sont réévalués au cours de clôture. La perte de change latente éventuelle est alors provisionnée.

1.4 Stocks

Les stocks de marchandises et d'accessoires sont évalués selon la méthode du coût d'achat moyen unitaire pondéré.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production.

Les stocks acquis en devise sont valorisés au cours du jour d'achat.

Les coûts indirects pris en compte dans la valorisation des stocks d'encours et de produits finis ne comprennent que ceux liés à la production.

Les stocks font l'objet, par référence, d'un calcul de rotation sur la base des historiques de ventes et des prévisions commerciales. Il est constaté une provision statistique sur la base des risques d'écoulement identifiés.

1.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur vénale est inférieure à leur valeur comptable.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il apparaît une perte probable en respectant le principe de prudence. Les provisions pour dépréciation constatées sont individualisées et ne résultent pas d'une estimation globale.

1.6 Opérations en devises

Les créances, les dettes et les disponibilités en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en euro sur base du cours du jour de l'opération.

A la clôture de l'exercice, toutes les opérations figurant au bilan sont converties sur la base du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes, les différences de conversion sont inscrites à des comptes d'écart de conversion actif et passif.

Pour information, le cours de conversion du dollar utilisé au 31 mars 2012 est de 1,3356 contre 1,4207 au 31 mars 2011.

Les pertes latentes éventuellement constatées sur les créances et dettes en devises, options de change et contrats de couverture à terme de devises sont provisionnées. Toutefois, pour certaines créances et dettes libellées dans la même devise et lorsque les termes sont jugés suffisamment voisins, le montant de la dotation pour perte de change est limité à l'excédent des pertes sur les gains latents.

1.7 Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite envers un tiers, résultant d'événements passés, qui provoquera probablement ou certainement une sortie de ressources et dont l'évaluation peut être effectuée avec une fiabilité suffisante.

Les provisions comprennent notamment :

- des engagements de retraite et autres avantages,
- des pertes de change latentes,
- des litiges,
- des opérations financières présentant une valeur de marché négative (swap / futurs...).

1.8 Engagements de retraite et autres avantages accordés aux salariés des sociétés françaises

Les engagements en matière d'indemnité de départ en retraite sont pris en compte par des provisions pour retraite dans les sociétés du groupe.

Les provisions pour retraite ont été calculées en évaluant selon la méthode rétrospective ce que le Groupe devrait verser à ses salariés partant en retraite.

Les principales hypothèses retenues dans le calcul des engagements à la retraite sont les suivantes :

- obligations définies par les conventions collectives (convention 3130 Jeux, jouets et articles de fête) ;
- méthode prospective fondée sur les salaires et les droits de fin de carrière ;
- tables de mortalités ; (table de mortalité TD 2003-2005 qui différencie les hommes et les femmes) ;
- dates de départ à la retraite ; 65 ans ;
- taux de progression des salaires (1,00 %) ;
- taux de rotation du personnel en fonction de la tranche d'âge ; 7% l'an pour les moins de 30 ans ; 4% pour les 30/40 ans ; 2% pour les 40/50 ans et 1 % les plus de 50 ans ;
- taux d'actualisation annuel de 3,07% ;
- charges patronales : 45% pour les non-cadres et 50 % pour les cadres.

1.9 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites au bilan pour la valeur brute historique, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les valeurs mobilières de placement comprennent notamment les actions propres détenues par Cybergun ainsi que tout instrument de placement court terme de trésorerie.

Lorsque la valeur de marché des valeurs mobilières de placement est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée à hauteur de la différence.

1.10 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachées à ces produits, les ventes de marchandises et les frais de port facturés.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens ou la réalisation du service.

En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client que le transfert des risques est réalisé, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront à la société. Dans le cas d'accords prévoyant une acceptation formelle des biens, équipements ou services reçus par le client, le chiffre d'affaires est en principe différé jusqu'à la date d'acceptation

Le fait générateur de chiffre d'affaires par catégorie de transaction est le suivant :

<u>Nature des transactions :</u>	<u>Fait générateur de chiffre d'affaires</u>
Ventes de marchandises	Livraison de bien
Transports sur ventes	Livraison de bien
Redevances de sous-licences	Encaissement de la redevance

1.11 Résultat exceptionnel

Les éléments exceptionnels sont les produits ou les charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires du groupe et qui ne sont pas, en conséquence, sensés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

1.12 Instruments dérivés

Le Groupe utilise divers instruments financiers afin de réduire son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt. Certaines opérations conformes à la politique de gestion des risques de taux et de change de la société ne répondant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont comptabilisées comme des instruments à des fins de transaction et les pertes latentes résultantes sont provisionnées.

Pour Cybergun, les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon deux types de relations de couverture : de flux de trésorerie ou d'investissement net dans une activité à l'étranger :

- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecterait le résultat net présenté ;
- La couverture d'un investissement net à l'étranger couvre l'exposition au risque de change de l'actif net (y compris les prêts considérés comme faisant partie de l'investissement) de l'activité à l'étranger.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme, d'un flux de trésorerie ou d'un investissement net à l'étranger est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

1.13 Recherche et développement

1.1.1 Frais de développement

Les frais de développement sont immobilisés dès lors que les six critères sont respectés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente.
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre.
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle.
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle.
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés qui remplissent les critères sont inscrits à l'actif du bilan. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 6 ans.

2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

2.1 *Augmentations de capital*

Au cours de la période, CYBERGUN a procédé à cinq augmentations de capital :

- Le 1^{er} avril 2011 pour un montant de 12,8 MEUR au profit de Monsieur Frédéric Chesnais pour l'acquisition du Groupe I2G,
- Le 11 juillet 2011 pour un montant de 2,5 MEUR avec maintien du droit préférentiel de souscription au profit de l'ensemble des actionnaires, dans le cadre du financement de la politique de croissance externe du Groupe,
- Le 12 juillet 2011 pour un montant de 2,8 MEUR, augmentation de capital réservée avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de studios de développement de premier plan dans l'univers du jeu vidéo pour le lancement de jeux mobiles et de jeux sociaux «free to play» avec lesquels CYBERGUN a conclu des accords stratégiques dans ce domaine.
- Le 8 décembre 2011 pour un montant de 0,3 MEUR, augmentation de capital consécutive au paiement par action du dividende .
- Et le 30 mars 2012 pour un montant de 0,3 MEUR, augmentation de capital réservée, en accord avec le contrat d'acquisition de la filiale Spartan Import US.

Les frais d'augmentation de capital ont été imputés sur le montant sur la prime d'émission à hauteur de 0,3 MEUR, soit 0,2 MEUR net d'impôt.

2.2 *Acquisition de la société Interactive Game Group (I2G)*

CYBERGUN a conclu au 1^{er} avril 2011 l'acquisition de la société I2G, spécialisée dans la valorisation de droits intellectuels dans l'univers du jeu vidéo. Cet investissement s'inscrit dans une stratégie de diversification dans la perspective de développer un portefeuille de jeux vidéo et de bénéficier des synergies avec le métier historique de Cybergun (Soft Air).

Le montant de l'acquisition s'élève à 16,8 MEUR pour 100% du capital et le paiement a été réalisé par échange de titres pour 12,8 MEUR, ayant donné lieu à la création de 1.050.000 actions nouvelles et en numéraire pour le solde.

Compte tenu des difficultés du marché du jeu vidéo et des performances économiques d'I2G (baisse de 50% du chiffre d'affaires), le management a décidé de procéder à une analyse économique du portefeuille de jeux. Le résultat de cette analyse a conduit à une dépréciation des actifs d'I2G. Suite à l'ajustement de valeur d'inventaire des actifs nets d'I2G au 31 mars 2012, les titres de participation ont fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 16 MEUR.

2.3 *Dotation exceptionnelle d'une provision pour perte dans la sous-filiale Tech Group Hong Kong.*

L'activité paintball pour enfants engagée par Cybergun en 2008 au travers de sa sous-filiale Cybergun Hong Kong se montrant également décevante, la direction a décidé de provisionner la situation nette-négative de Tech Group Honk Kong à concurrence de 1,3MEUR.

3 NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 Immobilisations brutes

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Actif immobilisé valeurs brutes	31/03/2011	Aug.	Diminution	31/03/2012
Immobilisations incorporelles	4 991 382	128 824		5 120 206
Immobilisations corporelles	2 318 176	285 069	5 301	2 597 944
Immobilisations financières	730 618	35 960 163	39 619	36 651 162
TOTAL	8 040 176	36 374 056	44 920	44 369 312

L'augmentation des immobilisations financières pour 36,4 M€ concerne principalement l'acquisition des titres I2G et les créances rattachées aux participations (prêts aux filiales).

3.2 Amortissements et provisions d'actif

Amortissements et provisions	31/03/2011	Aug.	Diminution	31/03/2012
Immobilisations incorporelles	1 440 481	188 934		1 629 415
Immobilisations corporelles	1 116 746	263 881	5 257	1 375 370
Immobilisations financières	0	15 947 949 ⁽¹⁾		15 947 949
TOTAL	2 557 227	16 400 764	5 257	18 952 734

⁽¹⁾ Cf note 2.2.

3.3 Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant brut	Amortis.	Valeur nette	Mode/Durée
Logiciels	76 818	71 351	5 467	Linéaire 1 an
Licences et marques	4 997 910	1 558 066	3 439 844	linéaire 10 à 30 ans
Autres immo.incorporelles	9 248	0	9 248	Non amortissable
Installations techniques	113 281	81 201	32 080	Linéaire 5 ans
Moules	1 734 263	879 419	854 844	linéaire 10 ans
Agencements	293 118	68 804	224 314	Linéaire 5 à 10 ans
Installation vidéo-surveillance	36 193	6 880	29 313	Linéaire 8 ans
Vitrines en dépôts	113 502	113 502	0	Linéaire 8 ans
Mat. de transport	83 484	55 442	28 042	Linéaire 3 à 5 ans
Mat. de bureau et informatique	205 862	162 946	42 916	Linéaire/dégressif 3 à 5 ans
Mobilier	11 469	7 174	4 295	Linéaire 5 ans
Acompte versé s/ immo. corporelles	6 771	0	6 771	Non amortissable
Acompte versé s/ immo. incorporelles	36 231	0	36 231	Non amortissable
TOTAL	7 718 150	3 004 785	4 713 364	

3.4 Etat des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	18 964 472	2 581 328	16 383 144
Prêts accordés au personnel	122 431	122 431	
Dépôts et cautionnements	391 132		391 132
<i>Sous-total créances immobilisées</i>	<i>19 478 035</i>	<i>2 703 759</i>	<i>16 774 276</i>
Clients douteux	625 432	625 432	
Autres créances clients	11 413 853	11 413 853	
Personnel et comptes rattachés	17 388	17 388	
Fournisseurs débiteurs	1 548 013	1 548 013	
Etat - impôt s/ les bénéfices	1 270 599	1 270 599	
Etat - taxe s/ la valeur ajoutée	62 808	62 808	
Etat - autres impôts	10 198	10 198	
Groupe et associés	12 920 807	12 920 807	
Débiteurs divers	400 946	400 946	
Charges constatées d'avance	141 206	141 206	
<i>Sous-total créances de l'actif circulant</i>	<i>28 411 250</i>	<i>28 411 250</i>	<i>0</i>
Total	47 889 285	31 115 009	16 774 276

3.5 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant

Nature des provisions	au 31/03/2011	Augmentation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	au 31/03/2012
Stock et en-cours	63 000	457 302			520 302
Créances clients	287 362	180 283			467 645
Valeur mobilières de placement	25 741	338 744	234 632		129 853
<i>TOTAL</i>	<i>376 103</i>	<i>976 329</i>	<i>234 632</i>	<i>-</i>	<i>1 117 800</i>

3.6 Produits à recevoir par postes du bilan

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	165 961
Clients et comptes rattachés	270 139
Autres créances	57 166
Organismes sociaux	
Disponibilités	12 112
<i>TOTAL</i>	<i>505 378</i>

3.7 Valeurs mobilières de placement

Titres	31/03/2012				31/03/2011			
	Quantité	Coût historique	Valeur d'inventaire	Plus ou moins-values	Quantité	Coût historique	Valeur d'inventaire	Plus ou moins-values
Actions propres	226 764	1 532 264	1 310 696	-221 568	21 681	192 558	263 641	71 083
SICAV		3	4	1		137 194	124 952	-12 242
Obligations cotées		198 570	229 337	30 767		348 775	352 899	4 124
Obligations - Coupons courus		12 112	15 523	3 411		15 523	15 523	0
<i>TOTAL</i>		1 742 949	1 555 560	-187 389		694 050	757 015	62 965

3.8 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance pour 141 206 euros ne sont composées que de charges d'exploitation dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

3.9 Charges à répartir

Nature	Durée		31/03/2011	Augmentation	Diminution	31/03/2012
	amortissement	étalement				
Frais d'émission emprunt obligataire	6		347 355	0	69 471	277 884
<i>TOTAL</i>			347 355	-	69 471	277 884

4 NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 Capital social

Mouvements des titres	Total Nbre d'actions	Capital social
Titres en début d'exercice	3 220 426	1 056 231 €
Augmentation de capital - paiement dividende en act°	35 152	11 529 €
Augmentation de capital - apport en nature titres	1 050 000	344 378 €
Augmentation de capital - apport en numéraire	194 109	63 664 €
Augmentation de capital - compensation de créances	228 190	74 841 €
<i>Total</i>	4 727 877	1 550 642 €

Selon détail en note 2.1.

4.2 Variations des capitaux propres

	Solde au 31/03/2011 avant affectation	Variation	Affectat° résultat	Distribut° dividendes	Résultat de l'exercice	Solde au 31/03/2012 avant affectation
Capital	1 056 231	494 412				1 550 642
Prime d'émission	13 121 146	17 940 687				31 061 833
Réserve légale	101 129		4 494			105 623
Autres réserves	1 184 974		137 831			1 322 805
Report à nouveau	19 091			21 018		40 109
Résultat N-1	2 616 982		-142 325	-2 474 657		0
Résultat de l'exercice					-18 166 779	-18 166 779
<i>Total capitaux propres</i>	<i>18 099 552</i>	<i>18 435 099</i>	<i>0</i>	<i>-2 453 639</i>	<i>-18 166 779</i>	<i>15 914 232</i>

L'assemblée générale de CYBERGUN du 8 septembre 2011 a voté une distribution de dividende 0,53 euro par action, soit un montant de 2 475 KEUR.

4.3 Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	31/03/2011	Aug.	Reprise utilisées	Reprise non utilisées	31/03/2012
Prov. SAV	19 338	0	0	0	19 338
Prov. pour perte de change - (cf note 1.6)	421 879	626 650	380 623	0	667 906
Prov. pour perte sur instrument de couverture (cf note 6.9.3)	796	23 390	0	0	24 186
Prov. pour départ à la retraite - (cf note 1.8)	52 356	24 139	0	0	76 495
Prov. pour impôt ⁽¹⁾	116 617	0	0	0	116 617
Autre provision pour risques et charges ⁽²⁾	0	1 326 400	0	0	1 326 400
<i>TOTAL</i>	<i>610 986</i>	<i>2 000 579</i>	<i>380 623</i>	<i>0</i>	<i>2 230 942</i>

⁽¹⁾ La provision pour impôt se rapporte à un rappel d'impôt sur les sociétés notifié suite à un contrôle fiscal au cours de l'exercice clos le 31 mars 2010.

⁽²⁾ Compte-tenu de la situation nette négative de la sous-filiale Tech Group Hong Kong, une provision pour risque a été constatée afin de couvrir un éventuel abandon de créance cf note.2.3

4.4 Etat des dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Découvert bancaire	5 396 137	5 396 137		
Avance en devises	5 585 954	5 585 954		
Emprunt obligataire ⁽¹⁾ - cf note 2.4	9 144 396	144 396	9 000 000	
Emprunts bancaires	18 454 967	5 547 584	11 942 383	965 000
Fournisseurs	8 815 150	8 815 150		
Dettes sur immobilisations	50 000	50 000		
Dettes fiscales & sociales	1 309 255	1 309 255		
Comptes-courants des sociétés du Groupe	79 965	79 965		
Autres dettes	2 353 297	2 353 297		
TOTAL	51 189 121	29 281 738	20 942 383	965 000

⁽¹⁾ Le 22 septembre 2010, Cybergun SA a émis un emprunt obligataire dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Montant : 90 000 obligations émises au nominale de 100 euros, soit 9 MEUR
- Durée : 6 ans
- Taux fixe d'intérêt de 8%, coupon versé trimestriellement
- Remboursement prévu in fine avec possibilité d'un remboursement anticipé au pair des obligations à partir d'octobre 2011
- Obligations cotées sur NYSE Euronext Paris.

Les frais d'émission de l'emprunt obligataire se sont élevés à 417 KEUR, ces frais font l'objet d'un étalement sur la durée de l'emprunt.

Montants des intérêts courus non échus au 31 mars 2012 : 144 396 EUR

Les concours bancaires courants correspondent à des autorisations de lignes de découverts classiques révocables à 90 jours auprès de 9 établissements financiers.

La société dispose au 31 mars 2012 de 3,1 MEUR de lignes de crédit court terme (découverts bancaires autorisés et non utilisés).

4.5 Dettes auprès des établissements de crédit

	au 31/03/2011	Augmentation	Remboursements	au 31/03/2012
Emprunts bancaires LMT	6 413 072	14 484 622	2 497 168	18 400 526
Intérêts courus	11 967	54 441	11 967	54 441
TOTAL	6 425 039	14 539 063	2 509 135	18 454 967

4.6 Dettes représentées par des effets de commerce

Origine des effets de commerce	Montant
Dettes financières	0
Fournisseurs et assimilés	5 508 713
Autres dettes	0
<i>TOTAL</i>	<i>5 508 713</i>

Les effets de commerce concernent essentiellement des crédits documentaires.

4.7 Charges à payer par postes du bilan

Charges à payer	Montant
Emp.& dettes financières div.	274 019
Fournisseurs	1 069 212
Dettes fiscales & sociales	793 846
Autres dettes	786 437
<i>TOTAL</i>	<i>2 923 514</i>

5 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT 31/03/2012	Montant HT 31/03/2011
Vente de marchandises hors Union Européenne	23 841 642	36 541 167
Vente de marchandises France	10 030 611	11 612 532
Vente de marchandises Union Européenne	9 628 488	8 079 823
Redevances sous-licences	22 836	33 473
Prestations de services Export (transport)	714 855	891 024
Autres activités annexes	15 046	235 814
<i>TOTAL</i>	<i>44 253 477</i>	<i>57 393 832</i>

5.2 Résultat d'exploitation

5.2.1 Reprises de provisions et transferts de charges d'exploitation

	Montant
Transferts de charges d'exploitation - divers	66 071
Transferts de charges d'exploitation - refacturation honoraires aux filiales	1 009 640
Transferts de charges d'exploitation - prestations jeux vidéos à la filiale I2G	3 102 604
TOTAL	4 178 315

5.2.2 Autres achats et charges externes

Nature des charges	31/03/2012	31/03/2011
Achat prestations jeux vidéos	3 102 604 ⁽²⁾	
Sous-traitance	200 021	333 752
Location du matériel	44 699	42 171
Location et charges immobilières	325 627	298 039
Entretien du matériel	113 799	119 778
Assurances	179 890	123 136
Frais d'études et de recherches	69 335	65 030
Personnel intérimaire	84 976	111 293
Commissions versées	223 782	200 207
Honoraires	1 580 337	1 402 876
Frais de publicité et de communication financière	934 458	981 203
Frais de transport et de déplacements	1 069 995	1 162 618
Frais de télécommunications	140 975	157 741
Services bancaires et divers	251 914	292 762
Frais d'émission emprunt obligataire	0	416 826 ⁽¹⁾
Total	8 322 411	5 707 433

⁽¹⁾ Frais retraités en transfert de charge d'exploitation et inscrits en charges à répartir sur plusieurs exercices, amortis sur la durée de l'emprunt (6 ans).

⁽²⁾ Prestations refacturées à la filiale I2G (cf note 5.2.1).

5.2.3 Autres charges

Natures des charges	31/03/2012	31/03/2011
Redevances licences marques	851 372	823 942
Pertes sur créances irrécouvrables	8 163	131 794
Jetons de présence	30 000	20 000
Charges diverses de gestion courante	246 719	98 795
Total	1 136 254	1 074 531

5.3 *Résultat financier*

Composantes du résultat financier	31/03/2012	31/03/2011
Dotat° prov. Déprec. Titres I2G	-15 947 949	
Résultat de change	-814 628	-303 480
Gain/perte sur instruments de couverture	-49 911	80 298
Résultat de cession des V.M.P.	47 403	238 340
Provision pour dépréciation des VMP	-104 112	-25 241
Intérêts emprunt obligataire	-720 396	-324 000
Intérêts des financements bancaires (court ou moyen/long terme)	-803 062	-347 445
Charges financières diverses	-10 017	-29 572
Autres produits financiers (intérêts des créances commerciales, des c/c Groupe)	683 430	317 251
Produits financiers relatifs aux prêts consentis aux filiales	585 081	
<i>Total</i>	<i>-17 134 161</i>	<i>-393 849</i>

5.4 *Perte de change*

Le solde net des gains et des pertes de change s'établit comme suit :

	Résultat réalisé au 31/03/2012	Résultat réalisé au 31/03/2011
Gains de change	2 655 644	1 707 032
Pertes de change	-3 224 245	-1 875 163
Reprise provision perte de change	380 623	148 871
Dotation provision perte de change	-626 650	-284 220
<i>Total</i>	<i>-814 628</i>	<i>-303 480</i>

5.5 *Résultat exceptionnel*

	31/03/2012	31/03/2011
Pénalités, amendes	-4 255	-15 836
Mali/Boni sur actions propres attribuées au personnel	-73 357	-22 238
Dotation aux provisions exceptionnelles ⁽¹⁾	-1 326 400	
Divers	-66 929	-6 929
<i>Total</i>	<i>-1 470 942</i>	<i>-45 003</i>

⁽¹⁾ cf note 4.3 – à concurrence de la situation nette négative de la sous-filiale Tech Group Hong Kong.

5.6 Ventilation de l'impôt

Niveau de résultat	Avant impôt	Base Imp.	Impôt	Après impôt
Résultat d'exploitation	101 715	79 113	0	101 715
Résultat financier	-17 134 161	-413 941	0	-17 134 161
Résultat exceptionnel	-1 470 942	-140 287	0	-1 470 942
Impôt sur les sociétés imputés s/ prime émission			111 156	-111 156
Crédit d'impôt recherche et export			-289 409	289 409
Déficit reporté en arrière			-158 356	158 356
TOTAL	-18 503 388	-475 115	-336 609	-18 166 779

5.7 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

	Assiette	taux	Impôts
Allègements			
Provision C3S	48 361	33,33%	16 119
Provision Effort Construction	9 138	33,33%	3 046
Engagement retraite	76 495	33,33%	25 496
Ecart de conversion passif	1 010 978	33,33%	336 959
TOTAL	1 144 972		381 619

	Assiette	taux	Impôts
Accroissements			
Ecart de conversion actif	813 190	33,33%	271 036
TOTAL	813 190		271 036

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Effectif moyen

Catégories de salariés	31/03/2012	31/03/2011
Cadres	15	13
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	32	27
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
Total	47	40

6.2 Ecart de conversion

	Ecart actif	Ecart passif
Diminution des créances clients	41 327	
Diminution des prêts accordés aux filiales	168 288	
Diminution des comptes-courants des filiales	78 951	
Augmentation des dettes fournisseurs	16 349	
Augmentation des dettes financières	508 275	
Augmentation des créances clients		49 714
Augmentation des prêts accordés aux filiales		503 499
Augmentation des comptes-courant des filiales		245 158
Dim. des dettes fournisseurs		133 830
Dim. des dettes financières		78 777
<i>Total écart de conversion</i>	<i>813 190</i>	<i>1 010 978</i>

6.3 Indemnités de fin de carrière

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite se chiffrent à 76 495 EUR au 31 mars 2012.

Ils sont comptabilisés en provision pour risques et charges, charges sociales incluses.

6.4 Droits individuels à la formation (DIF)

La loi 2004-391 du 4-5-2004 reconnaît aux salariés un droit individuel à la formation (DIF). Au 31 mars 2012, les salariés de la société ont acquis 3 461 heures au titre du DIF.

6.5 Plan de Stock Options

Le conseil d'administration du 8 décembre 2010, a émis le principe d'un plan d'émission de 90 000 options de souscription d'actions, destinées aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions au prix unitaires de 12 EUR.

Le conseil d'administration du 8 septembre 2011, a émis le principe d'un plan d'émission de 130 000 options de souscription d'actions, destinées aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions au prix unitaires de 10,50 EUR.

6.6 Rémunération des dirigeants

La rémunération globale des organes d'administration s'élève à 251 KEUR.

6.7 Eléments concernant les entreprises liées et les participations

<i>RUBRIQUE</i>	Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	Entreprises liées
Actif immobilisé		
Participations	25 049	17 145 078
Créances rattachées à des participations		18 964 472
Autres immobilisations corporelles		
Actif circulant		
Créances clients et comptes rattachés	6 308	8 226 747
Autres créances		12 921 593
Dettes		
Dettes financières diverses		1 540 806
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		96 404
Autres dettes		343 936
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		50 000
Compte de résultat		
Produits de participations		585 081
Autres produits financiers		593 044
Charges financières		
Autres produits exceptionnels		
Charges constatées d'avance		2 186

Les entreprises liées sont celles qui appartiennent au Groupe dont Cybergun SA est l'entité consolidante. Toutes les transactions réalisées avec ces entités sont conclues à des conditions normales de marché. Seule la société Freiburghaus est comprise dans la rubrique « *Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation* ».

6.8 Tableau des filiales et participations.

Filiales et participations	Date dernier ex. clos	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties à la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex.
A – Renseignements globaux concernant les filiales & participations											
<i>Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>											
MICROTRADE	31/03/2012	25 000	-279 497	100%	273 678	273 678			950 653	48 209	
CYBERGUN Italie	31/03/2012	30 000	-13 338	100%	30 000	30 000			2 123 777	50 843	
SPARTAN IMPORTS DK (ex GUNS Danemark)	31/03/2012	16 800	130 683	100%	83 900	83 900			5 400 260	-280 995	
(1 EUR=7,4405 DKK au 31/3/2012)											
I2G (USA)	31/03/2012	75	1 385 062	100%	17 145 078	1 197 129			2 913 603	-5 245 768	
(1EUR= 1,3356 USD au 31/3/2012)											
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>											
Freiburghaus (Suisse)		143 954	26 392	22%	25 049	25 049			157 878	-10 997	
(1 EUR =0,79974 CHF au 31/12/2010)											
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations											
<i>- Filiales non reprises en A:</i>											
a) Françaises											
b) Etrangères											
<i>Participations non reprises en A:</i>											
a) Françaises											
b) Etrangères											

Cybergun sa est la société mere établissant des comptes consolidés.

6.9 Engagements

6.9.1 Effets escomptés non échus

Au 31 mars 2012, le montant d'effets escomptés « valeur » s'élève à 1 271 387 euros.

6.9.2 Instruments de couverture

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire ses expositions aux risques de taux d'intérêt et de change.

Au 31 mars 2012, la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidée des instruments financiers dérivés est la suivante :

Instruments de taux						KEUR	
Date	Valeur	Échéance	Description	Devise	Nominal	Index de réf.	Valeur de marché au 31/03/2012 Elément couvert
30/01/2009	30/01/2013	Vente de Floor - Achat de collar n°1	USD	544 000	Lib3M	-7	Dette Acquisition Palco 2 720 KUSD
30/01/2009	30/01/2013	Achat de cap- Achat de collar n°1	USD	544 000	Lib3M	0	Dette Acquisition Palco 2 720 KUSD
30/07/2009	30/01/2013	Achat de cap	USD	544 000	Lib3M	0	non affecté
14/04/2010	12/04/2014	Achat de cap	USD	281 000	Lib3M	0	Dette Acquisition Spartan Import DK
17/09/2010	30/09/2010	Vente de Floor - Achat de collar n°3	USD	1 000 000	Lib3M	-11	Dette Acquisition Spartan Import DK
27/10/2011	31/12/2016	Achat de cap- Achat de collar n°4	USD	1 950 000	Lib3M	-15	Dette Acquisition I2G 3MUSD
09/10/2007	28/09/2012	Swap	USD	2 000 000	Lib3M	-3	Dette Acquisition Palco 2 000 KUSD
Total instruments dérivés de taux						-35	

Instruments de change						Valeur de marché au 31/03/2012	
Date	Valeur	Échéance	Description	Devises	Nominal 1	Nominal 2	Elément couvert
10/01/2012	10/01/2013	Achat/vente à terme	USD	EUR/USD	935 KEUR	- 1 200 KUSD	38 Actif net I2G
30/09/2011	19/09/2012	Achat - call accumulateur	EUR/USD	811 KEUR	1 040 KUSD	0	non affecté
30/09/2011	19/09/2012	Vente - put accumulateur	EUR/USD	1 622 KEUR	2 080 KUSD	26	non affecté
16/11/2011	19/09/2012	Achat - call accumulateur	EUR/USD	629 KEUR	900 KUSD	0	non affecté
16/11/2011	19/09/2012	Vente - put accumulateur	EUR/USD	1 259 KEUR	1 800 KUSD	28	non affecté
10/01/2012	19/12/2012	Achat - call accumulateur	EUR/USD	819 KEUR	1 000 KUSD	0	non affecté
10/01/2012	19/12/2012	Vente - put accumulateur	EUR/USD	1 639 KEUR	2 000 KUSD	25	non affecté
06/12/2011	19/09/2012	Swap de change - achat/vente	EUR/USD	42 KEUR	- 60 KUSD	-3	non affecté
06/12/2011	19/09/2012	Swap de change - vente/achat	EUR/USD	- 47 KEUR	60 KUSD	-2	non affecté
16/11/2011	21/09/2012	Swap de change - vente/achat	EUR/USD	- 109 KEUR	140 KUSD	-4	non affecté
14/02/2012	14/02/2013	Swap de change - achat/vente	EUR/USD	3 000 KEUR	- 3 990 KUSD	19	Actif net I2G
20/03/2012	20/03/2013	Swap de change - achat/vente	EUR/USD	1 514 KEUR	- 2 000 KUSD	21	Actif net I2G
Total instruments dérivés de change						146	
Total instruments dérivés nets (Actif)						111	

6.9.3 Autres engagements hors bilan

en K€	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Engagements donnés			
Nantissement du fonds de commerce	21 610	5 745	0
Encours du factoring déconsolidé	725	530	
Engagements reçus			
Garantie Oséo	1 447	1 257	896

6.10 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de la société, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le calcul du résultat dilué par action tient compte le cas échéant, des conséquences qu'aurait eu l'ensemble des instruments dilutifs sur le calcul du résultat de la période et sur celui du nombre d'actions. Les BSA émis sur la période ainsi que les stocks options sont notamment considérés comme étant intégralement convertis en actions à l'échéance, ce qui entraîne un effet dilutif sur le résultat par action.

	31 mars 2012	31 mars 2011
Résultat par action (€)	-4,013	0,858
Résultat dilué par action (€)	-3,961	0,848

6.11 Parties liées*Relation avec la société Hobby Import*

Dans le cadre des missions de conseil et de management qu'elle réalise, la société de droit belge Hobby Import, dont Monsieur Jérôme Marsac est gérant majoritaire, procède à une facturation à Microtrade. Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2012, ces prestations s'élèvent à 45 KEUR.

Cession du jeu Blackwater et de l'actif ITG

Cybergun a cédé à son actionnaire Frédéric Chesnais les droits de producteur exécutif sur le jeu vidéo Blackwater et pour l'actif ITG pour 3,2 MUSD (2,4 MEUR). Le paiement a été effectué essentiellement avec 200 000 actions Cybergun et l'abandon de son compte courant pour 1 MUSD.

7 EVENEMENTS POST CLOTURE**7.1 Ligne de financement de 17,5 millions de dollars**

Au cours du mois de mai 2012, Cybergun a conclu la mise en place d'une ligne de financement à 24 mois avec une des principales banques américaines basée au Texas. La ligne, d'un montant maximum de 17,5 millions de dollars, remboursable in fine sur 24 mois, porte intérêt au taux de Libor + 2,5%. Cette ligne est destinée à se substituer à une ligne court- terme existante et à financer l'activité des filiales américaines du groupe et est renouvelable à l'échéance.

8 DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

8.1 Produits à recevoir

Produits à recevoir s/ prêts Groupe	
Groupe - intérêts courus s/ prêts	165 961
total	165 961

Produits à recevoir s/ clients et comptes rattachés	
Groupe - avoirs à recevoir	786
total	786

Produits à recevoir s/ clients et comptes rattachés	
Clients - factures à établir	9 932
Groupe - factures à établir	260 207
total	270 139

Produits à recevoir s/ Etat	
Etat - produits à recevoir	10 198
total	10 198

Produits à recevoir s/ autres débiteurs	
Divers - produits à recevoir	46 182
total	46 182

Produits à recevoir s/ VMP - coupons courus	
total	12 112

8.2 Charges à payer

Emprunts & dettes auprès des éblts de crédit	
Intérêts courus s/ emprunt obligataire	144 396
Intérêts courus s/ prêts LMT	54 441
Intérêts courus à payer s/ concours bancaires	75 182
total	274 019

Dettes fournisseurs et cptes rattachés	
Fourn.- fact. non parvenues	987 044
Groupe - fact.non parvenues	82 168
total	1 069 212

Dettes fiscales et sociales	
Dettes prov. pour congés à payer	167 586
Dettes rtt	1 720
Personnel - autres charges À payer	109 642
Prov / attrib actions gratuites	267 980
Charges s/conges payés	76 488
Charges sur rtt	846
Org.sociaux charges à payer	55 634
Etat - charges à payer	862
Prov. taxe d'apprentissage	3 171
Prov. form. profess. continue	7 461
Prov. effort construction	10 280
Prov. CET	26 246
Prov. C3S	48 361
Prov. médecine du travail	1 701
Prov. taxe foncière	15 867
total	793 845

Autres dettes	
Divers - charges à payer	18 578
Charges à payer sur licences	373 923
Groupe - avoirs à établir	343 936
Clients - avoirs à établir	50 000
total	786 437

8.3 Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	
Charges diverses d'exploitation	141 206
total	141 206

CYBERGUN

Société Anonyme

9 - 11 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des Commissaires aux Comptes

établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce,
sur le rapport du Président du Conseil d'administration

Exercice clos le 31 mars 2012

ACOREX
24, place Avesnières
B.P. 40602
53006 LAVAL Cedex

DELOITTE & ASSOCIES
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

CYBERGUN
Société Anonyme
9 - 11 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des Commissaires aux Comptes établi
en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce
sur le rapport du Président du Conseil d'administration

Exercice clos le 31 mars 2012

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société CYBERGUN et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 mars 2012.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

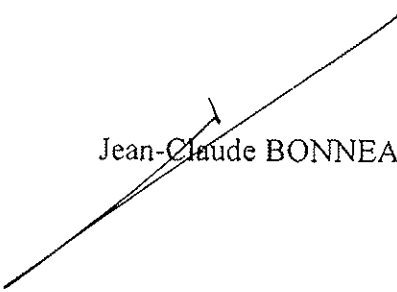
Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Laval et Neuilly, le 3 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

ACOREX AUDIT

Jean-Claude BONNEAU



DELOITTE & ASSOCIES

Vincent BLESTEL



CYBERGUN S.A.

Rapport du Président du Conseil d'administration sur la composition du conseil, les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil, et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société

Le présent rapport a été approuvé par le conseil d'administration du 10 juillet 2012.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225.37 du Code du commerce, l'objet de ce rapport est de vous rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de contrôle interne au titre de l'exercice clos le 31 mars 2012. Il présente de plus la position du Conseil d'Administration par référence aux recommandations AFEP-MEDEF « Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées » AFEP- MEDEF de décembre 2008 disponible sur le site : <http://www.code-afep-medef.com>.

Les Commissaires aux Comptes vous présenteront, par ailleurs, un rapport joint à leur rapport général présentant leurs observations sur les procédures de contrôle interne présentées ci-après qui sont relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. L'objectif de ce rapport est de permettre à ses lecteurs de « connaître les processus et les méthodes de travail ainsi que la répartition des pouvoirs des organes dirigeants qui conduisent aux décisions par ces derniers » (exposé des motifs de la loi de sécurité financière).

Pour l'exercice 2011/2012, la société a poursuivi les actions permettant un rapprochement progressif de son contrôle interne vers le cadre proposé par l'AMF dans sa recommandation du 22 juillet 2010 et adapté à la taille de la Société avec le « Guide de mise en œuvre du cadre de référence des valeurs moyennes et petites » dit code Middlednext.

Le Groupe entend poursuivre cette évolution sur les exercices suivants jusqu'à être en totale cohérence avec le référentiel précité. Le rapport couvre la société-mère Cybergun sa ainsi que l'ensemble des filiales consolidées.

1- CONFORMITE AUX RECOMMANDATIONS DU CODE AFEP-MEDEF DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE DES SOCIETES COTEES DE DECEMBRE 2008.

La société applique les recommandations qui constituent le Code de gouvernement d'entreprise de l'AFEP-MEDEF (décembre 2008) la concernant.

Ainsi les dispositions suivantes de ce Code ont été écartées

La représentation de catégories spécifiques : non appliquée / non applicable

L'évaluation du conseil d'administration : non appliqué

Les comités du conseil : non appliqué

Le comité des comptes : non appliqué

Le comité de sélection ou des nominations : non appliqué

Le comité des rémunérations : non appliqué

Options d'actions (Stock options) et actions de performance : non appliquée / non applicable

Indemnités de départ: non appliqué/ non applicable

Régimes de retraite supplémentaires: non appliqué/ non applicable

1.1 Rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux

Le Conseil d'Administration respecte, en matière de Rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux, les recommandations du Code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise.

La rémunération des dirigeants et mandataires sociaux : Le Président, Mr Jérôme MARSAC perçoit une rémunération fixe de 57,960 EURO brut ; le Directeur General, Mr Olivier GUALDONI perçoit une rémunération fixe de 69,997 EURO brut et une partie variable de 48,025 EURO brut, soit un total de 118,022 EURO brut. La partie variable est déterminée sur la base de l'évolution de différents paramètres d'activité, les critères ne sont pas précisés ici pour des raisons de confidentialité.

1.2 Contrats de travail bénéficiant aux dirigeants mandataires sociaux

Le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général ne bénéficient pas d'un contrat de travail.

La société s'engage à examiner les situations de cumul avec un contrat de travail lors des éventuels renouvellement de mandats en cours.

Le Conseil d'Administration se réserve l'opportunité d'autoriser le cumul contrat de travail / cumul de mandat social dans le strict respect des règles existantes (propositions au sein du conseil).

1.3 Options d'actions (Stock options), actions gratuites

Le Conseil d'Administration entend respecter, en cas d'attribution future d'options d'actions ou d'actions gratuites, les recommandations du Code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise, et en particulier les suivantes :

- Conditions de performance,
- Mise en place d'un dispositif d'association de ses salariés aux performances, soit par une large répartition des stock-options ou des actions gratuites.
- Pas d'attribution à un mandataire lors de son départ,
- Attribution pour des quantités proportionnées,
- Respect d'une même période calendaire d'attribution, d'année en année, entre l'arrêté des comptes annuels et l'assemblée générale les approuvant.

1.4 Indemnités de départ, régimes de retraite supplémentaires

Aucun mandataire social ne bénéficie de régimes de retraite supplémentaire spécifique.

2- CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2.1 Le conseil d'Administration et la Stratégie

Conformément aux dispositions statutaires la société est administrée par un conseil d'administration composé de trois à dix-huit membres.

Au 31 Mars 2012, l'administration de la société est confiée à un conseil d'administration de 4 membres dont deux sont considérés comme indépendant.

Le mandat des administrateurs est de 6 années. Il prend fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Conformément aux décisions du conseil d'administration du 11 janvier 2005, Monsieur Jérôme MARSAC Président du conseil d'administration ne cumule pas cette fonction avec celle de Directeur Général.

Conformément à l'article 10 des statuts, le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires. Il se saisit de toutes questions intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède à un examen détaillé de la marche des affaires : évolution des ventes, des achats, des marges ainsi que des dettes et créances et de la situation financière.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportun.

Pour plus d'information se reporter au document REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION consultable au siège social de la société.

2.2 Composition du Conseil

Administrateurs indépendants

Préalablement à l'exposé de ces conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration, je vous rappelle que le Conseil d'Administration comprend deux membres indépendants (2 sur 4), selon la définition reprise par le Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDED de décembre 2008*. Le pourcentage d'administrateurs indépendants est de 50%, et donc supérieur au tiers, ratio préconisé par le Code de Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDED de décembre 2008.

- : *A savoir, une personne qui « n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement ».*

Sur la base des critères retenus sont qualifiées d'administrateurs indépendants les personnes suivantes

Monsieur Olivier AVRIL
Monsieur Jean-Marc AZOULAY
Monsieur Eric GRUAU

À ce jour le Conseil est composé par :

Monsieur Jérôme MARSAC, Président,

Monsieur Thierry LEVANTAL, administrateur indépendant

Monsieur Eric GRUAU administrateur indépendant

Monsieur Olivier AVRIL administrateur indépendant

Les administrateurs possèdent chacun des actions de l'entreprise.

Les autres mandats ou fonctions exercées par les membres du Conseil d'Administration

Monsieur Jérôme MARSAC, Président, détient les mandats suivants :

- Président de la S.A CYBERGUN, 9/11 rue Henri Dunant, 91070 BONDOUFLE
- Gérant de la Sarl MICROTRADE, 3 rue des Foyers, 1-1537 Luxembourg
- Gérant de la Sarl JUILLARD, 9-11 rue Henri-Dunant, 91070 Bondoufle
- Gérant de la société ASGUN
- Directeur de la société CYBERGUN HONG KONG
- Administrateur de la société CYBERGUN INTERNATIONAL
- Chairman of the board et Chief Executive Officer de la société PALCO
- Administrateur délégué de la sa HOBBY IMPORT

Monsieur Thierry LEVANTAL, administrateur indépendant, ne détient pas de mandat.

Monsieur Eric GRUAU administrateur indépendant détient les mandats suivants

Gérant de la société DISTRITRADE
Gérant de la société Crystal Cove
Administrateur de la Caisse d'Epargne de la Mayenne

Monsieur Olivier AVRIL administrateur indépendant détient les mandats suivants

- Gérant de FIGEST SOLUTIONS SARL
- Gérant de la société ACTING FINANCE

Conflits d'intérêts

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs à l'égard de Cybergun SA des membres du Conseil d'Administration et leurs intérêts privés.

Equilibre des représentations Homme-Femme

La composition du Conseil d'Administration a historiquement été dictée par la détention d'une participation significative au capital, et la compétence spécifique du métier de la société. De fait, l'actionnariat de Cybergun demeure principalement masculin. L'absence de femme au Conseil d'Administration de Cybergun est le fruit de ce contexte mais le Conseil d'Administration n'est pas fermé à l'idée d'accueillir en son sein des femmes.

2.3 Fréquence des réunions

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Et en particulier, le Conseil d'Administration a comme principe de se réunir formellement pour l'examen des comptes semestriels et annuels en présence du Président et de l'ensemble des administrateurs.

Les autres réunions formelles sont consacrées notamment à l'examen de sujets de croissances externes, de cessions de participation, et de l'organisation de la Direction de l'entreprise.

Au cours de l'exercice 2011 (clos au 31 mars 2012), le conseil d'administration s'est réuni 7 fois.

Les points suivants ont été abordés :

Examen des comptes sociaux et consolidés, annuels et semestriels

Examen du budget 2011 et des perspectives

Analyse des grandes orientations stratégiques et validation des acquisitions en cours et futurs

Examen des acquisitions passées

Examen et validation des projets de croissance externe.

Examen des engagements financiers pour l'exercice à venir.

Mouvements sur les titres

Politique de distribution d'actions gratuites et options de souscription d'actions en faveur des salariés du groupe.

2.4 Convocations des Administrateurs

Les statuts ne prévoient pas de règles particulières de convocation du conseil.

Les Administrateurs sont convoqués quelques jours préalablement à toute réunion par tous moyens : téléphone, fax, courriel etc...

Les convocations comportant l'ordre du jour sont adressées avant chaque réunion, avec les documents nécessaires à leur préparation.

Conformément à l'article L823-17 du Code de Commerce, les Commissaires aux Comptes sont convoqués aux réunions du Conseil qui ont examiné et arrêté les comptes semestriels ainsi que les comptes annuels.

Les commissaires aux comptes assistent à toutes les séances du conseil d'administration à chaque fois que celui-ci est appelé à délibérer sur les comptes de la société, sur convocation par lettre ou tout autre moyen prévu par les dispositions statutaires.

2.5 Information des Administrateurs

Tous les documents et informations nécessaires à la mission des Administrateurs leur ont été communiqués dans les délais nécessaires.

2.6 Tenue des réunions

Les réunions du Conseil d'Administration se déroulent au siège social ou en tout autre lieu.

2.7 Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont établis dans les jours qui suivent chacune des réunions et communiqués sans délai à tous les Administrateurs.

2.8 Hors bilan et risques de l'entreprise

Dans le cadre de ses échanges, le Conseil d'Administration analyse notamment les évolutions des engagements hors bilan ainsi que les risques significatifs auxquels pourraient être exposée l'entreprise : conjoncture, répartition du mix client, dépendance vis-à-vis d'hommes clés, gestion des opérations de croissance, procédure judiciaire, engagements financiers.

2.9 Evaluation du Conseil d'Administration. Comité d'audit

Étant donné la taille et la structure de la société, il n'existe pas de comité d'audit et la société se place dans le cadre de l'exemption de l'article 823-20 4° du code de commerce.

2.10 Evaluation du Conseil d'Administration. Comité des rémunérations et des nominations.

Étant donné la taille et la structure de la société, il n'existe pas de comité de rémunération.

2.11 Rémunération des membres du Conseil et des organes de direction

Au titre de l'exercice 2011, les membres du Conseil d'Administration sont Jérôme MARSAC, Eric GRUAU en remplacement de Jean Pierre LE COUADOU (novembre 2011), Jean-Marc AZOULAY et Olivier AVRIL.

Les montants bruts des jetons de présence et autres rémunérations perçus par les membres du Conseil d'Administration au cours des deux derniers exercices sont présentés dans les tableaux suivants :

Jérôme MARSAC	Montants versés au cours de l'exercice 2011/2012 (31/03/2012)	Montants versés au cours de l'exercice 2010/2011 (31/03/2011)
Jetons de présence	0	0
Autres rémunérations	57 960 €	57 960 €
Total Jérôme MARSAC	57 960 €	57 960 €
Jean Pierre LE COUADOU		
Jetons de présence	12 000 €	4 000 €
Autres rémunérations	0	0
Total Jean Pierre LE COUADOU	12 000 €	4 000 €
Eric GRUAU		
Jetons de présence	0	0
Autres rémunérations	0	0
Total Eric GRUAU	0	0
Jean Marc AZOULAY		
Jetons de présence	8 000 €	6 000 €
Autres rémunérations	0	0

Total Jean Marc AZOULAY	8 000 €	6 000 €
Olivier AVRIL		
Jetons de présence	10 000 €	20 000 €
Autres rémunérations	0	0
Total Olivier AVRIL	10 000 €	20 000 €

La seule rémunération des administrateurs au titre de l'exercice 2011/2012 (excepté Jérôme MARSAC) est constituée de jetons de présence. Le montant des jetons de présence alloué est de 30 000 euros.

Rémunération Globale des Dirigeants Mandataires Sociaux

Le conseil d'administration du Groupe CYBERGUN a décidé, le 2 décembre 2008, d'adhérer à l'unanimité des présents, aux recommandations du MEDEF et de l'AFEP sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de la société. Ces recommandations portent sur la prohibition du cumul du contrat de travail avec un mandat social de dirigeant, la proscription des parachutes dorés, le renforcement de l'encadrement des régimes de retraite supplémentaires, l'attribution de stock options en lien avec la politique d'association au capital, l'amélioration de la transparence sur les éléments de rémunérations des dirigeants.

Au titre de l'exercice 2011/2012, clos au 31 mars 2012, les dirigeants mandataires sociaux sont Monsieur Jérôme MARSAC, Président du Conseil d'Administration, et Monsieur Olivier GUALDONI, Directeur Général.

Au titre de l'exercice 2010/2011, clos au 31 mars 2011, les dirigeants mandataires sociaux sont Monsieur Jérôme MARSAC, Président du Conseil d'Administration, et Monsieur Olivier GUALDONI, Directeur Général.

L'ensemble des rémunérations des dirigeants mandataires sociaux figure dans les tableaux de synthèse suivants :

Jérôme MARSAC – Président du Conseil d'Administration (non exécutif)	31/03/2012	31/03/2011
Rémunérations dues au titre de l'exercice	57 960 €	57 960 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	0	0
Total	57 960 €	57 960 €

Au 31/03/2012, dans le cadre des missions de conseil et de management qu'elle réalise, HOBBY IMPORT a procédé à une facturation de prestations de 45 000 € auprès de MICROTRADE (filiale à 100% de CYBERGUN). HOBBY IMPORT est la holding de Jérôme MARSAC.

Olivier GUALDONI – Directeur Général	31/03/2012	31/03/2011
Rémunérations dues au titre de l'exercice	118 022 €	98 157 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice*	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	3 468 €	20 868 €
Total	121 490 €	119 025 €

* compte tenu de l'écart entre la valeur du cours à la clôture de l'exercice et la valeur d'exercice de l'option, la valorisation des options est retenue pour zéro.

Il n'existe pas d'engagement pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux correspondant à des éléments de rémunération, un régime de retraite supplémentaire, des indemnités ou des avantages susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions postérieurement à celles-ci.

Le détail sur les rémunérations dues et versées au titre des exercices 2011/2012 et 2010/2011 sont les suivants :

	31/03/2012		31/03/2011	
Jérôme MARSAC – Président du Conseil d'Administration	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	57 960 €	57 960 €	57 960 €	57 960 €
Rémunération variable	0	0	0	0
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	0	0	0	0
Avantages en nature	0	0	0	0
Total	57 960 €	57 960 €	57 960 €	57 960 €

	31/03/2012		31/03/2011	
Olivier GUALDONI – Directeur Général	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	69 997 €	69 997 €	66 989 €	66 989 €
Rémunération variable	48 025 €	48 025 €	31 168 €	31 168 €
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	0	0	0	0
Avantages en nature	0	0	0	0
Total	118 022 €	118 022 €	98 157 €	98 157 €

Options de souscription d'actions de l'émetteur attribuées aux mandataires sociaux et dirigeants mandataires sociaux.

Stock-options

Plan de stock-options réservé aux salariés

L'assemblée générale extraordinaire du 25 septembre 2008 a autorisé le conseil d'administration à consentir à certains salariés de la société des options de souscriptions dans la limite de 60 000 actions au prix de 5,50 EUR avant le 2 décembre 2010 ; au terme de cette période le nombre d'actions souscrites s'est élevé à 49 000 actions, soit une libération de 269 500 EUR représentant une augmentation de capital de 16 070,94 EUR et une prime d'émission de 253 429,06 EUR.

Le conseil d'administration du 8 décembre 2010, après approbation par l'assemblée générale, a émis le principe d'un plan d'émission de 90 000 options de souscription d'actions, destinées aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions au prix unitaires de 12 EUR.

Le conseil d'administration du 8 septembre 2011, sous réserve d'une prochaine approbation par l'assemblée générale, a émis le principe d'un plan d'émission de 130 000 options de souscription d'actions, destinées aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions au prix unitaires de 10,50 EUR.

Actions propres

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

En date du 31 mars 2012, le groupe détient 249 694 actions propres contre 40 867 actions au 31 mars 2011 (actions Cybergun) au prix historique total de 1 723 KEUR. La valeur boursière des actions propres s'établit au 31 mars 2012 à 1 443 KEUR sur la base du cours de bourse de la société Cybergun SA de 5,78 EUR

Monsieur GUALDONI est le seul dirigeant mandataire social bénéficiaire d'options de souscription d'actions attribuées durant l'exercice 2010/2011 et l'exercice 2011/2012.

A date du présent document, aucune option de souscription d'actions du plan N°2 et du plan N°3 n'a été exercée. Les modalités de ces stocks options sont décrites au point précédent.

Actions de Performance attribuées aux Mandataires sociaux et dirigeants mandataires sociaux

Au titre de l'exercice 2011/2012 clos au 31 mars 2012, il existe un mandataire social attributaire d'actions de performance : Olivier GUALDONI.

	N° et date du plan	Nombre d'actions attribuées	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Date d'acquisition	Date de disponibilité
Olivier GUALDONI					
<i>Résolution 10 -AGM 12 déc. 2006</i>	N°1 24/01/2007	500	2 360 €	24/01/2009	24/01/2011
<i>Résolution 10 -AGM 12 déc. 2006</i>	N°2 02/12/2008	400	2 262 €	02/12/2010	02/12/2012
<i>Résolution 18 -AGM 23 sept. 2009</i>	N°3 08/07/2009	1 000	5 655 €	08/07/2011	08/07/2013
<i>Résolution 18 -AGM 23 sept. 2009</i>	N°4 09/12/2009	2 300	13 006 €	09/12/2011	09/12/2013 29/06/2014
<i>Résolution 17-AM 09 sept. 2010</i>	N°5 29/06/2010	1 739	21 146 €	29/06/2012	
<i>Resolution CA du 08 sept 2011</i>	N°6 08/0/2011	600	3 468 €	08/09/2013	08/09/2015
Total		6 539			

Le Conseil d'Administration de CYBERGUN, réuni le 8 septembre 2011, a procédé à l'attribution d'actions gratuites au bénéfice des salariés du Groupe : ce plan N°6 porte sur 10 000 actions (9 926 après prise en compte de renoncations d'attribution) dont l'attribution gratuite sera effective au terme d'une période d'acquisition de deux ans qui s'achèvera le 08 septembre 2013. A l'issue de cette période d'acquisition, les bénéficiaires sont tenus de conserver les actions en question, sans pouvoir les céder pendant une période de conservation de deux ans. La date de disponibilité des actions attribuées dans le cadre de ce plan est fixée au 08 septembre 2015.

A la date du présent document, il existe un mandataire social attributaire d'actions de performance : Olivier GUALDONI.

A titre d'information, le Conseil d'Administration, réuni le 8 septembre 2011, a décidé d'attribuer 600 actions gratuites à Olivier GUALDONI.

Les critères d'attribution et conditions de performance des plans mis en œuvre sont les suivants :

- Ancienneté du salarié ;
- Implication du salarié dans le fonctionnement et les objectifs du groupe ;
- Performance individuelle du salarié, comprenant la réalisation des objectifs individuels du salarié, et sa participation à la réalisation des objectifs du groupe ;

- Engagement personnel du salarié, ainsi qu'au sein de son équipe ;
- Prise en compte des notions de développement durable ;
- Prise en compte des impératifs de sécurité ;
- Prise en compte des impératifs de respect de la réglementation ;
- Prise en compte et amélioration de la démarque inconnue.

Régime complémentaire de retraite, contrat de travail.

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
Jérôme MARSAC		X		X		X		X
Olivier GUALDONI		X		X		X		X

Sommes provisionnées ou constatées par la société aux fins de versement de pensions, de retraite ou d'autres avantages.

Les avantages du personnel postérieurs à l'emploi concernent uniquement les engagements du Groupe en matière d'indemnités de fin de carrière. L'engagement du Groupe pour les salariés des sociétés françaises est pris en compte sous forme de provision.

En K€	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Indemnités de départ à la retraite*	76	52	40

**La provision constatée au 31 mars 2012 ne concerne que les salariés français ; la valeur des droits relatifs aux salariés des sociétés étrangères a été estimée « non significative ».*

Sur la base du mode de fonctionnement de chaque régime et des données fournies par chaque pays, les obligations futures de l'employeur ont été évaluées sur la base d'un calcul actuariel appelé « méthode des unités de crédit projetées » (« projected unit credit method »). Cette méthode consiste à déterminer la valeur des prestations futures probables et actualisées de chaque salarié au moment de son départ en fin de carrière.

Ces calculs actuariels intègrent diverses hypothèses :

- Obligations définies par les conventions collectives ;
- Tables de mortalité ;
- Dates de départ à la retraite ;
- Taux de progression des salaires et de rotation du personnel ;
- Taux de rendement d'un placement financier « sans risque ».

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés en compte de résultat.

Conventions

Conformément à l'article L 225-39 du Code de Commerce, le Président a établi la liste des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales intervenant entre la société et les personnes physiques ou morales énumérées à l'article L 225-38 du Code de Commerce.

3-CONTROLE INTERNE

Le rapport sur le contrôle interne a été élaboré par le Président en collaboration avec la direction financière.

Le contrôle interne est un processus mis en œuvre par le Conseil d'Administration, les dirigeants et le personnel destinés à fournir une assurance raisonnable quant à l'atteinte des objectifs suivants

- l'optimisation de la gestion des structures opérationnelles dans le respect des orientations stratégiques données,
- l'identification des risques inhérents à l'exploitation, - la fiabilité des informations comptables, financières et de gestion, - conformité des opérations aux lois et réglementations en vigueur, - maîtrise des risques d'erreur et de fraude à l'intérieur de la société et du Groupe.

Ces objectifs sont traduits dans l'environnement de contrôle interne instauré notamment par la Direction Générale : la décentralisation des activités du Groupe conduit à déléguer en confiance et à privilégier la transparence en contrepartie d'exigences en matière de comptes rendus. Chaque filiale est gérée sous la responsabilité d'un directeur de filiale qui a la responsabilité hiérarchique sur les équipes de la filiale et une responsabilité opérationnelle.

Le système de contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue que les risques sont totalement éliminés, mais il permet de les limiter considérablement.

3.1 Direction du Groupe

Le Conseil d'Administration et les comités associés déterminent les orientations de l'activité du Groupe et veillent à leur mise en œuvre. Monsieur Olivier GUALDONI assume les fonctions de Directeur général et dirige à ce titre le Groupe. A ce titre, il engage la Société Cybergun par sa signature et délègue à ses collaborateurs les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Monsieur Olivier GUALDONI est assisté par le Comité de Direction qui est composé du Président, de la direction financière, de la direction juridique et de la direction marketing.

3.2 Objectifs en matière de procédures de contrôle interne

Le contrôle interne désigne l'ensemble des processus, méthodes et mesures mis en œuvre par la Direction Générale en vue de garantir une conduite ordonnée et efficace des opérations de gestion de la société.

Les procédures de contrôle interne mises en place et communes à l'ensemble des sociétés du groupe, sont destinées à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

Protection du patrimoine de l'entreprise

Identification et maîtrise des risques financiers et des risques d'erreurs ou de fraude dans les actes de gestion et dans la réalisation des objectifs suivants :

Fiabilité et sincérité des informations financières et comptables.

Respect des lois et règlements en vigueur.

Le principal objectif du contrôle interne est de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs matérielles ou de fraude, en particulier dans les domaines comptables et financiers.

Un tel dispositif de contrôle ne peut cependant apporter qu'une assurance raisonnable et non une certitude absolue quant à l'élimination des risques. Il existe en effet des limites inhérentes à tout système de contrôle interne comme par exemple l'exercice de la faculté de jugement ou le rapport coût/bénéfice de la mise en place de nouveaux contrôles.

3.3 Procédures de contrôle interne relatives à l'information comptable et financière

La fonction comptable est assurée en interne par des collaborateurs de différents niveaux et une mission d'expertise comptable est sous-traitée à un prestataire externe.

À partir des orientations décidées par le comité de direction, les responsables de chaque entité opérationnelle établissent un budget annuel et le présentent à ce dernier pour validation.

Celui-ci sera mis en œuvre selon un processus appliqué uniformément à chaque société du groupe

Le processus de gestion des ressources relève de la compétence de la Direction Financière qui regroupe la communication financière, la comptabilité, le contrôle de gestion national et international, la trésorerie et les systèmes d'information.

La Direction Financière est chargée de la mise en cohérence des données financières, veille à la mise en place d'un ensemble de contrôles internes tendant à assurer la fiabilité de l'organisation comptable, du reporting et des états financiers nécessaires au respect des dates d'enregistrement des transactions, à la réalité de celles-ci et à garantir l'exhaustivité de l'information.

À ce titre la Direction Financière détermine notamment le cadre de la gestion du risque clients, des ressources humaines, des charges de structure et frais généraux, du suivi des investissements et des obligations fiscales.

Elle établit les comptes consolidés du groupe en normes IFRS et dans ce cadre, élabore les méthodes, procédures et référentiels comptables tendant à s'assurer de l'exhaustivité, de la réalité, de l'exactitude des informations comptables et financières dans des délais répondant aux exigences des marchés financiers et des obligations légales.

Ainsi dans le cadre des procédures d'arrêté des comptes et de consolidation, la direction financière définit pour chacun des processus opérationnels et financiers le cadre des traitements particuliers des informations utiles, les intervenants et les délais de communication au service comptable.

3.4 Relations avec les commissaires aux comptes

La certification des informations comptables et financières nécessite l'intervention d'un collège de deux commissaires aux comptes qui effectuent un examen limité des comptes semestriels et un audit complet des comptes annuels.

Des réunions de synthèse sont tenues après leur intervention afin de recueillir leurs analyses des comptes du groupe.

Les commissaires aux comptes procèdent également à une revue des procédures, qui vient en complément du processus d'évaluation interne en vérifiant notamment les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les procédures de contrôle interne et leur efficacité au regard de l'exactitude des informations financières.

4- Mise en œuvre du contrôle interne

Le contrôle interne est spécifique à chaque société du groupe. Il peut s'appliquer par service (marketing, R&D, commercial, etc.) ou globalement au niveau de la filiale.

Sa mise en œuvre permet le rapprochement du budget arrêté avec sa réalisation effective, de s'assurer de la maîtrise des prix de revient et de la cohésion entre les volumes de marchandises commandées, le niveau des stock et les ventes à venir, le suivi de la réalisation des ventes et des marges correspondantes.

Une collaboration étroite s'instaure entre la Direction Financière et les responsables des entités opérationnelles dans le cadre de l'élaboration, du suivi et de la validation des budgets et des propositions de mesures d'ajustement rendues nécessaires par les écarts constatés dans leur exécution, afin d'assurer la fiabilité de l'ensemble du processus et des données financières qui en sont issues.

Les informations sont recoupées et vérifiées par le contrôle de gestion international qui effectue plusieurs passages par exercice dans les filiales.

Cette façon d'opérer permet d'anticiper les inflexions de tendances et de prendre rapidement les décisions qui s'imposent.

Le suivi des obligations fiscales contribue à une gestion rigoureuse du règlement des impôts et taxes compte tenu de l'impact de ces éléments sur la détermination du résultat.

De même le contrôle interne porte sur la détermination des impacts de la fiscalité internationale eu égard à la nationalité de chaque entité à laquelle la société verse des royalties et pour lesquelles elle établit des déclarations de retenues à la source.

Le suivi des immobilisations corporelles et des actifs incorporels fait régulièrement l'objet d'une procédure d'évaluation.

Les systèmes d'information font l'objet d'une mise à jour régulière. La gestion des risques informatiques repose essentiellement sur un système performant de double sauvegarde journalière des données informatiques et par un processus de vérification régulière du niveau de sécurité offert par l'organisation informatique et par les différents matériels mis en place.

Le contrôle interne de l'information comptable et financière s'organise autour des éléments de gestion financière suivants :

- Le processus de planification à moyen et court terme.
- Le reporting mensuel.
- La consolidation statutaire des comptes
- le suivi de la trésorerie et du crédit client.

4.1 Le processus de planification

Il comprend le processus budgétaire et le reporting :

Ce plan à moyen terme synthétise les axes stratégiques et leurs conséquences sur les grands équilibres financiers du Groupe ; il est réactualisé chaque année en fonction des évolutions du Groupe.

4.2 Le reporting mensuel

Le reporting de gestion mensuel assure le suivi des performances des différentes sociétés au travers d'indicateurs spécifiques dont la cohérence et la fiabilité sont assurées par le Service Contrôle de Gestion. Ce reporting permet notamment, d'analyser les écarts par rapport aux objectifs budgétaires et d'actualiser les prévisions de résultats.

Le suivi de gestion représente un enjeu capital pour le pilotage d'une entreprise. Le contexte de crise l'a rendu crucial et a mis en évidence ses limites.

Le Groupe s'est ainsi engagé à améliorer les performances tant dans ses aspects comptables, de contrôle de gestion que de trésorerie.

En ce qui concerne le contrôle de gestion, le travail a porté sur deux axes :

- élaborer des indicateurs de gestion consolidés,
- intégrer dans le suivi de gestion des informations concernant le besoin en fonds de roulement.

Dans ce cadre-là, le contrôle de gestion a mis en œuvre un reporting consolidé mensuel intégrant l'analyse du chiffre d'affaires de la marge et des frais d'exploitation d'une part et une analyse consolidée des stocks, du poste clients et des fournisseurs d'autre part. Le projet se poursuit par l'intégration de l'information de gestion dans excel afin d'être en mesure de fournir une information de gestion consolidée présentant le compte de résultats, le bilan et le tableau de flux financier. Ces éléments sont alors validés par la consolidation comptable réalisée chaque semestre.

La réussite totale du projet passe par la construction d'une base de données unique rassemblant la totalité des informations de gestion pour l'ensemble des utilisateurs et pour l'ensemble des sociétés du groupe.

4.3 La consolidation statutaire

Sur le plan comptable, chaque société arrête des situations mensuelles qui font l'objet d'une consolidation comptable semestrielle et annuelle. Ces informations servent de base au contrôle de gestion.

En amont de la consolidation, la Direction financière émet, auprès des différentes sociétés, des instructions précisant les règles, le calendrier, et la forme des états nécessaires à la consolidation. Les filiales transmettent les éléments nécessaires à la consolidation (balances comptables et documents annexes), au siège dont les services

en effectuent la vérification.

Les retraitements de consolidation et les éliminations inter-compagnies sont effectués également par le siège.

Lors des consolidations semestrielles et annuelles, des missions d'audit externe sont diligentées avant validation des liasses de consolidation par les Commissaires aux Comptes.

4.4 Le suivi de la trésorerie et du crédit client

La trésorerie représente un enjeu sensible dans la gestion courante d'une entreprise. Cet enjeu devient vital en période de tension sur les règlements et de crise de liquidité. C'est dans ce contexte que le Groupe a su faire évoluer son suivi de la trésorerie en établissant :

- un suivi hebdomadaire de la position de trésorerie groupe et de la dette financière groupe,
- un reporting mensuel de trésorerie analysant l'évolution de la position de trésorerie, la position de change et la position de taux ;
- une analyse des prévisions de trésorerie afin de mieux cerner le besoin à court terme de chaque filiale,
- des budgets annuels de trésorerie pour les principales sociétés afin de cerner le besoin global au cours de l'exercice.

Enfin la direction financière produit un reporting de suivi des encaissements clients à l'échelle du Groupe afin de suivre l'évolution des règlements clients et d'identifier les principales zones de risques comme les difficultés de paiement d'un client.

4.5 Les projets d'amélioration du contrôle interne

Au cours de l'exercice, le Groupe a porté son attention sur la production d'informations de gestion et l'accélération des délais de clôture dans le but d'améliorer le pilotage de l'entreprise. Pour 2012 (avril 2012/mars 2013) il est nécessaire d'investir dans un programme de reporting mensuel et dans un programme de gestion de trésorerie.

5-Participation des actionnaires a l'assemblée générale

Conformément a l'article 16 des statuts, la convocation des assemblées générales est faite par un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée et par l'envoi d'une lettre de convocation dans le même délai a tous les actionnaires titulaires d'actions nominatives. Pour les modalités pratiques, se reporter a l'article 16 des statuts.

Le Président du Conseil d'Administration